

III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

i) Procédures et prescriptions en matière d'importation

1. La Loi douanière n° 4458 (telle que modifiée) et son Règlement d'application établissent le cadre juridique fondamental pour les questions douanières.¹ Au fil des années, la Turquie s'est employée à aligner progressivement sa législation douanière sur l'acquis communautaire de l'UE. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, elle a reformulé les dispositions d'application de sa Loi douanière. En outre, les missions confiées au nouveau Ministère des douanes et du commerce ont été publiées en juin 2011 comme suite à la réorganisation du gouvernement.² Du point de vue administratif et opérationnel, la Turquie a conclu un accord avec la Grèce en vue de la construction d'un deuxième pont frontière; signé un protocole avec la Géorgie sur la circulation des passagers, des véhicules et des marchandises en trois points de passage frontalier et des procès-verbaux agréés concernant l'échange de données; inauguré de nouvelles installations au poste frontière d'Hamzabeyli; rouvert le poste frontière ferroviaire de Cobanbey (fermé en 1980) et engagé une coopération avec la Syrie et l'Iran pour l'administration conjointe des points de passage frontalier.

2. Dans le cadre du Projet de modernisation des douanes (projet "GIMOP"), le Ministère des douanes et du commerce a mis progressivement en œuvre plusieurs programmes destinés à renforcer l'efficacité et l'efficience de l'administration des douanes. Le programme GÜMSIS (Projet de systèmes de sécurité aux postes de douane aux frontières) a été lancé en 2001 pour surveiller et prévenir le trafic illicite de biens, de véhicules et de voyageurs. D'autres modules ont été intégrés à ce programme, dont un système d'inspection (à rayons X) des véhicules et des conteneurs, un système de détection nucléaire, un système de suivi des véhicules en transit basé sur le GPS et un système de numérisation des plaques d'immatriculation. En 2002, le logiciel informatique BILGE a été installé qui permet de remplir toutes les formalités douanières en temps réel. Il comprend des sous-systèmes qui concernent les déclarations sommaires, la gestion des entrepôts, les droits de douane et la comptabilité.

3. La déclaration douanière turque a été alignée sur le document administratif unique (DAU) employé pour les procédures douanières dans l'UE. Afin de pouvoir bénéficier des taux préférentiels de droits de douane lors du dédouanement, des certificats de circulation EUR.1 ou EUR.MED sont exigés pour les produits importés de pays non membres de l'UE avec lesquels la Turquie a des accords de libre-échange de même que pour les produits agricoles et le charbon et les produits sidérurgiques importés des pays membres de l'UE. L'Administration des douanes peut autoriser des formalités et des procédures simplifiées, notamment en n'exigeant pas la présentation de certains documents. Il n'est pas obligatoire de faire appel à un agent ni à un courtier en douane.

¹ La Loi douanière n° 4458 a remplacé la Loi douanière n° 1615/1972 en février 2000. Les principales modifications apportées à ce cadre sont décrites de façon plus détaillée dans OMC (2003).

² Le nouveau Règlement douanier a été publié au Journal officiel n° 27369 le 7 octobre 2009, et le Décret-loi n° 640 sur l'organisation et les missions du Ministère des douanes et du commerce au Journal officiel n° 27958 du 8 juin 2011. Parmi les autres lois récentes se rapportant aux douanes figurent la Loi n° 5911 portant modification de la Loi douanière, de certaines lois et de certains décrets-lois (Journal officiel n° 27281 du 7 juillet 2009) et le Décret du Conseil des Ministres n° 2009/15481 sur la mise en œuvre de certaines dispositions du Code douanier n° 4458 (Journal officiel n° 27369 du 7 octobre 2009).

4. Une déclaration sommaire, normalement effectuée avec le logiciel BILGE, doit être remise aux douanes avant la fin du jour ouvrable qui suit la présentation des marchandises au poste douanier.³ Il est obligatoire de joindre l'original du manifeste ou du connaissement à la déclaration sommaire.⁴ Le dédouanement à l'importation est normalement terminé dans un délai de 24 heures, sous réserve que toute la documentation requise soit en en ordre, quel que soit le mode de transport.

5. Les importateurs sont responsables du dédouanement. Les marchandises qui arrivent par la voie terrestre, ferroviaire ou aérienne doivent être dédouanées dans un délai de 20 jours et les importations qui s'effectuent par la voie maritime dans un délai de 45 jours. Le délai peut être prolongé à la demande de l'importateur. Sauf dans le cas où des procédures administratives ou judiciaires ont été engagées concernant les marchandises importées, les marchandises qui ne sont pas dédouanées dans les délais fixés peuvent être confisquées ou vendues aux enchères. Le déclarant peut se réserver le droit d'appliquer la procédure de mise en libre pratique jusqu'à la publication de la date d'adjudication moyennant le paiement d'une amende de 1% de la valeur c.a.f. des marchandises en question.

6. Pour l'importation de certaines marchandises, il est obligatoire de s'adresser à des directions des douanes spécialisées. Pour le dédouanement des véhicules automobiles, des tracteurs, des motocycles et de leurs pièces de rechange et accessoires, il faut s'adresser aux directions des douanes de Yesilkoy, Gebze, Izmit ou Mersin; pour les produits textiles, aux directions des douanes d'Halkali, d'Atatürk Havaliman, de l'aéroport de Sabiha Gökçen, de Gemlik, Mersin, Izmir, Denizli, Ankara, Kayseri ou Gaziantep; les engrais peuvent être importés par le biais de l'administration des douanes de Derince, Mersin, Samsun, Izmir, Aliaga, Dikili, de la gare de Kapikule, de Tekirdag, Bandirma, Gemlik, Iskenderun, Ambarli, Haydarpasa ou Antalya; et certains solvants et produits pétrochimiques doivent être dédouanés par la Direction des douanes pour les produits pétrochimiques de Gebze. Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles les marchandises peuvent être importées par d'autres directions des douanes sont définies dans la législation portant création des directions des douanes spécialisées.

7. Toute personne physique ou morale dotée d'un numéro fiscal est autorisée à importer sans avoir à satisfaire à des prescriptions en matière de certification.⁵ L'importation de certains produits exige une licence d'importation (section vii) ci-dessous).

8. Les produits textiles et les vêtements doivent être enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2010 pour assurer le suivi des importations de ces marchandises.⁶ Pour l'enregistrement, qui s'effectue avant l'importation, il faut remplir un formulaire d'enregistrement des exportateurs certifiés. Parmi les renseignements à donner figurent le titre juridique de l'entreprise, son adresse, le nombre d'employés, le montant total des ventes, les certificats de qualité internationaux et une liste des autres destinations des exportations de l'entreprise.⁷ Les demandes d'enregistrement peuvent être soumises par le biais

³ La transition vers un système de déclaration préalable à l'arrivée est en cours. Les modifications législatives nécessaires ont été opérées, et le nouveau système devrait devenir techniquement opérationnel en 2012.

⁴ Le Ministère des douanes et du commerce peut autoriser l'emploi d'un autre document commercial ou officiel reconnu au niveau international qui donne les renseignements requis pour l'identification des marchandises.

⁵ Les sociétés de personnes constituées par des individus autorisés par la loi à accomplir des actes juridiques, bien qu'elles n'aient pas le statut de personnes morales, peuvent aussi effectuer des importations.

⁶ Communiqué n° 2010/1 publié dans le Journal officiel n° 27449 (bis 2) le 31 décembre 2009.

⁷ Les entreprises peuvent inscrire "secret commercial" lorsqu'elles estiment qu'en répondant aux questions, elles divulgueraient des renseignements commerciaux sensibles.

d'Internet ou de logiciels XML. Le formulaire d'enregistrement des exportateurs est certifié par les autorités compétentes, comme par exemple les chambres de commerce, les notaires publics turcs ou le Consulat général turc.⁸ Le formulaire devrait être présenté une seule fois; les mises à jour ou les renouvellements doivent s'effectuer par le biais d'Internet. Il est rappelé aux exportateurs de renouveler leurs certificats par courrier électronique. Les produits visés par cette mesure de surveillance sont indiqués dans le tableau AIII.1.

ii) Droits de douane ordinaires

a) Droits NPF consolidés et appliqués, droits de douane légaux

9. Le tarif de la Turquie se fonde sur la version 2007 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et compte 16 448 lignes. Il s'applique au niveau des sous-positions à 12 chiffres dans lesquelles les six premiers chiffres représentent la nomenclature du Système harmonisé, les 7^{ème} et 8^{ème} chiffres correspondent à la nomenclature combinée de l'UE et les 9^{ème} et 10^{ème} servent à déterminer les sous-positions établies à des fins fiscales. Les deux derniers chiffres sont utilisés pour la collecte de données statistiques.

10. Suite au Cycle d'Uruguay, la Turquie a consolidé toutes ses lignes tarifaires correspondant à des produits agricoles et 33,5% de ses lignes tarifaires pour les produits industriels.⁹ La moyenne simple des taux consolidés de la Turquie avoisine les 72 % pour les produits agricoles, et 17,4% pour les lignes tarifaires correspondant à des produits non agricoles (tableau III.1). Les taux consolidés finals de la Turquie varient de zéro à 225% pour les produits agricoles et de zéro à 82% pour les produits non agricoles.¹⁰ Le degré de consolidation tarifaire dans les secteurs non agricoles n'est pas uniforme (graphique III.1). Si la Turquie a consolidé plus de 60% des lignes tarifaires pour les machines, le matériel de précision, les produits chimiques, le matériel de transport et les matières plastiques et le caoutchouc, aucune ligne tarifaire n'est consolidée pour les produits relevant des chapitres 26, 36, 60, 64, 67, 75, 78, 83, 89, 93 et 97 du SH.

Tableau III.1
Structure des droits NPF en Turquie, 2011
(en %)

	2011	Taux consolidé final ^a
1. Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes)	51,9	51,9
2. Lignes tarifaires bénéficiant de l'admission en franchise (% de l'ensemble des lignes)	23,2	3,0
3. Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes)
4. Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes)	1,7	0,2
5. Droits non <i>ad valorem</i> sans EAV (% de l'ensemble des lignes)	0,3	0,2
6. Moyenne simple des taux	12,2	36,9
Produits agricoles (définition de l'OMC)	47,9	71,9

⁸ La certification consulaire n'est pas obligatoire du moment que la Turquie a un accord apostille conforme à la Convention de la Haye de 1961 en vigueur avec le pays exportateur.

⁹ Les calculs figurant dans la présente section, qui se fondent sur les données relatives à 2011 communiquées par les autorités turques, donnent un total de 16 448 lignes. Dans OMC (2007), les calculs ont été effectués en se fondant sur 18 253 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 12 chiffres du SH, et indiquent un degré de consolidation de 46,3% de l'ensemble des lignes tarifaires et de 36% environ pour les produits non agricoles.

¹⁰ La Turquie a réduit ses droits de douane consolidés en tranches annuelles égales entre 1995 et 2004. GATT de 1994, Liste XXXVII.

	2011	Taux consolidé final ^a
Produits non agricoles (définition de l'OMC)	5,0	17,4
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (CITI, branche 1)	26,0	45,8
Industries extractives (CITI, branche 2)	0,2	8,6
Industries manufacturières (CITI, branche 3)	11,6	36,1
7. Moyenne simple des taux pour les seules lignes tarifaires passibles de droits	15,9	s.o.
8. "Crêtes" tarifaires intérieures (% de l'ensemble des lignes) ^b	9,1	3,7
9. "Crêtes" tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes) ^c	14,6	33,0
10. Écart type global des taux appliqués	27,1	44,1
11. Taux appliqués de "nuisance" (% de l'ensemble des lignes) ^d	6,7	0,0

.. Non disponible.

s.o. Sans objet.

a Les taux consolidés finals ont été calculés à partir du tarif douanier de 2006 selon la nomenclature du SH de 2002. Les calculs des moyennes consolidées se fondent sur 6 347 lignes tarifaires consolidées (y compris celles qui le sont partiellement).

b Les crêtes tarifaires intérieures s'entendent des taux qui dépassent le triple de la moyenne simple globale des taux appliqués (indicateur 6).

c Les crêtes tarifaires internationales sont les taux qui dépassent 15%.

d Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Le tarif douanier de 2011 se fonde sur la nomenclature du SH de 2007 comprenant 16 448 lignes tarifaires (au niveau des lignes tarifaires à 12 chiffres).

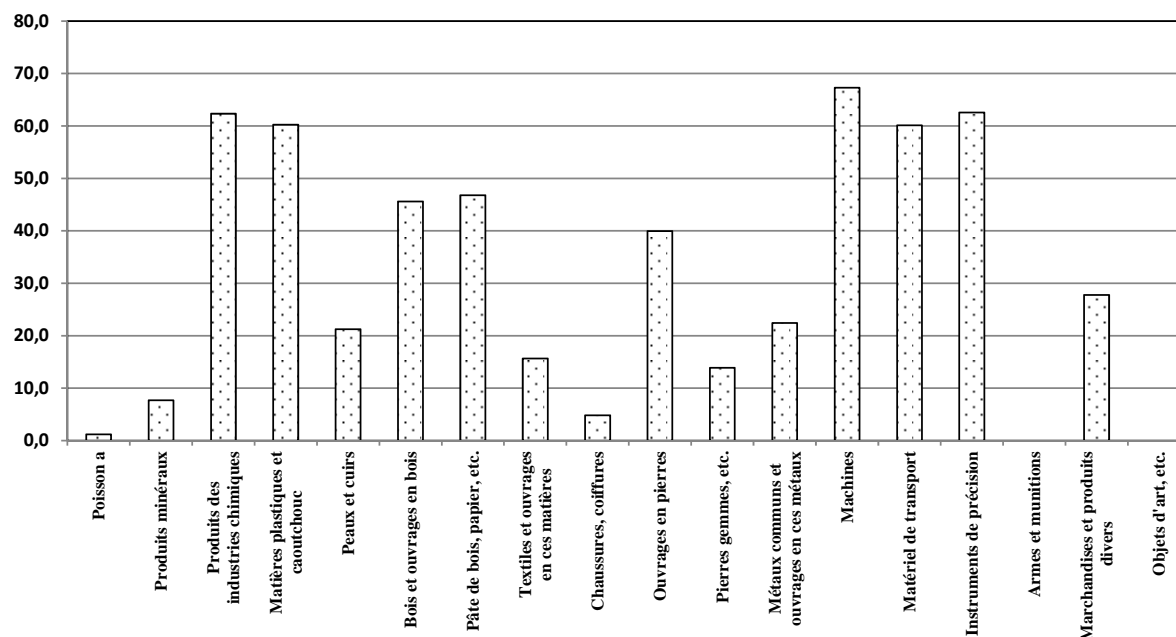
Les calculs comprennent les équivalents *ad valorem* des droits non *ad valorem* communiqués par les autorités. Si ces équivalents ne sont pas disponibles, c'est la composante *ad valorem* qui est prise en compte pour les taux composites.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités turques.

Graphique III.1

Part des lignes tarifaires consolidées, par produits non agricoles

% des lignes consolidées



a Chapitre 03 du SH.

Note: La part des lignes consolidées (y compris celles qui le sont partiellement) est calculée à partir du tarif douanier de 2006 selon la Nomenclature du SH de 2002.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC d'après les bases de données BDI et LTC de l'OMC.

11. Le tarif appliqué par la Turquie se compose principalement de droits *ad valorem* qui s'appliquent à 98,3% des lignes tarifaires. Des droits spécifiques, composites, mixtes ou variables visent quelque 278 lignes tarifaires au niveau des positions à 12 chiffres (tableau AIII.2).¹¹ Des droits spécifiques sont perçus sur certaines boissons alcooliques, le sel et les films cinématographiques. Des droits mixtes s'appliquent à des articles comme les tapis, le verre et la verrerie et les montres.¹² Les droits composites visent essentiellement des produits agricoles transformés comme les yaourts et les pâtes alimentaires. Les droits variables s'appliquent à des articles comme les pâtes à tartiner laitières, les sucreries, le chocolat, le malt, les céréales et les préparations de pommes de terre. Les droits composites et variables ont un lien avec la mise en œuvre des engagements pris par la Turquie dans le cadre de l'union douanière avec l'UE, par lesquels l'équivalent en livres turques des éléments exprimés en euros doit être versé au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation, qui s'applique aux annexes III et IV du régime d'importation turc. La Turquie n'applique pas de droits saisonniers.

12. La mise en œuvre par la Turquie de la Décision sur l'Union douanière, et, en conséquence, du tarif extérieur commun sur les produits industriels, fait apparaître un net écart entre la protection tarifaire conférée à la production agricole et aux secteurs manufacturiers. Alors que la moyenne simple des taux de droits NPF appliqués s'élevait globalement à 12,2% en 2011, la moyenne était de 47,9% pour les produits agricoles et de 4,1% seulement pour les produits relevant des chapitres 25 à 97 du SH (tableau III.2). Les crêtes tarifaires sont aussi nettement plus élevées dans le secteur agricole par rapport aux autres activités économiques. Alors que la moyenne des droits NPF sur la viande et les produits laitiers est supérieure à 100%, et avoisine les 100% sur les préparations à base de viande et de poisson, seuls les textiles et vêtements sont assujettis à des droits de douane moyens de plus de 10% parmi les lignes tarifaires concernant des produits non agricoles (tableau AIII.3). Les produits admis en franchise de droits représentent 23,2% de l'ensemble des lignes tarifaires et comprennent notamment les produits relevant de l'Accord sur les technologies de l'information, les produits pharmaceutiques, la pâte de bois, certains ciments et les produits d'origine animale. Bien que la Turquie ne soit pas signataire de l'Accord plurilatéral relatif au commerce des aéronefs civils, elle prévoit un traitement en franchise de droits pour un grand nombre d'articles destinés aux aéronefs civils (liste VI annexée au Tarif douanier de 2010).

Tableau III.2
Analyse récapitulative des droits NPF, 2011

Analyse	Nombre de lignes ^a	Taux appliqués en 2011				Importations 2010 ^b (millions de \$EU)
		Moyenne simple des droits (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type (%)	CV	
Total	16 448	12,2	0-225	27,1	2,2	185 541
SH 01-24	2 936	49,2	0-225	48,8	1,0	7 683
SH 25-97	13 512	4,1	0-37,9	3,8	0,9	165 185
Par définition OMC						
Agriculture	2 742	47,9	0-225	51,3	1,1	9 721
Animaux vivants et produits d'origine animale	398	105,9	0-225	71,4	0,7	584
Produits laitiers	178	115,8	8,3-180	60,9	0,5	115

¹¹ Alors que 57 de ces lignes tarifaires ne sont pas consolidées, la Turquie n'a consolidé que quatre lignes tarifaires assujetties à des taux de droits non *ad valorem* à des taux spécifiques; la majorité des lignes sont consolidées à des taux *ad valorem* (tableau AIII.2).

¹² La part revenant aux droits mixtes a quelque peu diminué depuis 2007, ces droits étant remplacés par des droits *ad valorem* qui s'établissent entre 9% et 15% sur certains produits plats en fer ou en aciers non alliés.

Analyse	Nombre de lignes ^a	Taux appliqués en 2011				Importations 2010 ^b (millions de \$EU)
		Moyenne simple des droits (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type (%)	CV	
Café et thé, cacao, sucre, etc.	423	39,1	0-145	33,5	0,9	1 172
Fleurs coupées et plantes	119	10,6	0-46,8	14,9	1,4	92
Fruits et légumes	600	41,0	0-145,8	22,6	0,6	672
Céréales	65	52,3	0-130	45,0	0,9	1 057
Graines oléagineuses, graisses et huiles et produits dérivés	250	20,1	0-50	15,9	0,8	2 755
Boissons et alcools	302	46,8	0-70	27,7	0,6	162
Tabac	28	38,8	10-74,9	22,3	0,6	368
Autres produits agricoles	379	6,4	0-46,8	8,5	1,3	2 742
Produits non agricoles	13 706	5,0	0-81,9	7,1	1,4	163 148
Poissons et produits de la pêche	393	35,0	0-81,9	18,0	0,5	242
Produits minéraux, pierres gemmes et métaux précieux	847	2,6	0-21,12	3,0	1,2	11 893
Métaux	1 856	4,2	0-22,4	5,1	1,2	26 980
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	3 132	4,7	0-37,9	2,6	0,5	24 607
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	458	4,1	0-17	4,2	1,0	3 471
Bois, pâte, papier et meubles	793	0,8	0-10	1,9	2,4	5 290
Textiles et vêtements	2 372	7,9	0-12	3,0	0,4	10 905
Matériel de transport	422	5,2	0-22	4,8	0,9	17 969
Machines non électriques	1 450	1,6	0-9,7	1,4	0,9	21 368
Machines électriques	838	2,4	0-14	2,7	1,1	14 137
Produits non agricoles n.d.a.	1 040	2,4	0-13,9	1,9	0,8	5 659
Pétrole	105	3,4	0-4,7	1,0	0,3	20 626
Par secteur CITI^b						
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	855	26,0	0-150	32,0	1,2	6 170
Industries extractives	191	0,2	0-11,68	1,1	5,9	14 249
Industries manufacturières	15 401	11,6	0-225	26,7	2,3	152 429
Par degré d'ouvrison						
Matières premières	1 667	18,8	0-150	27,0	1,4	26 129
Demi-produits	5 943	6,5	0-135	11,0	1,7	53 377
Produits finis	8 838	14,8	0-225	33,3	2,3	93 362

a Le total des importations est supérieur à la somme des rubriques, car des importations d'une valeur de 12 672,8 millions de dollars EU ne sont pas classées dans le Système harmonisé.

b Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique (Rev.2). Électricité, gaz et eau exclus (une ligne tarifaire).

Note: CV = coefficient de variation.

Les calculs comprennent les équivalents *ad valorem* des droits non *ad valorem* communiqués par les autorités. Si ces équivalents ne sont pas disponibles, c'est la composante *ad valorem* qui est prise en compte pour les taux composites.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités turques; les données concernant les importations proviennent de la base de données Comtrade de la DSNU.

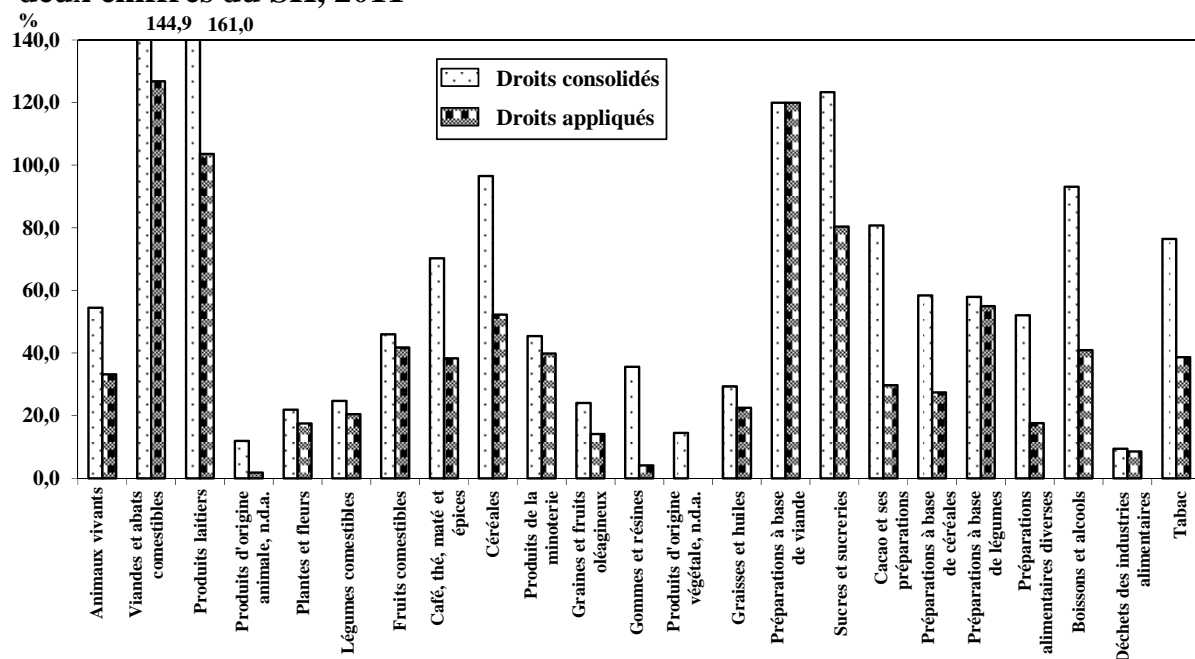
13. La Loi n° 474 sur le Tarif douanier permet au gouvernement d'augmenter les taux de droits NPF appliqués lorsqu'ils sont jugés trop bas pour assurer une protection "suffisante" aux

branches de production nationales.¹³ La loi institue un droit appelé "droit légal" qui est distinct du droit NPF appliqué, lequel est adopté chaque année par le Conseil des ministres.¹⁴ En vertu de cette loi, le gouvernement peut remplacer le taux NPF appliqué par un taux égal à 150% du taux du droit légal correspondant, en vue d'offrir une plus grande protection aux branches de production locales. Toutefois, selon les autorités turques, le droit légal ne s'applique que pour les lignes tarifaires qui ne sont pas consolidées dans le cadre de l'OMC ou qui n'entrent pas dans le champ d'application de la décision sur l'union douanière. Pour les lignes tarifaires consolidées ou les lignes visées par l'union douanière, toutes les augmentations du taux NPF appliqué seront plafonnées par les niveaux d'engagement de la Turquie.¹⁵

14. Les écarts importants existants entre les taux consolidés et appliqués laissent à la Turquie une certaine latitude pour relever ses droits NPF sur un certain nombre de produits agricoles (graphique III.2). L'écart entre les droits consolidés et appliqués concernant les produits industriels, auquel s'ajoute le faible nombre de consolidations tarifaires, laisse à la Turquie une grande marge de manœuvre pour augmenter ses droits sur les produits non agricoles dans le cadre de l'OMC. Toutefois, les hausses unilatérales appliquées par la Turquie ne seraient pas compatibles avec la décision sur l'union douanière.

Graphique III.2

Droits consolidés et droits appliqués sur les produits agricoles, par position à deux chiffres du SH, 2011



Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données fournies par les autorités turques et de la base LTC de l'OMC.

¹³ Loi n° 474, publiée au Journal officiel du 25 mai 1964 et modifiée par la Loi n° 4217, publiée au Journal officiel du 8 décembre 1996.

¹⁴ Le Décret sur le régime d'importation est publié chaque année et n'est modifié que dans des circonstances exceptionnelles.

¹⁵ L'article 2 de la Loi n° 474 autorise le Conseil des Ministres à augmenter ou diminuer les taux des droits légaux et prescrit que les dispositions des accords internationaux signés par la Turquie doivent être respectées. Les décisions du Conseil des Ministres sont publiées au Journal officiel.

15. Dans l'ensemble, les taux NPF appliqués par la Turquie n'ont pas beaucoup changé depuis 2007.¹⁶ Parmi les changements survenus récemment, la Turquie a réduit ses droits NPF de 20% à 0% sur les bovins vivants destinés à la reproduction (SH 010290) à compter du 28 octobre 2010; de 30% à 15% sur les bovins vivants de boucherie, de 225% à 30% sur certaines viandes de mouton (SH 0204) le 22 décembre 2010; et de 130% à 0% sur le blé, l'avoine et le sarrasin (SH 1001, 1004 et 1008) pour la période allant du 25 février au 1^{er} mai 2011. Toutefois, le droit d'importation NPF a été porté à 75% sur certaines viandes (SH 0201 et 0202) le 2 juillet 2011 et le droit NPF augmenté de 20% ou 30% sur certains textiles et vêtements le 15 septembre 2011.¹⁷

b) Préférences tarifaires

16. Conformément aux engagements qu'elle a pris en vertu de la décision sur l'union douanière, la Turquie aligne ses préférences en faveur de pays tiers, y compris le Schéma SGP, sur le régime commercial de l'UE. Cela aboutit à l'élimination progressive de tous ou presque tous les droits de douane frappant les produits relevant des chapitres 25 à 97 du SH et à la libéralisation sélective de certains produits agricoles et produits agricoles transformés (tableaux III.3 et AIII.4). Les préférences tarifaires concernant les produits agricoles sont généralement mises en œuvre par le biais de contingents tarifaires (section iv) ci-dessous).

Tableau III.3
Moyennes tarifaires, 2011
(%)

	SH 01-97	SH 01-24	SH 25-97	Produits agricoles selon la définition OMC	Produits non agricoles selon la définition OMC
NPF	12,2	49,2	4,1	47,9	5,0
SGP	10,0	47,5	1,9	46,0	2,9
Serbie	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Tunisie	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Syrie	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Maroc	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Cisjordanie et bande de Gaza	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Kosovo	8,8	49,2	0,0	47,8	1,0
Croatie	8,8	49,1	0,0	47,7	1,0
Israël	8,8	49,2	0,0	48,0a	1,0
Pays bénéficiant d'incitations spéciales	8,7	46,8	0,4	45,2	1,4
Albanie	8,7	48,6	0,0	47,1	1,0
PMA	8,6	46,7	0,4	45,0	1,4
Macédoine (ERY)	8,6	47,8	0,0	46,3	1,0
Égypte	8,5	47,5	0,0	47,8	0,7
UE	8,2	48,4	0,0	47,4	0,9
Géorgie	7,7	43,3	0,0	41,4	1,0

¹⁶ Selon les autorités turques, la moyenne simple des droits NPF pour les produits agricoles et les produits à base de poisson a fluctué entre 58,5 et 60,5% entre 2007 et 2011.

¹⁷ Selon le Rapport de l'OMC sur les mesures commerciales du G-20 (mi-octobre 2010 à avril 2011), la Turquie a imposé des droits plus élevés sur les textiles et vêtements à titre provisoire à partir du 22 juillet 2011.

	SH 01-97	SH 01-24	SH 25-97	Produits agricoles selon la définition OMC	Produits non agricoles selon la définition OMC
AELE	7,4	43,8	0,0	47,4	0,0
Bosnie-Herzégovine	0,9	5,0	0,0	5,3	0,0

a La moyenne concernant les accords préférentiels peut dépasser la moyenne NPF comme dans certains cas on ne dispose pas d'information sur les équivalents *ad valorem* ou la composante *ad valorem* des droits non *ad valorem*.

Note: Les calculs comprennent les équivalents *ad valorem* des droits non *ad valorem* communiqués par les autorités. Si ces équivalents ne sont pas disponibles, c'est la composante *ad valorem* qui est prise en compte pour les taux composites.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités turques.

iii) Autres droits et impositions

17. Pour toutes les positions tarifaires de sa Liste concernant les marchandises, la Turquie a consolidé ses "autres droits et impositions" (article II.1 b) du GATT) à des taux non nuls pour tous les articles sauf ceux désignés comme étant "en franchise". Les éventuels droits et impositions pourraient s'élever à 15% du droit de douane au titre de la "part municipale", et ce en sus des taxes de 4% pour les marchandises qui arrivent dans le pays par voie maritime (redevance pour les infrastructures de transport) ou de 3% pour les marchandises qui arrivent par la voie routière, ferroviaire ou aérienne.

18. À l'heure actuelle, la Turquie applique un prélèvement au profit du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation aux importations de poissons et de produits à base de poisson relevant des chapitres 2, 3, 15, 16 et 23 du SH. Ce prélèvement est modulé selon que les importations proviennent de l'UE, des États membres de l'AELE et d'autres pays, et vont de zéro à 35% *ad valorem*. La Turquie n'a pas consolidé ses droits de douane pour le poisson et les produits à base de poisson, mais les importations des États membres de l'AELE entrent en franchise du droit d'importation et du prélèvement au titre du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation en vertu de l'Accord de libre-échange entre la Turquie et l'AELE.

iv) Contingents tarifaires et exemptions de droits

19. La Turquie n'a pas d'engagement en matière de contingents tarifaires inscrit dans sa Liste concernant les marchandises. Toutefois, il arrive qu'elle ouvre unilatéralement des contingents tarifaires NPF.¹⁸ L'attribution des contingents s'effectue selon le principe du "premier arrivé premier servi" ou en fonction des "antécédents". Les taux de tarif contingentaire sont modulés de la franchise de droit au taux NPF réduit. En outre, des contingents tarifaires préférentiels s'appliquent à de nombreux produits agricoles bruts et transformés (tableau AIII.5). Pour les produits non agricoles, la Turquie a ouvert des contingents tarifaires préférentiels pour l'acrylonitrile et les compresseurs le 1^{er} janvier 2011. Les contingents tarifaires de 12 mois sont attribués en fonction des "résultats antérieurs" et de la "capacité de production". Le contingent tarifaire a été utilisé à près de 90% pour les compresseurs et à 100% pour l'acrylonitrile.

¹⁸ Les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie en novembre 2005 au sujet de certaines mesures affectant l'importation de riz (document DS334 de l'OMC). Le Groupe spécial a constaté, entre autres choses, que la prescription turque imposant aux importateurs d'acheter du riz national pour être autorisés à importer du riz dans le cadre des contingents tarifaires était incompatible avec l'article III:4 du GATT, mais n'a pas formulé de recommandation car la mesure n'était plus en vigueur et la Turquie avait déclaré son intention de ne pas la réintroduire. Le contingent tarifaire de la Turquie pour le riz a été supprimé le 31 juillet 2006.

20. Le Programme de promotion de l'investissement prévoit des avantages tarifaires et fiscaux pour les importations. Les exportateurs bénéficient en outre du régime de perfectionnement actif. Il est possible d'obtenir des réductions de droits de douane pour l'importation de certains produits destinés aux personnes handicapées ou à certaines administrations de l'État, pour les produits financés par crédit-bail ou par des donateurs et pour certaines importations temporaires. Toutes les importations réalisées par le Ministère de la défense nationale dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont exemptées de droits de douane (tableau III.4).

Tableau III.4
Principales caractéristiques des régimes d'admission à des conditions de faveur, 2011

Programme	Conditions requises	Incitations
Programme de promotion de l'investissement	Projets d'investissement matériellement réalisables dont le Sous-Secrétariat au Trésor estime qu'ils réduiront les déséquilibres régionaux dans le pays, créeront de nouvelles possibilités d'emploi et accroîtront la compétitivité tout en utilisant des technologies à forte valeur ajoutée	Exonération des droits de douane et des prélèvements au titre du fonds pour les machines et équipements importés figurant sur la Liste des machines et équipements approuvée par le Sous-Secrétariat au Trésor ^a Exonération de la TVA sur les machines et équipements d'origine nationale et importés figurant sur la liste
Régime de perfectionnement actif		
a) Exemption conditionnelle pour les importations (système de suspension des droits)	Tout exportateur	Concerne les marchandises destinées à la réexportation; suspension de la perception des droits de douane et de la TVA sur les matières premières, les matières annexes, les demi-produits et les produits finis et les matériaux d'emballage
b) Emploi de marchandises équivalentes	Tout exportateur	Suspension des droits de douane et de la TVA sur les intrants importés après l'exportation de produits compensateurs
c) Restitution des droits perçus sur les importations	Tout exportateur	Restitution des droits de douane et de la TVA acquittés sur les intrants importés, après l'exportation de marchandises contenant des intrants importés dans le cadre du système de ristourne de droits
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	0% sur toutes les importations
Défense	Ministère de la défense nationale ou institutions publiques pour le compte de ce ministère	0% sur toutes les importations
Dons	Administrations publiques; certains produits qui sont principalement d'intérêt général approuvés par les ministères compétents	..
	Véhicules spéciaux pour handicapés	..
Crédit-bail	Navires, aéronefs, matériel médical et produits de haute technologie	Exonération totale ou partielle des droits d'importation jusqu'à l'échéance du contrat de crédit-bail; réductions de la TVA
	Biens meubles et immeubles	Suspension de tous les droits de douane et exonération des droits, impositions et redevances pour le contrat de crédit-bail jusqu'à son échéance
Importations temporaires	Tout importateur; certains articles commerciaux ou effets personnels	Exonération totale ou partielle des droits d'importation sur les produits utilisés temporairement en Turquie pendant six à 12 mois sans avoir subi de modification, exception faite de leur dépréciation normale par suite de l'usage qui en est fait
Crédit-projets (donateurs)	Critères d'évaluation des projets de la Banque de crédit à l'exportation	Les conditions de financement des projets doivent être conformes aux dispositions du Consensus de l'OCDE
Promotion du tourisme

Programme	Conditions requises	Incitations
Lois spéciales de droit privé concernant des exemptions

.. non disponible.

- a) Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 20%: voitures particulières, autobus (sauf à deux étages), tracteurs (sauf les tracteurs conformes aux normes Euro-1 ou Euro-2 et ayant un moteur peu polluant), remorques (sauf remorques réfrigérées), téléviseurs, magnétoscopes, mini-réfrigérateurs, meubles, bateaux de plaisance (y compris à moteur), camions (sauf les camions tout-terrain et les camions-bennes non autorisés à circuler sur les autoroutes), mélangeurs et transmélangeurs.
- Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 18%: extension ou création d'un établissement d'une capacité de production minimale de 100 000 unités par an réalisée par une entreprise ayant l'intention de construire des véhicules automobiles considérés comme d'un modèle nouveau pendant dix ans à compter de la date de leur première mise en production dans le monde.
- Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 10%: matières premières, biens intermédiaires et matières annexes nécessaires pour l'exploitation d'une entreprise.
- Produits pour lesquels le droit d'importation est de 5%: matériaux de construction.

Note: Aucune prescription de résultats n'est en place dans le cadre de ces mécanismes.

Source: Secrétariat de l'OMC, à partir de renseignements communiqués par les autorités turques.

21. Le Programme de promotion de l'investissement a pour but, notamment, de réduire les disparités régionales et de promouvoir les petites et moyennes entreprises. En principe, tous les projets d'investissement sont admissibles.¹⁹ Les demandes sont évaluées par le Ministère de l'économie. Les projets d'investissement, pour lesquels un certificat d'encouragement à l'investissement est délivré, bénéficient d'une exemption des droits de douane sur toutes les machines et tous les équipements employés dans le processus de production. L'exonération de la TVA est accordée conformément à la Loi n° 3065 du 25 octobre 1984. Les investisseurs nationaux et étrangers se voient offrir les mêmes conditions. Les activités génératrices de devises sont exemptées des droits de timbre et impositions conformément aux Lois n° 488 et 492.

22. Le régime de perfectionnement actif permet aux fabricants et aux exportateurs d'importer des matières premières en franchise de droits et d'être exemptés d'autres mesures de politique commerciale. Les marchandises importées sous ce régime sont destinées à être réexportées hors du territoire douanier turc sous forme de "produits compensateurs", qui sont toutes les marchandises obtenues à l'issue d'une transformation. Normalement, le fabricant ou l'exportateur demandera la suspension du droit d'importation et de la TVA jusqu'à l'exportation du produit fini, mais les droits et la TVA peuvent aussi être acquittés et remboursés par la suite dans le cadre du système de ristourne.

23. La "liste de suspension" (liste V du Tarif douanier de la Turquie) permet aux fabricants d'importer certaines matières premières et biens intermédiaires, comme les matières premières chimiques et les intrants destinés à l'industrie électronique, à des taux faibles ou en franchise de droits. Des contingents tarifaires peuvent aussi être ouverts pour les produits qui ne sont pas fabriqués en quantité suffisante dans l'union douanière.²⁰

¹⁹ Les investissements non soutenus ou soutenus sous certaines conditions par le Système général d'encouragement des investissements sont répertoriés dans l'annexe IV du document G/SCM/N/186/TUR de l'OMC publié en mars 2010.

²⁰ La Turquie a établi la liste de suspension en coopération avec l'UE. Toutefois, toutes les demandes présentées par la Turquie en vue de l'ouverture de contingents tarifaires ne seraient applicables que sur le territoire turc.

v) Droits et impositions pour services rendus

24. Toutes les expéditions exigeant une procédure de dédouanement officielle des autorités douanières turques sont assujetties à un droit de 100 livres turques par déclaration douanière, et à un droit de timbre fixé à 40,10 livres turques pour 2011. Les redevances à acquitter pour les imprimés utilisés par l'administration douanière sont énumérées dans le tableau III.5. Le dédouanement en dehors des heures ouvrables ordinaires donne lieu à des frais supplémentaires. La redevance pour les heures supplémentaires est fixée à 5,50 livres turques l'heure pour les transactions à l'exportation, et à 13,20 livres turques l'heure pour toutes les autres opérations.²¹ Les coûts des analyses ou des examens effectués dans les laboratoires des douanes ou d'unités délocalisées sont pris en charge par les personnes qui font la déclaration (Loi douanière n° 4458, article 66, sous-paragraphe 4, modifiée par la Loi du 18 juin 2009 et la Loi n° 5911).²² Les envois d'une valeur de 75 euros ou moins n'ont pas fait l'objet d'un dédouanement formel.

Tableau III.5
Redevances et impositions

Nom de compte	Colis/ Pièces	N° de l'annexe	Prix
Formulaire de déclaration sommaire en douane	1 000	9	1,70
Certificat de statut douanier		65	
Demande de procédure douanière ayant un impact économique (demande d'autorisation d'exploitation d'entrepôts sous douane) fiche de contrôle de perfectionnement actif (fiche de contrôle de perfectionnement passif)		55	
Autorisation de procédure douanière ayant un impact économique (fiche de contrôle pour autorisation d'exploitation d'entrepôts sous douane) autorisation de perfectionnement actif (fiche de contrôle pour autorisation de perfectionnement passif)		56	
Déclaration verbale d'admission temporaire		57	
Inf 2 (perfectionnement passif/trafic triangulaire)		64	
Inf 9 Fiche d'information (perfectionnement actif)		47	
Fiche d'identification et d'évaluation pour les marchandises transportées à destination de l'UE en provenance de zones franches		67	
Demande de retour ou d'élimination		77	
Formulaire de suivi des conteneurs à l'entrée	2 000		
Formulaire de suivi des conteneurs à la sortie	2 000		
Demande de clôture de transactions douanières intéressant des marchandises qui enfreignent les droits de propriété intellectuelle et industrielle		19	
Déclaration en douane en quatre exemplaires	500	20,2	2,20

²¹ Conformément à l'article 3.1 du Communiqué n° 74, le personnel des douanes reçoit une indemnité pour les heures supplémentaires et les travaux effectués les jours fériés. En vertu de l'article 122.1.a) de la Décision n° 2009/15481 du Conseil des Ministres, l'indemnité est de 5 livres turques l'heure pour les transactions à l'exportation et de 12 livres turques pour les autres transactions. Les camions dotés de plaques d'immatriculation turques doivent acquitter une redevance pour heures supplémentaires de 12 livres turques pour les transactions à l'exportation et de 19 livres turques pour les autres transactions (article 122.1.b). La redevance s'applique aussi aux camions dotés de plaques d'immatriculation étrangères qui transportent des marchandises à destination de la Turquie. Toutefois, selon la date de la transaction et le principe de réciprocité, la redevance ne peut pas être perçue dans le cas des camions portant une plaque d'immatriculation étrangère qui transitent par la Turquie.

²² Les paiements afférents aux analyses et examens effectués en laboratoire sont comptabilisés comme des recettes dans un Fonds de roulement pour droits perçus au titre des analyses effectuées dans les laboratoires des douanes et des marchandises liquidées en vertu de la législation douanière; les dépenses de fonctionnement relatives aux outils, aux fournitures, aux logiciels, à la formation sont imputés sur ce fonds. Les frais d'analyses de laboratoire ont été publiés dans le Règlement douanier du 7 octobre 2009, pièce jointe n° 24.

Nom de compte	Colis/ Pièces	N° de l'annexe	Prix
Fiche de traçabilité en quatre exemplaires	500	20,4	
Formulaire TS (fiche de contrôle)		36-36,1	
Procédure simplifiée TS (fiche de contrôle)		36,2-3	
Liste de chargement T 5		36,4-5	
Inf 1 Fiche d'information		50	
Inf 5 (perfectionnement actif/trafic triangulaire)		49	
Inf 6 Fiche d'information pour l'importation temporaire		61	
Inf 1 Fiche d'information (perfectionnement actif)		51	
Inf 6 Formulaire (entrepôt en douane/manutention dans des zones franches)		41	
Déclaration et engagement d'importation temporaire pour des véhicules quittant le territoire douanier turc (83/A)		68	
Déclaration et engagement d'importation temporaire pour des biens non commerciaux expédiés depuis le territoire douanier turc (83/B)			
Déclaration douanière en huit exemplaires	250	20,1	
Fiche de traçabilité en huit exemplaires	250	20,3	3,30
Inf 4 Fiche d'information			
Rapport d'analyse en laboratoire		30	
Rapport de suivi d'analyse en laboratoire			
Deuxième rapport d'analyse		82	5,50
Certificat d'autorisation de transformation sous douane		53	
Demande de renseignements tarifaires contraignants		1	

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

25. Un importateur peut désigner un courtier en douane pour traiter les procédures de dédouanement officielles. Les marchandises qui ne sont pas dédouanées dans les 45 jours (à compter de la date de dépôt de la déclaration sommaire, pour les marchandises transportées par mer) ou les 20 jours (pour les marchandises transportées autrement que par mer) sont détruites. Le Bureau des douanes peut proroger cette période si cela est justifié. Un nouveau délai de 30 jours peut être accordé pour achever la procédure moyennant une redevance supplémentaire équivalant à 1% de la valeur de l'expédition.

26. La Turquie a commencé à mettre intégralement en œuvre une prescription en matière de vignette adhésive pour les boissons alcooliques et produits du tabac en novembre 2007. Cette vignette spéciale contient un code activé à appliquer à chaque produit.²³ Pour les produits importés, l'étiquette codifiée peut être apposée i) sur les sites de production à l'étranger avant que les produits ne soient expédiés vers la Turquie, ii) à des fins douanières pour les boissons alcooliques et les produits du tabac en Turquie ou iii) dans des installations exploitées par une entreprise agréée dans les provinces d'Istanbul, Izmir ou Mersin. Le prix des vignettes adhésives est le même pour les marchandises importées et produites localement, sauf pour la bière, l'écart de prix correspondant au coût du papier à timbre. Les autorités turques sont en train d'étudier diverses options pour éliminer cette différence de prix.

²³ Cette prescription ne s'applique pas aux boissons alcooliques dans des conditionnements d'une capacité inférieure ou égale à 5 cl. Le système de vignettes adhésives n'est plus appliqué au vin durant la période de vieillissement depuis 1^{er} janvier 2010.

vi) Application de taxes intérieures

27. La taxe spéciale à la consommation (TSC) a été introduite le 1^{er} août 2002, en remplacement de 16 taxes sélectives sur les produits pétroliers, les véhicules automobiles, les boissons alcooliques, les produits du tabac et divers produits de luxe. Cette taxe, qui est perçue à la fois sur les importations et sur la production nationale, est publiée sous la forme de quatre listes. Elle est prélevée principalement sur les importations lorsque les marchandises sont dédouanées, et pour les produits de fabrication nationale lorsque ceux-ci sont livrés aux consommateurs. Les produits pétroliers visés par la TSC et les taux d'imposition correspondants sont énumérés au tableau AIII.6. Les climatiseurs, les réfrigérateurs, les congélateurs, les tourne-disques et les lecteurs de cassettes et les récepteurs de télévision sont soumis à la TSC à un taux de 6,7% *ad valorem*; pour le caviar, les fourrures, les pierres gemmes, les produits cosmétiques, les téléphones mobiles, les chandeliers en cristal et les revolvers, la taxe s'élève à 20% *ad valorem*. Les taux d'imposition des véhicules automobiles et d'autre matériel de transport vont de 1% pour certains autobus à 84% pour certains véhicules de moins de 3,5 tonnes (tableau III.6).

Tableau III.6
Droits d'accise ou taxe spéciale à la consommation sur les véhicules automobiles, 2011

Code du SH	Désignation du produit	Taux d'imposition (%)
8701.20	Tracteurs pour semi-remorques	4
87.02	Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus (chauffeur inclus)	
	Autobus	1
	Midibus	4
	Minibus	9
87.03	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 87.02), y compris les voitures du type "break" et les voitures de course ^a	
	Véhicules dont le poids en charge maximal n'excède pas 850 kg avec un déplacement du piston de moins de 2 000 cm ³	10
	Véhicules dont le poids en charge maximal excède 850 kg avec un déplacement du piston de moins de 2 800 cm ³	10
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	10
	Véhicules d'une cylindrée n'excédant pas 3 200 cm ³ , avec neuf places assises, chauffeur inclus	10
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	10
	Autres	
	Véhicules d'une cylindrée n'excédant pas 1 600 cm ³	37
	Véhicules d'une cylindrée excédant 1 600 cm ³ mais n'excédant pas 2 000 cm ³	60
	Véhicules d'une cylindrée excédant 2 000 cm ³	84
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	
	Véhicules dont la puissance moteur n'excède pas 85 kW	3
	Véhicules dont la puissance moteur excède 85 kW mais n'excède pas 120 kW	7
	Véhicules dont la puissance moteur excède 120 kW	15
8703.10.11.00.00	Véhicules spécialement conçus pour se déplacer sur la neige, véhicules à moteur à piston alternatif à combustion interne à allumage par compression /moteur diesel ou semi-diesel ou véhicules à moteur à piston alternatif à combustion interne à allumage par étincelles	6,7
8703.10.18.00.00	Autres Voitures pour terrains de golf, véhicules similaires	6,7
87.04	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises ^b	
	Véhicules d'une cylindrée n'excédant pas 3 000 cm ³	10

Code du SH	Désignation du produit	Taux d'imposition (%)
	Véhicules d'une cylindrée excédant 3 000 cm ³ mais n'excédant pas 4 000 cm ³	52
	Véhicules d'une cylindrée excédant 4 000 cm ³	75
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	
	Véhicules dont la puissance moteur n'excède pas 85 kW	10
	Véhicules dont la puissance moteur excède 85 kW mais n'excède pas 120 kW	52
	Véhicules dont la puissance moteur excède 120 kW	75
	Véhicules dont la charge limite est inférieure à 620 kg avec caisse fermée	10
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	
	Autres	10
	Autres	4
	Seuls véhicules dotés d'un moteur électrique	4
87.05	Véhicules automobiles à usages spéciaux, autres que ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises (par exemple, dépanneuses, voitures de lutte contre l'incendie, camions-bétonnières, voitures balayeuses, voitures épanduses, voitures-ateliers, voitures radiologiques) (à l'exclusion des voitures de lutte contre l'incendie) Véhicules qui ne sont assujettis qu'à l'immatriculation et à l'enregistrement, à l'exclusion des voitures de lutte contre l'incendie	4
87.09	Chariots automobiles non munis d'un dispositif de levage, des types utilisés dans les usines, les entrepôts, les ports ou les aéroports pour le transport des marchandises sur de courtes distances; chariots-tracteurs des types utilisés dans les gares; leurs parties	4
87.11	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars (sauf side-cars) (sauf ceux dotés d'un moteur électrique) D'une cylindrée n'excédant pas 250 cm ³ D'une cylindrée excédant 250 cm ³	8 37
8711.90.00.00.00	Autres (seuls véhicules dotés d'un moteur électrique) Véhicule dont la puissance moteur n'excède pas 20 kW Véhicule dont la puissance moteur excède 20 kW	3 37
88.02	Autres aéronefs (hélicoptères, avions, par exemple); véhicules spatiaux (y compris les satellites) et leurs véhicules lanceurs et véhicules sur orbite (Hélicoptères et avions exclusivement) (sauf les avions militaires, les hélicoptères et les aéronefs spéciaux pour l'épandage de pesticides et la lutte contre l'incendie)	0,5
8901.10.10.00.11	Navires de croisière d'une jauge brute inférieure à 18	6,7
8901.10.90.00.11	Navires à passagers et navires de croisière	6,7
89.03	Yachts et autres navires de plaisance ou de sport; bateaux à rames et canoës (sauf bateaux gonflables, bateaux à rames et canoës n'excédant pas 100 kg	8

- a Uniquement les voitures de tourisme, voitures du type "break", voitures de course, véhicules tout terrain, etc. (y compris les véhicules de transport de fonds), autocaravanes et véhicules automobiles qui fonctionnent à l'électricité, au gaz, à l'énergie solaire, etc. Exception faite des véhicules automobiles tels que les ambulances, les véhicules servant au transport de prisonniers, les véhicules funéraires, les véhicules principaux de lutte contre l'incendie qui sont fabriqués pour des usages spéciaux; véhicules spécialement conçus pour se déplacer sur la neige à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et à moteur à piston à combustion à allumage par étincelles, autres (véhicules pour terrains de golf, etc.).
- Véhicules à moteur (sauf les voitures de tourisme à quatre roues motrices, les voitures du type "break", les voitures de course et les véhicules tout-terrain) d'un poids inférieur à 3,5 tonnes, qui servent au transport des marchandises, et dont la capacité en sièges (qui est calculée en multipliant le nombre de passagers, chauffeur inclus, par 70 kg, étant entendu que pour faire ce calcul, les supports fixes pouvant recevoir des sièges sont pris en compte comme des sièges) représente moins de 50% du poids en charge maximal (le poids total en charge, conducteur et passagers compris, que le véhicule peut transporter en toute sécurité).
- b Véhicules qui ne sont assujettis qu'à l'immatriculation et à l'enregistrement.
- Véhicules dont le poids en charge maximal est égal ou inférieur à 4 700 kg et qui est doté d'autres sièges à côté du conducteur ou d'autres fenêtres latérales autres que celles du conducteur (à l'exception des camions sans caisse avec un déplacement du piston égal ou inférieur à 3 200 cm³).

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

28. La TSC applicable aux boissons alcooliques et aux produits du tabac a subi des changements notables depuis le dernier examen de la Turquie. Les niveaux minimum d'imposition sur les produits alcooliques, exprimés en équivalents *ad valorem*, ont été supprimés en 2009.²⁴ Depuis lors, toutes les boissons alcooliques n'ont été assujetties qu'à des taux spécifiques de TSC, sauf la bière, pour laquelle le taux d'imposition est égal à 63% *ad valorem* ou à 0,44 livre turque par litre d'alcool pur, selon que l'une ou l'autre de ces valeurs est la plus élevée. Les taux spécifiques ont tous augmenté de 10% à la fin de 2009 et ont été de nouveau relevés de 30% en octobre 2010.²⁵ Les taux de TSC varient considérablement selon le type de boisson (tableau III.7).

Tableau III.7
Droits d'accise sur les boissons alcooliques, 2011

Code du SH	Désignation du produit	Taux d'imposition (%)	Taux d'imposition (montant spécifique en livres turques)
2202.10.00.00.13	Boissons gazeuses au cola	25	-
2203.00	Bières de malt	63	0,44
22.04	Vins de raisins frais (y compris les vins enrichis en alcool); moûts de raisin (autres que ceux du n° 2009) (à l'exception du n° 2204.10 – vins mousseux – et 2204.30 – autres moûts de raisin)	0	2,44
2204.10	Vins mousseux	0	16,12
22.05	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques (sauf ceux des n° 2205.10.10.00.00; 2205.10.90.00.12)	0	22,10
Ceux des n° 2205.10.10.00.00	Dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 18%	0	17,55
2206.00	Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple), mélanges de boissons fermentées ne figurant pas ailleurs dans le tarif et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques	0	2,44
2205.10.90.00.12	Dont le titre alcoométrique volumique est de 22% ou plus	0	85,80
2207.20	Autres boissons alcooliques ayant une teneur en alcool minimale, qui sont produites au moyen d'alcool éthylique dénaturé ou d'un alcool obtenu par distillation (sauf alcool éthylique dénaturé de tout degré)	0	85,80
22.08	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80%; boissons alcooliques distillées, liqueurs et autres boissons alcooliques (2208.90.91; 2208.90.99) autres que l'alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% (sauf 2208.20, 2208.50, 2208.60, 2208.70 et 2208.90)	0	85,80
2208.20	Vin ou boissons alcooliques qui sont obtenus par distillation de marc de raisin	0	71,50
2208.50	Gin et genièvre	0	57,20
2208.60	Vodka (sauf 2208.60.99.00.00, 2208.60.91.00.00)	0	57,20
2208.60.91.00.00	Boissons présentées en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 litres (d'une teneur en alcool de plus de 45,4%)	0	85,80
2208.60.99.00.00	Boissons présentées en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 litres (d'une teneur en alcool de plus de 45,4%)	0	85,80
2208.70	Liqueurs	0	78,65
2208.90	Autres (sauf 2208.90.48.00.11 et 2208.90.71.00.11)	0	85,80
2208.90.48.00.11	Raki (en récipients d'une contenance inférieure ou égale à 2 litres)	0	51,48
2208.90.71.00.11	Raki (en récipients d'une contenance excédant 2 litres)	0	51,48

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

²⁴ Décret du Cabinet n° 2009/14882 du 14 avril 2009.

²⁵ Décret du Cabinet n° 2009/15725 du 29 décembre 2009 et Décret du Cabinet n° 2010/973 du 25 octobre 2010.

29. Les recettes provenant de la TSC perçue sur le tabac brut et les produits du tabac sont affectées au Fonds du tabac. Les taux d'imposition applicables en 2011 sont indiqués dans le tableau III.8. Un prélèvement au titre du Fonds du tabac a été supprimé le 1^{er} janvier 2010.²⁶ Le tabac brut importé, y compris le tabac utilisé dans les cigarettes de fabrication nationale, est assujéti à un prélèvement au titre du Fonds du tabac de 2 250 dollars EU par tonne.²⁷

Tableau III.8
Droits d'accise sur les produits du tabac, 2011

Code du SH	Désignation du produit	Taux d'imposition (%)	Montant spécifique minimal (livres turques)
2402.10.00.00.11	Cigares contenant du tabac	30	0,1325
2402.10.00.00.12	Cigares à bouts coupés	30	0,1325
2402.10.00.00.19	Cigarillos	30	0,1325
2402.20	Cigarettes contenant du tabac	63	0,1325
2402.90.00.00.00	Autres		
	Cigares, cigares à bouts coupés et cigarillos fabriqués à partir de succédanés du tabac	30	0,1325
	Cigarettes fabriquées à partir de succédanés du tabac	63	0,1325
240310	Tabac à fumer (même contenant des succédanés de tabac en toute proportion) (sauf 2403.10.10.00.19 et 2403.10.90.00.19)	63	0,1325
2403.10.10.00.19	Autres (dans un paquet dont le poids net n'excède pas 500 g)	63	0,0342
2403.10.90.00.19	Autres (dans un paquet dont le poids net n'excède pas 500 g)	63	0,0342
2403.99.10.00.00	Tabac à priser et tabac à mâcher	63	0,1325

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

30. La Turquie applique la TVA sur la fourniture et l'importation de marchandises et de nombreux types de services. Le taux général de TVA est fixé à 18% depuis le 15 mai 2001. Les taux spéciaux de TVA s'appliquent aux produits de la liste I et de la liste II, notamment aux produits alimentaires de base, aux livres et publications similaires (8%), et au coton brut et aux fruits secs dénommés noisettes (1%). À l'importation, la TVA est calculée sur le prix à l'importation y compris les droits de douane et la TSC, le cas échéant. La TVA n'est pas prélevée sur les exportations, les marchandises importées en conformité avec un certificat d'incitation à l'investissement, les marchandises en transit, ou les achats effectués par les ambassades et le personnel diplomatique, etc.

31. Un taux réduit de TVA de 8% pour la fabrication en sous-traitance de textiles et de prêt-à-porter et pour les services des établissements de soins et maisons de repos privés est entré en vigueur le 1^{er} juin 2007, et, pour les services de restauration, en janvier 2008. Le taux de TVA réduit de 8% est en vigueur depuis 2007 pour les services d'hébergement similaires offerts par les hôtels, les motels, les pensions et les villages de vacances, ainsi que pour les brosses à dents, les verres de contact, les verres de lunettes, certaines excavatrices, les machines à tricoter, etc.

32. Les transactions effectuées par les banques et les compagnies d'assurance sont exonérées de la TVA en vertu de l'article 17 de la Loi n° 3065. Ainsi, les banques et compagnies d'assurance ne peuvent pas récupérer la TVA payée sur leurs intrants. Toutefois, une taxe sur les transactions

²⁶ Décret du Cabinet n° 2009/15685, publié au Journal officiel n° 27447 le 29 décembre 2009.

²⁷ Le prélèvement est passé de 3 000 dollars EU au niveau actuel par la voie du Décret du Cabinet n° 27801 du 30 décembre 2010.

bancaires et d'assurance de 5% est prélevée sur certaines opérations, par exemple sur les intérêts créditeurs et les commissions. Les transactions impliquant des titres de trésorerie émis par la Banque centrale de Turquie et les opérations d'échanges sur les marchés monétaires entre banques et filiales sont soumises à une taxe sur les transactions bancaires et d'assurance de 1%.²⁸ La taxe sur les opérations de change est établie à zéro depuis le 1^{er} mai 2008 par le Décret du Cabinet n° 2008/13459.

33. Les taxes intérieures apportent une contribution importante aux finances publiques turques. Les 59,4 milliards de livres turques prélevés au titre de la Taxe spéciale à la consommation en 2010 représentaient 24% des recettes fiscales du gouvernement et 18,5% des recettes budgétaires totales de la même année. De même, la part de la TVA dans les recettes fiscales totales était de 30% (38,6 milliards de livres turques recueillies sur les produits d'origine nationale et 36,2 milliards sur les importations). Le gouvernement a également reçu 3,7 milliards de livres turques au titre de la Taxe sur les transactions de banques et d'assureurs, 4,1 milliards au titre d'une taxe spéciale sur les services de communication et 0,64 milliard au titre d'une taxe sur les jeux en 2010. Aux fins de comparaison, les recettes publiques tirées des droits de douane ont totalisé 3,2 milliards de livres turques.

vii) Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

34. La Turquie interdit l'importation de dix articles par grande catégorie de produits (tableau III.9). La liste des produits visés est restée inchangée depuis 2003. La Turquie justifie ces restrictions en se rapportant aux exceptions générales et aux exceptions concernant la sécurité faisant l'objet des articles XX et XXI du GATT, lesquelles s'appliquent aux mesures nécessaires à la protection de la moralité publique, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, au respect de la législation nationale ou des obligations internationales, ou aux mesures prises pour des raisons de sécurité nationale.

Tableau III.9
Prohibitions à l'importation, 2011

Désignation des produits	Articles pertinents de l'OMC	Législation nationale ou internationale
Stupéfiants, haschich et préparations à base d'opium (2 positions) ^a	Santé publique, accords internationaux ^b (article XX:b, h)	Loi n° 2313 sur le contrôle des stupéfiants et Convention de 1961 sur les stupéfiants
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1 position), ^{a, c}	Environnement (article XX:b, d)	Amendement de Copenhague du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/14
Colorants (1 position)	Santé (article XX:b)	Loi n° 1593 sur la protection de la santé publique; règlement sur les conditions spéciales applicables aux produits et additifs alimentaires et autres objets ayant une incidence sur la santé publique; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/15 Add.II (Liste)
Listes I et II des armes chimiques de la Convention (4 positions) ^c	Environnement (article XX:b, d)	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/17 (Liste I)

²⁸ La Taxe sur les transactions de banques et d'assureurs sur la vente et la prise en pension d'obligations de sociétés émises localement a été ramenée de 5% à 1% à la fin de 2010 pour développer le marché de la dette des entreprises.

Désignation des produits	Articles pertinents de l'OMC	Législation nationale ou internationale
Instruments de mesure non conformes aux normes juridiques turques (système non métrique ou double système) (6 positions)	Application de la loi nationale (article XX:d)	Loi n° 3516 sur les normes et accords
Armes et munitions, poudres propulsives, explosifs préparés, détonateurs, dispositifs d'allumage et amorces ^a (3 positions)	Sécurité (article XXI:b i), ii)	Loi sur les armes à feu (n° 6136 de 1953); Communiqué sur le régime d'importation n° 2011/2 ^d
Jeux d'argent (sauf à des fins touristiques spécifiées) ^a (1 position)	Moralité publique (article XX:a)	Loi n° 1072 sur les jeux d'argent tels que roulette, billards électriques, flippers
Produits de contrefaçon (tous les produits industriels)	Application de la loi nationale, accords internationaux ^b (article XX:d, h)	Convention de Paris de 1883 annexée à la Loi de 1930 sur l'adhésion à l'Accord de La Haye sur la propriété industrielle internationale (1925); Décret-loi n° 556 sur la protection des marques
	Moralité publique (article XX:a)	Loi douanière n° 4458 de 1999
Terre, feuilles, tiges, paille et engrais naturels à usage agricole (à l'exclusion du gazon et de la perlite obtenue en milieu artificiel)	Santé (article XX:b)	Règlement sur la quarantaine agricole
Ponte de vers à soie	..	Loi n° 859 sur la culture et la vente de vers à soie et de ponte de vers à soie

.. Non disponible.

a Interdiction d'importer sauf autorisation donnée par les autorités compétentes.

b Accords internationaux: interdiction d'importer résultant d'obligations contractées dans le cadre d'accords intergouvernementaux concernant les produits.

c Importation interdite uniquement lorsque les produits proviennent de pays non parties aux accords internationaux.

d Suite à une modification de la législation y relative, les entreprises privées sont aussi autorisées à importer des produits entrant dans le champ d'application du Communiqué sur le régime d'importation n° 2011/2.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des renseignements communiqués par les autorités turques.

35. Divers produits sont soumis à licence (tableau III.10). Le régime de licences est employé, par exemple, pour faire respecter les conventions internationales (matières pour la fabrication des armes chimiques, CITES); pour des raisons liées à la sécurité nationale ou la sûreté publique (explosifs, substances radioactives, engrais, cartes et produits connexes); ou pour veiller à ce que les produits importés soient utilisés aux fins déclarées (articles destinés à des aéronefs civils, gaz de pétrole liquéfié). Les certificats délivrés par le Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie pour les machines-outils, divers appareils ménagers électriques, ordinateurs, matériel de transport, matériel de télécommunication, appareils photographiques et produits liés à la santé font respecter la prescription imposée aux distributeurs d'assurer le service après-vente de manière adéquate et de maintenir des stocks suffisants de pièces détachées et d'accessoires. Les véhicules automobiles importés sont également assujettis à l'approbation du Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie, conformément au Communiqué n° 10/7, pour veiller à ce que ces véhicules sont adaptés au réseau routier turc. Un certificat d'admissibilité, émis par l'Office du sucre turc (sans restriction à l'importation) est requis pour l'importation de certains substituts du sucre.

Tableau III.10
Produits pour lesquels une licence d'importation est requise, 2011

Produits visés	Motif de la licence
Produits radioactifs (11 positions) Minerais d'uranium, isotopes, réacteurs nucléaires, produits émettant des rayons X	L'importation doit être autorisée par l'Agence turque de l'énergie atomique afin de protéger les patients contre les effets nocifs probables de la radioactivité.
Équipements de télécommunications, machines et produits connexes (74 positions) Appareils électriques pour la télégraphie filaire, répondeurs téléphoniques, équipements de transmission et réception radar, climatiseurs, réfrigérateurs électriques à usage domestique, sèche-linge, chauffe-eau à gaz instantané, machines à coudre à usage domestique, machines-outils de forage, etc., aspirateurs, certaines photocopieuses, certains véhicules automobiles	L'importation n'est autorisée qu'avec un certificat délivré par le Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie attestant que les services après-vente, tels qu'entretien et réparation, sont garantis au niveau régional, qu'il y a suffisamment de techniciens pour l'entretien et qu'un stock de pièces de rechange suffisant existe: l'objectif est de faire en sorte que les produits importés sont compatibles avec le réseau national de télécommunications et de protéger les consommateurs.
Véhicules automobiles (7 positions) Tracteurs routiers pour semi-remorques (8701.20), véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus (87.02), voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (y compris les voitures de course et les voitures du type "break") (87.03), véhicules automobiles destinés au transport de marchandises (87.04), véhicules automobiles à usages spéciaux autres que ceux conçus pour le transport de personnes ou de marchandises (87.05), motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars (87.11), remorques et semi-remorques (87.16)	L'importation n'est autorisée qu'avec une facture pro forma certifiée par le Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie: l'objectif est de faire en sorte que les véhicules importés sont adaptés au réseau routier turc.
Engrais (5 positions) Engrais naturels d'origine animale ou végétale et engrais minéraux ou chimiques	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage: l'objectif est de protéger la santé des personnes et des animaux ou le cycle végétal.
Billets de banque et articles connexes (1 position) Billets, titres	Article 3 a) du Décret n° 32 sur la protection de la valeur de la monnaie turque: "Les importations de monnaie turque et d'instruments libellés en monnaie turque sont libres." Article 4 a) du Décret susvisé "L'importation de devises en Turquie est libre." L'importation de billets de banque est libre: l'objectif est de veiller au maintien de l'ordre administratif dans le cas des documents précieux, par exemple les actions, les obligations.
Explosifs et articles connexes (14 positions) Nitrate d'ammonium technique, explosifs préparés, certaines amorces, articles pyrotechniques, certains instruments astronomiques	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de la sécurité du Ministère de l'intérieur: l'objectif est de garantir la sécurité nationale et la sécurité publique.
Produits pouvant être nocifs pour la santé des travailleurs (12 positions) Benzène	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Institut de la santé et de la sécurité au travail du Ministère du travail et de la sécurité sociale: l'objectif est de protéger la santé des travailleurs.
Produits pour l'aéronautique civile (81 positions) Large éventail de produits employés dans des aéronefs civils	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de l'aviation civile du Ministère des transports: l'objectif est d'empêcher l'emploi des produits importés dans des domaines autres que l'aéronautique civile.
Cartes et produits connexes (2 positions) Cartes et schémas hydrographiques ou similaires de toute nature, y compris les cartes numérisées et les informations cartographiques enregistrées sur un support magnétique ou optique	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de la cartographie du Ministère de la défense et du Commandement général de la marine: l'objectif est de protéger la sécurité nationale.
Produits liés à la fabrication d'armes chimiques (22 positions) Un large éventail de produits chimiques employés pour la production d'armes	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Ministère de l'économie: l'objectif est de respecter la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.
Certains substituts du sucre (11 positions) Aspartame, saccharine	L'importation de certains substituts du sucre n'est autorisée qu'avec un certificat d'admissibilité délivré par l'Office du sucre turc sans la moindre restriction. Le contrôle de ces produits au stade de l'importation est effectué par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.

Produits visés	Motif de la licence
Espèces menacées de faune et de flore sauvages	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage ou du Ministère des eaux et forêts: l'objectif est de mettre en œuvre la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).
Énergie	L'importation n'est autorisée que pour les entreprises dotées d'une licence délivrée par l'EMRA: l'objectif est d'assurer l'efficacité du marché et de respecter les directives pertinentes de l'UE
Électricité et gaz naturel	
Pétrole et gaz de pétrole liquéfié	L'importation n'est autorisée que pour les entreprises dotées d'une licence délivrée par l'EMRA: l'objectif est d'empêcher un usage inhabituel de ces produits à des fins autres que celles auxquels ils sont destinés et d'assurer la qualité du combustible.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des renseignements communiqués par les autorités turques; et document de l'OMC G/LIC/N/3/TUR/10 du 7 septembre 2010.

36. Les importations de marchandises usagées, d'occasion, rénovées, défectueuses ou périmées doivent être autorisées par le Ministère de l'économie.²⁹ Les instruments de mesure et de pesée qui doivent être mis en libre pratique en Turquie sont soumis au contrôle de la Direction générale des mesures et des normes (Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie) et les supports d'œuvres cinématographiques et musicales doivent être enregistrés auprès de la Direction du droit d'auteur et de la cinématographie, dans le but de combattre le piratage. Les restrictions découlant des règlements SPS de la Turquie sont examinées ci-après (section 3) iii)).

37. En 2003, la Turquie a établi l'obligation d'obtenir un certificat de conformité pour l'importation de boissons alcooliques, à savoir pour les spiritueux, le vin et la bière. Ce certificat a été supprimé et remplacé par un système de notification pour les boissons alcooliques en février 2008, lequel est contrôlé par l'Agence de réglementation des marchés du tabac et de l'alcool.

38. Afin d'harmoniser sa politique d'importation avec l'UE, la Turquie applique des contingents d'importation pour certains textiles et vêtements depuis le 1^{er} janvier 1996.³⁰ Si le pays exportateur accepte un accord bilatéral, le contingent est équilibré pour répondre aux besoins. À l'heure actuelle, la Turquie applique des contingents aux textiles et vêtements en provenance du Bélarus et de la République populaire démocratique de Corée, avec lesquels un accord n'a pas été trouvé, dans le cadre du système de contrôle unique. Les restrictions contingentaires appliquées à la Chine, au Monténégro, à l'Ouzbékistan et au Turkménistan ont été supprimées.

viii) Évaluation en douane

39. L'évaluation en douane des marchandises se fait sur la base des articles 23 à 31 de la Loi douanière n° 4458. Comme il est indiqué dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, la valeur douanière est basée essentiellement sur la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises au moment de leur vente pour l'exportation vers la Turquie, moyennant correction, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord. L'ordre d'application des autres méthodes d'évaluation se fonde sur l'ordre prévu dans l'Accord. Cependant, mettant à profit les mesures de souplesse prévues pour les pays en développement au paragraphe 3 de l'Annexe III, la Turquie s'est réservé, pour une durée indéterminée, le droit de ne pas inverser l'ordre déductif des méthodes déductives et de la valeur calculée à la

²⁹ Selon les autorités turques, la plupart des marchandises peuvent être importées librement à condition qu'elles n'aient pas plus de dix ans d'âge.

³⁰ Document de l'OMC WT/REG22/7, 24 novembre 1997.

demande de l'importateur.³¹ Les notes interprétatives de l'Accord ont été intégrées dans la législation turque par le biais des dispositions fondamentales de la Loi douanière n° 4458 et des articles 43 à 57, ainsi que des annexes 8 et 9, de la Réglementation douanière.

40. La valeur douanière des marchandises périssables peut, à la demande de l'importateur, être déterminée en appliquant une procédure simplifiée.³² La Turquie applique les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées par le biais de l'article 28 c) et du paragraphe 2 de l'article 28 de la Loi douanière, ainsi que de l'article 52 du Règlement douanier. La Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données a été intégrée dans la Loi douanière (article 29) et le Règlement douanier (article 54). La Turquie applique ces décisions depuis février 2000, date de l'entrée en vigueur de la Loi douanière.³³

41. Les recours contre les décisions des autorités douanières sont régis par le titre XII (articles 242-1 et 243-1) de la Loi douanière. Toute personne a le droit de contester les décisions concernant notamment le montant des droits de douane, les amendes et les mesures administratives auprès d'une autorité supérieure, ou de l'autorité qui a pris la décision en l'absence d'autorité supérieure. S'agissant des questions fiscales, les décisions finales d'une direction régionale des douanes ou du Ministère des douanes et du commerce peuvent être contestées devant un tribunal fiscal.

ix) Règles d'origine

42. Les règles d'origine non préférentielles sont énoncées aux articles 17 à 21 de la Loi douanière n° 4458. Conformément à la Décision de l'Union douanière, la Turquie applique les règles d'origine de l'UE aux produits importés de pays tiers depuis le 1^{er} janvier 1996.

43. Les accords commerciaux préférentiels prévoient des règles d'origine préférentielles, qui tiennent compte en général du pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou ont fait l'objet d'une transformation substantielle, avec possibilité de cumul. La Turquie adhère au régime de cumul Pan-Euro-Med depuis le 1^{er} janvier 1999. Ce régime permet d'employer toutes matières originaires de n'importe quel pays de la zone (UE, AELE et Turquie) pour produire des marchandises qui conservent l'origine préférentielle. Le système de cumul diagonal a été étendu aux îles Féroé et aux pays méditerranéens qui participent au Partenariat euroméditerranéen par le biais de la Déclaration de Barcelone de 2004. Le régime de cumul Pan-Euro-Med fonctionne selon le même principe.³⁴ Le cumul diagonal repose sur l'application de règles d'origine identiques entre les parties. La Turquie poursuit la réalisation d'une évaluation interne concernant l'intégration de la nouvelle législation de l'UE relative au SGP, qui comporte des règles d'origine révisées.

44. D'après la Loi douanière n° 4458, les opérateurs économiques peuvent demander des préévaluations (renseignements tarifaires contraignants – RTC) pour la détermination des droits d'importation et d'exportation, le calcul des ristournes de droits et les paiements au titre des

³¹ Document de l'OMC G/VAL/2/Rev.15 du 21 octobre 2002.

³² Article 45 du règlement d'application de la Loi douanière n° 4458.

³³ Document de l'OMC G/VAL/N/3/TUR/1 du 21 septembre 2004.

³⁴ Tout comme l'Union européenne, qui publie dans son Journal officiel la date d'entrée en vigueur des protocoles relatifs aux règles d'origine Pan-Euro-Med, le Ministère des douanes et du commerce publie dans le Journal officiel turc, un "avis" informant les opérateurs économiques de la date d'entrée en vigueur des protocoles se rapportant aux règles d'origine Pan-Euro-Med conclus avec des pays partenaires. Le dernier avis a été publié au Journal officiel n° 27875 du 15 mars 2011.

importations-exportations dans le contexte de la politique agricole turque ou pour l'utilisation de certificats contenant des renseignements sur les droits et l'origine soumis à des fins de dédouanement. La durée de validité d'une préévaluation, qui est établie par le Ministère des douanes et du commerce ou une autorité douanière compétente, peut aller jusqu'à six ans, à condition que les renseignements fournis soient corrects et exhaustifs, et que les marchandises déclarées correspondent exactement au descriptif figurant dans les RTC. Les préévaluations peuvent perdre leur validité dès lors que des modifications sont apportées à la nomenclature tarifaire turque et que les renseignements fournis ne sont plus en adéquation avec cette dernière, ou que des modifications incompatibles avec les RTC sont apportées par l'OMD à la nomenclature du Système harmonisé ou à ses Notes explicatives. Ces modifications sont publiées au Journal officiel, et le titulaire des RTC doit en être averti. Toutefois, un opérateur qui a conclu des contrats contraignants portant sur l'achat ou la vente de marchandises pour lesquels il possède des RTC peut continuer d'utiliser ces renseignements pendant une période de six mois à compter de la date de publication ou de notification (ou jusqu'à la fin de la période de validité des certificats pertinents).

x) Mesures antidumping, mesures compensatoires et systèmes de sauvegarde

a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

45. Le dispositif législatif se rapportant à l'imposition de mesures antidumping et de mesures compensatoires n'a pas changé depuis le dernier examen. La Turquie avait révisé sa législation en 1999 pour se conformer aux Accords pertinents de l'OMC et aux obligations découlant de l'union douanière. Ce dispositif comprend la Loi n° 4412/1999 sur la prévention de la concurrence déloyale en matière d'importations; le Décret n° 13482/1999 sur la prévention de la concurrence déloyale en matière d'importations, modifié par le Décret n° 9840/2005; et le règlement sur la lutte contre la concurrence déloyale en matière d'importations, modifié en 2002 et 2006. En cas d'incompatibilité entre la législation nationale et les obligations multilatérales de la Turquie, ce sont les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping) qui priment.

46. La Direction générale du Ministère de l'économie est chargée d'ouvrir des enquêtes préliminaires en cas de plainte mais aussi d'office.³⁵ Si elle estime qu'une enquête est justifiée, la Direction générale adressera alors une recommandation officielle à cet effet au Conseil de l'évaluation de la concurrence déloyale à l'importation, qui, s'il approuve cette recommandation, autorisera la Direction générale à mener une enquête. Ce Conseil, qui est dirigé par le Directeur général ou le Sous-Directeur général des importations, est composé de représentants du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, du Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie, du Ministère du développement, du Ministère des douanes et du commerce, de l'Union des chambres et des bourses de commerce, et du chef de service compétent de la Direction générale des importations.³⁶ Il formule des propositions dans le cadre d'une enquête, évalue les résultats, et soumet des décisions concernant l'imposition de mesures provisoires et/ou définitives au Ministre d'État chargé des affaires commerciales extérieures, aux fins d'approbation. Pour appliquer des mesures provisoires, il faut

³⁵ Une plainte "déposée par la branche de production nationale ou en son nom" doit satisfaire aux critères énoncés à l'article 5.4 de l'Accord antidumping de l'OMC. L'examen des plaintes doit être achevé dans un délai de 45 jours et la décision d'ouvrir une enquête doit faire l'objet d'une publication au Journal officiel. Les autorités turques peuvent ouvrir une enquête d'office lorsque la branche de production concernée est très fragmentée, c'est-à-dire qu'elle regroupe un nombre de producteurs extrêmement élevé, à condition qu'il y ait suffisamment d'éléments permettant de prouver l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Selon les autorités, la Turquie n'a encore jamais ouvert d'enquête d'office.

³⁶ La Direction générale assure le secrétariat du Conseil.

attendre au minimum 60 jours à compter de l'ouverture de l'enquête, et la durée de ces mesures est limitée à quatre mois.³⁷ Les mesures définitives restent en vigueur cinq ans à compter de la date de leur imposition ou de la fin de l'enquête de réexamen la plus récente portant à la fois sur le dumping et le dommage.

47. La Turquie a de plus en plus souvent recours à des mesures antidumping. Au mois d'août 2011, 118 droits antidumping étaient en vigueur dans le pays, contre 93 à la fin de 2007, et 27 à la fin de 2002.³⁸ La Chine (47) est le principal exportateur concerné par ces mesures, suivie de l'Indonésie (dix), de l'Inde et du Taipei chinois (huit chacun), de la Thaïlande et de la Malaisie (sept chacune). Les droits antidumping portent principalement sur les textiles et les vêtements, les ouvrages en métaux communs, les articles en matières plastiques et en caoutchouc et d'autres produits manufacturés tels que les briquets et crayons (tableaux III.11 et III.12). Les droits sont exprimés en taux *ad valorem* ou en termes spécifiques (en dollars EU par unité).

Tableau III.11
Mesures antidumping définitives en vigueur, août 2011

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit (% de c.a.f. ou droit spécifique)
Brésil			
Accessoires	2006/23	07/09/2006	20,2%-23,75% (c.a.f.) ou 400 \$EU la tonne
Bulgarie			
Accessoires	2006/24	07/09/2006	400 \$EU la tonne
Monoéthylène glycol (MEG)	2010/11	02/05/2010	20%
Canada			
Panneaux dits "oriented strand board" (OSB)	2008/34	18/12/2008	14,93%
Chine, R.P.			
Parquets laminés préfinis	2006/17	08/07/2006	35%
Climatiseurs à deux blocs à fixer au mur	2006/20	26/07/2006	25%
Accessoires	2006/23	07/09/2006	800 \$EU la tonne
Granit	2006/25	14/09/2006	90 \$EU la tonne
Bois contreplaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacun a une épaisseur n'excédant pas 6 mm	2006/28	20/10/2006	240 \$EU le m ³
Courroies trapézoïdales	2007/4	31/03/2007	5,04 \$EU le kg
Tissus de fibres synthétiques artificielles discontinues	2007/10	19/06/2007	87%
Briques réfractaires en chromite, magnésite et chrome-magnésite; autres articles contenant de la magnésite, de la dolomie ou du chromite	2007/11	01/09/2007	145 \$EU la tonne

³⁷ Toutefois, selon l'article 12 de la Loi, les mesures provisoires peuvent être prolongées pour une période de six mois au maximum sur demande présentée par des exportateurs qui détiennent une part importante du marché d'exportation du produit concerné vers la Turquie.

³⁸ Sur ces 118 droits antidumping, 14 étaient des mesures anticoncontournement prises à l'encontre de dix partenaires commerciaux concernant six groupes de produits. Les dispositions anticoncontournement ont été incorporées dans la législation turque au moyen du Décret n° 9840/2005.

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit (% de c.a.f. ou droit spécifique)
Horloges murales (à piles, à accumulateur ou raccordées au réseau électrique)	2007/17	24/10/2007	2,10 \$EU la pièce
Pièces de briquets	2008/16	01/05/2008	0,02 \$EU la pièce
Briquets de poche à gaz non rechargeables	2008/16	01/05/2008	0,05 \$EU la pièce
Briquets de poche à gaz rechargeables, avec allumage électrique et pièces de briquets	2008/16	01/05/2008	0,05 \$EU la pièce
Parquet laminé	2008/24	30/07/2008	1,60-2,40 \$EU le /m ²
Tissus de fils de filaments synthétiques	2008/25	01/08/2008	70,44%
Couvertures et étoffes dites à longs poils de fibres synthétiques et autres étoffes de fibres synthétiques ou artificielles pour couvertures	2008/27	01/08/2008	4 \$EU le kg
Fils texturés, de nylon ou d'autres polyamides, titrant plus de 50 tex par fils simples	2008/31	05/09/2008	37,40%
Clichés d'impression offset en aluminium	2008/32	15/11/2008	2,65 \$EU le kg
Bâches en polyéthylène ou en polypropylène	2008/33	15/11/2008	1,06 \$EU le kg
Crayons à mine de graphite, etc.	2008/35	18/12/2008	3,16/144 \$EU la pièce
Crochets et boucles	2008/36	18/12/2008	3,86 \$EU le kg
Fils texturés de polyesters	2008/41	31/12/2008	268-351 \$EU la tonne
Fils de fibres synthétiques et artificielles discontinues	2009/1	12/01/2009	0,49-0,80 \$EU le kg
Certains cuirs artificiels finis ou semi-finis	2009/12	18/04/2009	1,9 \$EU le kg
Couteaux pour appareils ménagers électromécaniques	2009/17	18/06/2009	20,85 \$EU le kg
Serrures de porte cylindriques (à l'exclusion des serrures et verrous électromécaniques), autres serrures (à l'exclusion des serrures et verrous électromécaniques) et cylindres et boîtiers pour serrures de portes uniquement	2009/21	30/07/2009	0,74-1,77 \$EU la pièce
Chaînes à maillons à étais et chaînes à maillons soudés en fonte, fer ou en acier	2009/25	25/07/2009	1,069 \$EU la tonne
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2009/29	05/08/2009	33%-50%
Pneumatiques et chambres à air pour motocycles	2009/30	05/08/2009	37%-100%
Certains types de pneumatiques neufs, en caoutchouc	2011/8	21/06/2011	60%
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2009/33	05/10/2009	0,21 \$EU le kg
Stylos à bille	2009/35	12/11/2009	0,066 \$EU la pièce
Certains accessoires de tuyauterie, en fonte, fer ou acier	2010/2	22/01/2010	663 \$EU la tonne
Certains articles textiles confectionnés et étoffes faites de fibres artificielles ou synthétiques	2010/8	11/04/2010	70,44 \$EU le kg
Couvercles en verre	2010/12	23/05/2010	0,91 \$EU le kg
Chaînes à maillons articulés et leurs parties	2010/13	23/05/2010	1 200 \$EU la tonne
Voitures d'enfants	2010/14	23/05/2010	12 \$EU la pièce
Ventilo-convecteur	2010/16	31/05/2010	0,3427%
Charnières en métaux communs, patères, porte-chapeaux, supports et ferme-portes similaires en métaux communs et garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles	2010/18	20/07/2010	1,64-0,75 \$EU le kg
Filés métalliques et fils métallisés	2010/21	21/07/2010	2,2 \$EU le kg
Câbles, y compris les câbles clos	2010/22	21/07/2010	1 \$EU le kg
Briquets de poche à pierre rechargeables	2010/27	31/10/2010	0,05 \$EU la pièce
Tissus imprégnés de polyuréthane – cuirs, tissus imprégnés de polyuréthane – autres, tissus imprégnés, enduits ou recouverts de polyuréthane ou stratifiés avec du polyuréthane – simili cuir	2010/28	31/10/2010	1-2,2 \$EU le kg
Fermetures à glissière	2010/29	30/10/2010	3 \$EU le kg
Matériaux de renforcement en fibres de verre	2011/1	31/12/2010	20,2%-23,75% (c.a.f.)

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit (% de c.a.f. ou droit spécifique)
Outils à percer et outils à fraiser	2011/2	31/12/2010	6-10 \$EU le kg
Pentaérythritol	2011/6	03/05/2010	270 \$EU la tonne
Chaînes antidérapantes pour véhicules à moteur, en fer ou en acier	2011/7	03/05/2011	1 500 \$EU la tonne
Fils fourrés en métaux communs	2011/16	28/07/2011	21,12%-28,87%
Taïpei chinois			
Fils de polyester texturés	2006/31	21/12/2006	9,9-28,6%
Crochets et boucles	2008/36	18/12/2008	1,83 \$EU le kg
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2009/13	18/04/2004	6,4%-20,1%
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2010/20	17/07/2010	30%-40%
Pneumatiques et chambres à air pour motocycles	2010/20	17/07/2010	6%-21%
Filés métalliques et fils métallisés	2010/21	21/07/2010	2,2 \$EU le kg
Arabie saoudite			
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2007/13	01/09/2007	0,11 \$EU le kg
Monoéthylène glycol (MEG)	2010/11	02/05/2010	4%-20%
Allemagne			
Polychlorure de vinyle	2009/18	25/06/2009	25-45 \$EU la tonne
Hong Kong, Chine			
Couvercles en verre	2010/12	23/05/2010	0,91\$EU le kg
Inde			
Accessoires	2006/24	07/09/2006	305-400 \$EU la tonne
Fils texturés de polyesters	2006/31	21/12/2006	6,8-20,3%
Courroies de transmission trapézoïdales	2007/4	31/03/2007	3,5 \$EU le kg
Fils de fibres synthétiques et artificielles discontinues	2009/1	12/01/2009	0,29-0,39 \$EU le kg
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2009/13	18/04/2009	16,5%-23,9%
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2009/29	05/08/2009	20%; 64%
Filés métalliques et fils métallisés	2010/21	21/07/2010	2,2\$EU le kg
Indonésie			
Parquets laminés préfinis	2006/17	08/07/2006	25%
Accessoires	2006/24	07/09/2006	253-400 \$EU la tonne
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2006/26	08/09/2006	6,2%-12%
Fils texturés de polyesters	2008/41	31/12/2008	48-240 \$EU la tonne
Fils de fibres synthétiques et artificielles discontinues	2009/1	12/01/2009	0-0,40 \$EU le kg
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2009/27	01/08/2009	17,8%; 29,6%-33%
Pneumatiques et chambres à air pour motocycles	2009/28	01/08/2009	0%; 19,6%-29%
Couvercles en verre	2010/12	23/05/2010	0,14-0,50 \$EU le kg
Italie			
Polychlorure de vinyle	2009/18	25/06/2009	25-45 \$EU la tonne
Corée, Rép. de			
Fils plats de polyesters	2006/12	18/05/2006	5,2%-10,9%
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2006/26	08/09/2006	10% (c.a.f.)
Fils texturés de polyesters	2006/31	21/12/2006	33,7% (c.a.f.)
Tissus de fils de filaments synthétiques	2008/25	01/08/2008	14,64%-40%
Filés métalliques et fils métallisés	2010/21	21/07/2010	2,2\$EU le kg

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit (% de c.a.f. ou droit spécifique)
Koweït			
Monoéthylène glycol (MEG)	2010/11	02/05/2010	6%-20%
Malaisie			
Tissus de fils de filaments synthétiques	2008/25	01/08/2008	7,76%-15,93%
Fils texturés de polyesters	2008/41	31/12/2008	276 \$EU la tonne
Fils et cordes de caoutchouc vulcanisé	2009/14	18/06/2009	11,6%-16,9%
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2009/27	1/08/2009	29,6%-33%; 5,6-33%
Pneumatiques et chambres à air pour motocycles	2009/28	01/08/2009	19,6%-29,6%; 19,6%-29,6
Roumanie			
Polychlorure de vinyle	2009/18	25/06/2009	25-45 \$EU la tonne
Fédération de Russie			
Fil machine en cuivre	2011/14	09/11/2005	3%
Câbles, y compris les câbles clos	2010/22	21/07/2010	0,5 \$EU le kg
Sri Lanka			
Pneumatiques pour bicyclettes	2010/20	17/07/2010	50%
Chambres à air pour bicyclettes	2010/20	17/07/2010	44%
Thaïlande			
Accessoires	2006/24	07/09/2006	147-400 \$EU la tonne
Tissus de fils de filaments synthétiques	2008/25	1/08/2008	8,67%-30,93%
Fils texturés de polyesters	2008/41	31/12/2008	198-300 \$EU la tonne
Fibres synthétiques discontinues de polyesters	2009/13	18/04/2009	15,8%-22%
Pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes	2009/29	05/08/2009	100%; 100%
Pneumatiques et chambres à air pour motocycles	2009/30	05/08/2009	68%; 100%
Ukraine			
Fils en cuivre affiné	2011/14	08/06/2006	6,9%
États-Unis			
Panneaux dits "oriented strand board" (OSB)	2008/34	18/12/2008	24,10%
Polychlorure de vinyle	2009/18	25.06.2009	45 \$EU la tonne
Viet Nam			
Courroies de transmission trapézoïdales	2007/4	31/03/2007	4,55 \$EU le kg
Bâches en polyéthylène ou en polypropylène	2008/33	15/11/2008	1,16 \$EU le kg
Pneumatiques pour bicyclettes	2010/20	17/07/2010	30%
Chambres à air pour bicyclettes	2010/20	17/07/2010	44%
Pneumatiques pour motocycles	2010/20	17/07/2010	29%
Chambres à air pour motocycles	2010/20	17/07/2010	49%

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

Table III.12
Mesures anticonournement définitives en vigueur, mai 2011

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
Chine, R.P.			
Torons et câbles standard	2006/32	30 décembre 2006	1\$ EU le kg
Taipei chinois			
Charnières en métaux communs, patères, porte-chapeaux, supports et ferme-portes similaires en métaux communs et garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles	2008/29	27 août 2008	1,64 \$EU le kg 1,64 \$EU le kg 0,75 \$EU le kg
Indonésie			
Charnières en métaux communs, patères, porte-chapeaux, supports et ferme-portes similaires en métaux communs et garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles	2008/29	27 août 2008	1,64 \$EU le kg 1,64 \$EU le kg 0,75 \$EU le kg
Seuls les climatiseurs du type mural, split system (systèmes à éléments séparés), seule l'unité extérieure de climatiseurs du type mural, split system (à l'exception de l'unité extérieure des systèmes DRV) et seule l'unité intérieure des climatiseurs du type mural, split system	2011/3	31 janvier 2011	25%
Corée, Rép. de			
Tissus de fils de filaments synthétiques	2008/25	1 ^{er} août 2008	14,64%-40%
Malaisie			
Charnières en métaux communs, patères, porte-chapeaux, supports et ferme-portes similaires en métaux communs et garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles	2008/29	27 août 2008	1,64 \$EU le kg 1,64 \$EU le kg 0,75 \$EU le kg
Seuls les climatiseurs du type mural, split system (systèmes à éléments séparés) et seule l'unité extérieure de climatiseurs du type mural, split system (à l'exception de l'unité extérieure des systèmes DRV) et seule l'unité intérieure des climatiseurs du type mural, split system	2009/6	28 février 2009	0-25%
Pakistan			
Seuls les climatiseurs du type mural, split system (systèmes à éléments séparés) et seule l'unité extérieure de climatiseurs du type mural, split system (à l'exception de l'unité extérieure des systèmes DRV) et seule l'unité intérieure des climatiseurs du type mural, split system	2011/3	31 janvier 2011	25%
Fédération de Russie			
Torons et câbles standard	2006/32	30 décembre 2006	0,5 \$EU le kg
Thaïlande			
Crayons à mine de graphite et crayons à mine de pastel en étuis rigides	2007/5	14 avril 2007	3,16/144 \$EU la pièce
Philippines			
Seuls les climatiseurs du type mural, split system (systèmes à éléments séparés) et seule l'unité extérieure de climatiseurs du type mural, split system (à l'exception de l'unité extérieure des systèmes DRV) et seule l'unité intérieure des climatiseurs du type mural, split system	2011/3	31 janvier 2011	25%
Tissus de fils de filaments synthétiques	2006/30	18 novembre 2006	70,44%

Pays/Territoire douanier et produit	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
Viet Nam			
Seuls les climatiseurs du type mural, split system (systèmes à éléments séparés) et seule l'unité extérieure de climatiseurs du type mural, split system (à l'exception de l'unité extérieure des systèmes DRV) et seule l'unité intérieure des climatiseurs du type mural, split system	2011/3	31 janvier 2011	25%
Briquets de poche à gaz non rechargeables et briquets de poche à gaz rechargeables, briquets de poche à pierre rechargeables et briquets de poche à gaz rechargeables avec allumage électrique et pièces de briquets	2008/17	28 avril 2008	0,05 \$EU la pièce 0,05 \$EU la pièce 0,05 \$EU la pièce 0,02 \$EU la pièce

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

48. Jusqu'à 2008, la Turquie n'avait jamais adopté ni imposé de mesure compensatoire. Toutefois, le 22 mars 2009, des films PET provenant d'Inde ont été soumis à des droits compensatoires allant de 4,25 à 21,61%.

b) Mesures de sauvegarde

49. Le dispositif juridique concernant l'imposition de mesures de sauvegarde repose sur le Décret n° 2004/7305 (publié au Journal officiel n° 25476, du 29 mai 2004), modifié par le Décret n° 2007/12850 (Journal officiel n° 26721, du 5 décembre 2007), et le Règlement sur les mesures de sauvegarde applicables aux importations (Journal officiel n° 25486, du 8 juin 2004). Les modifications apportées au Décret n° 2004/7305 suite au dernier Examen ont pour objet d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde, tout particulièrement en élargissant leur portée aux importations de parties ou composants d'un produit faisant l'objet d'une mesure de sauvegarde, ou de parties ou composants incorporant la valeur ajoutée sur laquelle porte la mesure de sauvegarde.

50. C'est au Ministère de l'économie qu'il revient de proposer et de mettre en œuvre les mesures de sauvegarde et de contrôler leur respect. Le Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations décide, notamment, s'il y a lieu d'ouvrir une enquête, d'adopter, de réviser, de proroger, de modifier ou de supprimer des mesures de sauvegarde provisoires ou définitives, et de déterminer la forme, la portée et la période d'application de ces mesures. La durée d'une mesure de sauvegarde, y compris d'une mesure provisoire quelle qu'elle soit, ne doit pas dépasser quatre ans à moins que cette mesure ne soit prorogée. La période totale d'application d'une mesure de sauvegarde ne doit pas dépasser dix ans.

51. Depuis son dernier examen, la Turquie a prorogé les mesures de sauvegarde adoptées pour la première fois en 2006 concernant les importations de fers à repasser à vapeur, d'aspirateurs, de chaussures et de motocycles (2007), en provenance de tous les pays. Elle a adopté de nouvelles mesures de sauvegarde définitives pour toutes les importations de certains appareils électriques et de fils de coton (2008) et d'allumettes (2009) (se reporter au tableau III.13). En revanche, les mesures de sauvegarde concernant les terres et argiles activées, certains voltmètres et ampèremètres et le sel n'ont pas été prorogées lorsqu'elles sont arrivées à expiration en 2008 et 2009. Entre autres initiatives récentes, la Turquie a mené une enquête en matière de sauvegardes au sujet des importations de polyéthylène téréphtalate, et la mesure de sauvegarde qui en a découlé entrera en vigueur dès la publication de son approbation par le Cabinet, une fois toutes les formalités juridiques achevées. Elle a également ouvert des enquêtes en vue de proroger les mesures de sauvegarde applicables aux

importations de montures de lunettes, d'articles de voyage, de sacs à main et de contenants similaires, et de fils de coton. Des mesures de sauvegarde provisoires sont appliquées pendant la durée de l'enquête.³⁹

Tableau III.13
Mesures de sauvegarde définitives en vigueur, 2011

Produit	Date d'entrée en vigueur de la mesure définitive
Certains appareils électriques	10/08/2008
Fils de coton	11/08/2008
Allumettes	06/12/2009
Aspirateurs	13/02/2010
Fers à repasser à vapeur	13/02/2010
Motocycles	13/02/2010
Chaussures	13/02/2010

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

52. La Turquie a mis en place un système de surveillance des importations qui s'inspire de la Décision n° 2004/7304 du Conseil des ministres⁴⁰, et le Ministère de l'économie publie un document de surveillance. Ce système a pour objet de contrôler et de collecter des données spécifiques. Dans certains cas, c'est le prix du produit qui est retenu, ce qui signifie que seuls les produits importés dont le prix se situe en deçà d'une valeur c.a.f. donnée font l'objet d'un contrôle.

2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

i) Procédures et prescriptions en matière d'exportation

53. Les prescriptions d'enregistrement et les documents requis sont les mêmes pour les exportateurs que pour les importateurs (section 1) i) ci-dessus). En outre, les exportateurs doivent s'inscrire auprès de l'Union des exportateurs et être membres de la Chambre de commerce locale. Une commission de service allant de 0,02% à 0,1 % de la valeur f.a.b. des exportations est perçue. Le montant de cette commission est fixé par les assemblées générales des organisations concernées, à savoir les exportateurs eux-mêmes.

54. Il existe toujours une obligation d'enregistrement pour l'exportation des produits suivants: i) produits pour lesquels la prime peut être déduite au titre du Fonds de soutien et de stabilisation des prix (SPSF); ii) produits payés par le SPSF; iii) exportations qui relèvent de comptes spéciaux pour le remboursement des crédits dans le cadre du commerce de troc; iv) exportations de gaz naturel dans le cadre de l'Accord entre la Turquie et la Fédération de Russie sur le gaz naturel; v) marchandises faisant l'objet de restrictions à l'égard de pays qui appliquent des restrictions quantitatives aux exportations turques (aucun cas à l'heure actuelle); vi) exportations destinées à des pays visés par des sanctions économiques décidées par l'ONU; vii) marchandises certifiées en vertu de la réglementation relative aux "principes fondamentaux et à la mise en œuvre de l'agriculture biologique"; viii) exportations de produits visés par l'Accord de Vienne concernant la protection de la couche d'ozone et par les protocoles et amendements y relatifs; ix) huile d'olive naturelle, huile d'olive traitée

³⁹ En ce qui concerne la mesure de sauvegarde applicable aux fils de coton, le Comité des sauvegardes a été prié, conformément à l'article 13.1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de déterminer si la Turquie a bien respecté les règles de procédure énoncées dans ledit accord (voir le document de l'OMC G/SG/W/221 du 8 novembre 2011).

⁴⁰ Cette décision a été publiée au Journal officiel n° 25476 du 29 mai 2004.

en vrac ou en barils, racines de réglisse, écume de mer brute et tubes à essai; et x) olives non traitées en sacs, sachets ou boîtes, animaux d'élevage, poivrons de forme conique en vrac, olives non traitées (non fermentées), débris de cuivre et de zinc, marbre, cornichons et ciment. L'enregistrement se fait au cas par cas, lors de chaque transaction à l'exportation. Le Ministère des douanes et du commerce peut autoriser les exportateurs qui satisfont à certaines conditions à émettre des déclarations sur facture, y compris des déclarations sur facture EUR-MED.

55. Pour ce qui est des marchandises visées par la Décision sur l'Union douanière et destinées aux pays membres de l'UE, le Ministère des douanes et du commerce peut autoriser les exportateurs à établir des certificats de mouvement (appelés A.TR) sans avoir à les faire approuver par les autorités compétentes. Cette autorisation peut être accordée aux exportateurs réguliers qui n'ont jamais commis d'infractions graves ou répétées à la législation douanière ou fiscale et dont les antécédents peuvent être vérifiés par les douanes.

ii) Taxes à l'exportation

56. La Turquie applique des taxes à l'exportation au taux de 0,5 dollar EU le kg sur les peaux brutes; de 0,04 dollar EU le kg sur les noisettes non décortiquées; et de 0,08 dollar EU le kg sur les noisettes décortiquées. Ces taxes sont versées au SPSF.

iii) Restrictions à l'exportation

57. La Turquie interdit l'exportation de 12 grandes catégories de produits, essentiellement des produits agricoles, pour des raisons touchant à la protection de l'environnement et de la santé ou pour des motifs culturels (tableau III.14). La prohibition à l'exportation qui vise les chèvres angora a été remplacée par un régime de licences d'exportation en septembre 2009. L'exportation de 24 catégories de produits (tableau III.15), y compris certains produits agricoles et halieutiques, est actuellement assujettie à la délivrance d'une licence. Un régime de licences a également été mis en place pour garantir le respect des obligations découlant des conventions et accords internationaux, en particulier pour les stupéfiants, les déchets dangereux, la technologie relative au nucléaire et aux missiles, et les biens et technologies à double usage.⁴¹ Seules les sociétés qui détiennent une licence de vente en gros sont habilitées à exporter de l'électricité. En outre, une autorisation du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles est nécessaire pour exporter de l'électricité vers les pays avec lesquels les interconnexions ne reposent pas sur un système d'exploitation parallèle synchrone. Par ailleurs, seuls les raffineries et les distributeurs agréés peuvent exporter des produits pétroliers (essence, diesel et GPL).

58. En février 2011, le Ministère de l'économie a diffusé un communiqué révisé sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, en vertu duquel le Ministère des eaux et forêts délivre des certificats CITES pour l'exportation et la réexportation d'espèces qui y sont répertoriées. Les exportateurs d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction doivent joindre les certificats requis, valides pendant une durée de six mois, à leurs formulaires de déclaration en douane.

⁴¹ La Turquie est partie à l'Arrangement de Wassenaar relatif au contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage. Les États Membres, y compris la Turquie, effectuent des contrôles à l'exportation sur les marchandises et technologies répertoriées dans les listes de contrôle annexées à l'Arrangement, conformément à leur législation nationale. Toutefois, la Turquie applique aussi rigoureusement le régime communautaire de contrôle régi par le Règlement n° 428/2009 du Conseil de l'Union européenne et la liste des biens à double usage annexée à ce règlement.

Tableau III.14
Prohibitions à l'exportation, 2011

Désignation du produit	Article de l'OMC invoqué	Législation nationale/internationale
Tout le gibier et tous les animaux sauvages (à l'exception des espèces répertoriées dans la liste des produits d'exportation pour lesquels une licence est requise) vivants ou leur viande et/ou les articles et vêtements fabriqués à partir de ces animaux (chapitres 1 et 2) ^a	Environnement (article XX:g)	Décision du Conseil des ministres (n° 234 du 8 mars 1990)
Bulbes à fleurs (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Graines et plants de tabac		Règlement d'application sur les méthodes et principes élémentaires concernant la production et la transformation du tabac et son commerce intérieur et extérieur (Journal officiel n° 27637 du 10 juillet 2010) découlant de la Loi n° 4733 du 9 janvier 2002 (modifiée par la Loi n° 5752 du 15 avril 2008)
Dattes "Phoenix theophrasti" (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Chanvre indien (1 position) ^a	Santé (article XX:b)	Loi sur le contrôle des stupéfiants (n° 2313 du 24 juin 1933)
Pterocarya carpinifolia (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Liquidamber orientalis (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Plans d'oliviers, de figuiers (à l'exception des espèces certifiées par un organisme national qui sont enregistrées et qui figurent dans la Liste des espèces nationales), de noisetiers, de pistachiers et de vigne (sultanas sans pépins)	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Billots, poutres, planches et ébauches de noyers, de mûriers, de cerisiers, de poiriers, de pruniers, de frênes, d'ormes et de limettiers (chapitre 44) ^a	Environnement (article XX:g)	Décision du Conseil des ministres (n° 8186 du 24 avril 1974)
Bois	Environnement (article XX:g)	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Objets d'antiquité et pièces archéologiques (1 position) ^a	Patrimoine national (article XX:f)	Loi sur les objets d'art anciens (n° 2863 du 21 juillet 1983)
Orchis (en poudre et sous toute autre forme)	..	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)

.. Non disponible.

a Exportations prohibées en 1993.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

Tableau III.15
Produits d'exportation pour lesquels une licence est requise, 2011

Désignation des produits	Autorité compétente	Fondement juridique
Chèvres angora (1 position)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi sur l'amélioration des espèces animales (n° 4631 du 10 mars 2001)
Opium et graines de pavot	Ministère de la santé	Loi n° 2313 du 24 juin 1933
Substances entraînant une accoutumance et substances psychotropes	Ministère de la santé	Loi n° 2313 du 24 juin 1933 Substances entraînant une accoutumance dont la liste figure dans la Convention sur les psychotropes de 1961, révisée en 1972; Convention sur les psychotropes de 1971; et Convention des Nations Unies de 1988 interdisant les substances qui entraînent une accoutumance

Désignation des produits	Autorité compétente	Fondement juridique
Produits visés par la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Ministère des eaux et forêts	Décret n° 94/5419 du 7 mars 1994
Sangliers, loups, chacals, renards, martres, blaireaux, serpents, tortues, lézards, vivants ou morts, et parties reconnaissables de ces animaux et vêtements fabriqués à partir de ces animaux	Ministère des eaux et forêts	Décret n° 645 sur l'organisation et les fonctions du Ministère des eaux et forêts
Engrais (sauf engrais chimiques)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Décrets n° 2/1771 du 27 décembre 1924 et n° 6/4090 du 19 décembre 1964
Semences (sauf graines d'arbres forestiers)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 5553 du 31 octobre 2006; Communiqué n° 96/31 du 19 septembre 1996
Produits de la pêche visés par l'interdiction découlant des principes applicables aux pêches (y compris les sangsues)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 1380 du 22 mars 1971 (telle que modifiée par la Loi n° 3288 du 28 mai 1986)
Chevaux de course	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi sur l'amélioration des espèces animales (n° 4631 du 10 mars 2001)
Aliments pour animaux visés par la Loi sur les aliments pour animaux	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 1734 du 29 mai 1973
Produits pharmaceutiques à usage vétérinaire	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 3490
Bulbes de fleurs naturelles assujettis à un contingent ou à une autre restriction à l'exportation	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Animaux vivants destinés à la reproduction	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Loi sur l'amélioration des espèces animales (n° 4631 du 10 mars 2001)
Champignons sauvages (uniquement pour l'exportation vers les pays de l'UE)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Thons vivants (<i>Thynnus thynnus</i>)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Produits énumérés dans les annexes de l'Arrangement Wassenaar et produits figurant sur la liste de contrôle des exportations du Groupe de l'Australie	Ministère de l'économie	Liste des biens et technologies à double usage figurant dans l'Arrangement de Wassenaar et Liste des précurseurs d'armes chimiques du Groupe de l'Australie
Sucre	Office du sucre de la Turquie	Décret n° 2007/9 du 17 août 2007
Technologies et matériels utilisés à des fins nucléaires	Agence turque de l'énergie atomique	Décret n° 26642 du 13 septembre 2007
Marchandises visées par le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles	Ministère de la défense nationale	Décret n° 5201 du 29 juin 2004
Feuilles et déchets de tabac	Office de réglementation des marchés du tabac et de l'alcool	Loi n° 4733 du 9 janvier 2002
Engins de guerre soumis à des contrôles, explosifs militaires et pièces de rechange, et technologies connexes	Ministère de la défense nationale	Loi n° 5201 du 2 juillet 2007
Graines d'arbres forestiers et autre matériel génétique	Ministère des eaux et forêts	Décret n° 645 sur l'organisation et les fonctions du Ministère des eaux et forêts
Jeunes plants d'olivier (espèces certifiées par un organisme national qui sont enregistrées et qui figurent dans la Liste des espèces nationales)	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage	Décret sur le régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Matières explosives dans le contexte de la Loi réglementaire n° 87/12028	Ministère des affaires intérieures	Loi n° 6551 du 18 mai 1955, Lois réglementaires n° 87/12028 et 2001/2443

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

59. Le Décret sur le régime de règlements techniques et de normes applicable au commerce extérieur permet au Gouvernement de soumettre les produits agricoles destinés à l'exportation à des contrôles de la qualité après avoir déterminé quel type de contrôle convient à ces produits. Les expéditions de produits agricoles destinés à l'exportation sont assorties de certificats de contrôle délivrés par les antennes régionales du Ministère de l'économie, qui attestent de la conformité avec les normes en vigueur. Quelque 150 produits agricoles (niveau à 12 chiffres du SH), notamment les agrumes, les pommes, les arachides, certaines huiles comestibles, les abricots et figes secs et certaines noisettes, font l'objet de contrôles à l'exportation obligatoires à des fins de contrôle de la qualité.

iv) Subventions, financements, aides et promotion concernant les exportations

60. Les exportateurs bénéficient d'avantages tarifaires et fiscaux (se reporter aux sections 1) iv) et vi)). Les exportateurs de 16 produits agricoles de base et produits agricoles transformés sont admis à bénéficier de subventions à l'exportation au titre du Programme de subventions à l'exportation de produits agricoles⁴², qui a pour but de développer le potentiel d'exportation de la Turquie en ce qui concerne les produits agricoles transformés (chapitre IV, tableau AIV.2). Ce programme est financé par le Fonds de soutien et de stabilisation des prix.

61. La Turk Eximbank, banque d'État créée en 1987, est le seul organisme officiel de crédit à l'exportation du pays. Elle gère plusieurs programmes de crédits, de garanties et d'assurances à l'exportation. Elle a pour principaux objectifs d'accroître le volume des exportations turques et d'élargir leurs débouchés; d'augmenter la part des exportateurs turcs dans les échanges internationaux; de diversifier les exportations de biens et de services; et d'apporter un appui aux exportateurs turcs, aux investisseurs et aux entrepreneurs à l'étranger. La Turk Eximbank présente ses programmes annuels au Comité suprême consultatif et d'orientation du crédit, que préside le Ministre d'État chargé de la tutelle de la Banque.⁴³ Ce comité fixe le plafond des crédits, garanties ou assurances que la Turk Eximbank peut accorder, soit sous forme d'une enveloppe globale ou par pays, par secteur et par programme. La Turk Eximbank finance essentiellement ses activités en empruntant des fonds à des banques commerciales ou en faisant appel aux marchés financiers internationaux, ou encore grâce à des injections de capital du Trésor turc. En 2010, elle a accordé un financement à l'exportation d'un montant total de 8,9 milliards de dollars EU sous la forme de soutien financier et de garantie pure, ce qui correspond à près de 8% des exportations de la Turquie cette année-là.

62. La Turk Eximbank apporte un appui aux exportateurs, aux entreprises offrant des services générateurs de devises, ainsi qu'aux investisseurs et entrepreneurs étrangers au moyen de programmes de crédit à court, moyen et long termes (tableau AIII.7). De plus, elle offre un service d'escompte des factures à l'exportation pour promouvoir la vente avec paiement différé et accroître le volume des exportations. Une assistance financière à court terme est offerte aux exportateurs avant et après expédition, avec une échéance pouvant aller jusqu'à 540 jours pour les crédits libellés en livres turques ou en devises. Les prêts sont distribués par l'intermédiaire des banques commerciales turques ou directement par la Turk Eximbank. En 2010, 55% des prêts à court terme offerts par la Turk Eximbank ont été distribués par les banques commerciales turques et 45% directement.⁴⁴ À la

⁴² Mis en œuvre par le biais des Décrets n° 2008/1 et 2009/1 du Conseil de la monnaie, du crédit et de la coordination en 2008 et 2009.

⁴³ La Turk Eximbank, qui appartient exclusivement à l'État, est placée sous la tutelle du Premier Ministre ou d'un autre Ministre d'État nommé par le Premier Ministre.

⁴⁴ Si les prêts sont distribués par l'intermédiaire des banques commerciales, ces dernières assument le risque de non-paiement. Les banques commerciales sont autorisées à pratiquer une marge de taux pouvant aller

fin de l'année 2010, les crédits à l'exportation à court terme représentaient 97% du total des prêts consentis par la Turk Eximbank.

63. Les programmes d'aide financière à moyen et long termes de la Turk Eximbank visent principalement les exportations de biens d'équipement et les projets d'investissement clés en main faisant intervenir des entrepreneurs turcs ou des entrepreneurs établis en Turquie. Ils offrent pour la plupart des facilités de paiement aux acheteurs se trouvant à l'étranger pour l'acquisition de marchandises et/ou de services turcs. Dans de nombreux cas d'opérations à moyen et long termes (prêts pour le financement de projets, par exemple), une garantie souveraine ou une garantie d'une banque digne de confiance en faveur de la Turk Eximbank est exigée au préalable selon le niveau de risque du prêt ou du pays de l'emprunteur.

64. La Turk Eximbank offre aussi diverses polices d'assurance contre les risques commerciaux et politiques (tableau III.16). Elle indemnise les pertes dues au risque commercial sur ses propres ressources, tandis qu'en principe les pertes dues au risque politique sont couvertes par l'État. Cependant, à ce jour, elle n'a jamais présenté au Trésor turc de demande d'indemnisation suite à des pertes dues au risque politique. En outre, depuis 2000, les risques politiques à court terme sont aussi rétrocédés au pool de la réassurance avec des plafonds par pays. Les primes d'assurance vont de 0,08 à 4% pour l'ensemble des risques commerciaux et politiques, ou de 0,02 à 4% pour les seuls risques politiques, et sont modulées en fonction du niveau de risque du pays de l'acheteur, des conditions de paiement et de la nature de l'acheteur (entreprise privée, entreprise publique ou État).

Tableau III.16
Principales caractéristiques des programmes d'assurance à l'exportation, 2011

Programme	Couverture
Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme	Couvre jusqu'à 90% des pertes subies en raison de risques commerciaux et politiques sur les expéditions faites par un exportateur dans un délai d'un an, le remboursement pouvant être différé de 360 jours au maximum. Une couverture globale est offerte, y compris en ce qui concerne la période avant expédition (180 jours au maximum); la couverture après expédition est obligatoire lorsqu'elle peut s'appliquer. Le taux de prime varie, entre autres, selon la catégorie de risque du pays de l'acheteur, le statut juridique de l'acheteur et les conditions et délais de paiement.
Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant les risques politiques après expédition	Couvre les risques politiques après expédition sur les ventes à crédit liées à l'exportation de biens d'équipement et de semi-équipement ayant une teneur en produits d'origine nationale d'au moins 60%, et ce jusqu'à 90%, 15% de la valeur contractuelle devant être versée à l'avance. Les primes sont calculées au cas par cas en fonction des critères ci-dessus.
Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant tous les risques après expédition	Même couverture que le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation après expédition pour le risque politique, avec le risque commercial en plus.
Programme d'assurance contre la mise en jeu abusive de cautions	Couvre les cautions de soumission, les paiements anticipés et les garanties de bonne exécution versés par les entrepreneurs turcs afin d'éliminer le risque de mise en jeu abusive de cautions. Les cautions sont versées par une banque à l'acheteur du secteur public du pays emprunteur pour des projets réalisés par des entrepreneurs turcs ou des sous-traitants turcs. La Turk Eximbank est chargée d'identifier l'entrepreneur turc si la caution est mise en jeu en raison d'éléments ou de circonstances indépendants de sa volonté.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

65. Conformément à l'article 12 de la Décision sur l'union douanière, la Turquie a harmonisé sa réglementation concernant les crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide officielle avec celle des CE. C'est ainsi qu'elle a adopté les principes du Consensus de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide publique assortis d'une durée de remboursement de deux ans ou plus. La

jusqu'à 1% par an sur les prêts en livres et à 0,5% par an sur les prêts en devises. S'ils sont distribués directement par la Turk Eximbank, celle-ci exige un gage et/ou une garantie bancaire.

Turk Eximbank est membre de plein droit de l'Union de Berne (association internationale des assureurs crédit à l'exportation) et représente la Turquie au Groupe sur les crédits et les garanties de crédit à l'exportation (ECG) et au Groupe des participants du Comité des échanges de l'OCDE.⁴⁵

66. L'Agence publique pour le développement des PME (KOSGEB), créée en 1990 sous la forme d'un organisme sans but lucratif placé sous la tutelle du Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie, est financée par le budget général. Elle aide notamment les PME à cofinancer des voyages d'affaires à l'étranger (jusqu'à 50% des dépenses pouvant être prises en charge, dans la limite de 10 000 livres); à créer leurs propres marques; et à obtenir des crédits pour la promotion des exportations. Elle met aussi à la disposition des PME des modèles de couplage d'entreprises, de même qu'une base de données regroupant les PME turques et étrangères. Les possibilités de nouer des relations d'affaires sont évaluées par une société qualifiée chargée d'assurer le bon fonctionnement du système.

67. Suite au Décret-loi n° 637 sur l'organisation et les fonctions du Ministère de l'économie, publié en juin 2011, l'ex-Centre de promotion des exportations (IGEME) a été aboli et incorporé dans le Ministère de l'économie.

3) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE

i) Subventions

68. Le Programme de promotion de l'investissement (IEP), qui est le seul programme de soutien qui cible les investissements, a fait l'objet de modifications pendant la période à l'examen.⁴⁶ Le cadre juridique actuel est posé par le Décret sur les encouragements publics aux investissements, qui définit le but et la portée du Programme, les mesures d'encouragement, la classification régionale, les critères d'admissibilité et les autres règles fondamentales relatives à la mise en œuvre.⁴⁷ L'IEP repose sur une approche fondée sur trois grands axes: la mise en œuvre régionale et sectorielle; les grands investissements qui contribuent à la compétitivité internationale et font appel à des technologies de pointe et des activités de recherche-développement; et un mécanisme général de promotion de l'investissement. Dans le cadre du soutien aux régions et aux secteurs, la Turquie se divise en quatre régions, et les mesures d'incitation prévues sont liées à la nature de l'investissement et aux conditions de développement de la région où l'investissement est réalisé.⁴⁸

69. Le montant minimal des investissements se situe entre 50 millions et 1 milliard de livres turques pour les gros investissements, et un montant minimal, qui diffère selon les régions et les secteurs, a été fixé pour les investissements réalisés dans les régions I à IV. Le mécanisme général de promotion de l'investissement concerne les investissements qui ne relèvent pas du soutien régional ni de la catégorie des grands investissements, mais qui dépassent les montants minimaux spécifiés. Ce mécanisme exclut cependant les investissements réalisés dans certaines activités données, et les

⁴⁵ La Turquie est membre de l'ECG depuis avril 1998 et bénéficie du statut d'observateur auprès du Groupe des participants depuis novembre 2006.

⁴⁶ En 2006, le Programme général de promotion de l'investissement (GIEP) et les aides accordées aux investissements des PME ont été fusionnés en un seul et même programme: le Programme de promotion de l'investissement (IEP).

⁴⁷ Décret n° 2009/15199 du 14 juillet 2009, publié au Journal officiel du 16 juillet 2009.

⁴⁸ La démarcation régionale s'appuie sur le niveau 2 de la classification de la Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS), un instrument qui fournit un découpage uniforme unique d'unités territoriales aux fins de l'établissement de statistiques régionales pour l'Union européenne. Les régions et les secteurs bénéficiant d'un soutien sont répertoriés aux annexes I et II du document de l'OMC G/SCM/N/186/TUR.

investissements effectués dans certaines activités agricoles ou activités de services doivent remplir certaines conditions.⁴⁹

70. L'IEP est exécuté par le Ministère de l'économie, qui délivre les certificats d'encouragement à l'investissement qui permettent aux investisseurs de bénéficier des mesures d'incitation qui y sont spécifiées. Tous les investissements réalisés dans le cadre de l'IEP sont exonérés de droits de douane et de TVA. En outre, parmi les mesures d'aide régionale et les mesures visant à promouvoir les gros investissements, on citera les réductions de l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu, le financement par le budget des cotisations de sécurité sociale devant être versées par l'employeur et l'attribution de terrains.⁵⁰ Les investissements dans les régions III et IV, dans la recherche-développement ou dans les projets environnementaux peuvent également bénéficier d'une bonification d'intérêts.⁵¹

71. Conformément aux dispositions du Communiqué n° 2008/1 et dans le contexte de la Loi n° 5084 sur la promotion de l'investissement et de l'emploi et la modification de certaines lois⁵², la Turquie continuera de fournir un soutien concernant l'énergie jusqu'au 31 décembre 2012, en aidant les entreprises implantées dans les provinces dont le PIB par habitant ne dépassait pas 1 500 dollars EU en 2001, ainsi que dans les provinces où l'indice de développement socioéconomique était négatif en 2003 selon l'Office national de planification.⁵³ Les entreprises doivent avoir au moins dix ou 30 employés, selon leur secteur d'activité et la date du dépôt de la demande, ou exercer des activités liées à l'industrie manufacturière, à l'exploitation minière, à l'hébergement touristique, à l'éducation ou à la santé, ou encore à certaines activités agricoles.⁵⁴

72. Au titre de la Résolution du Conseil des ministres sur l'aide publique aux exportations (n° 6401 du 27 décembre 1994), la Turquie a lancé onze programmes d'aide publique, dont certains sont réservés aux PME (tableau III.17). Parmi les autres programmes d'aide, on retiendra les zones industrielles organisées, les zones industrielles, le programme de petits parcs industriels, la KOSGEB et les zones de développement technologique.

⁴⁹ Les investissements non soutenus ou soutenus sous certaines conditions par le système général d'encouragement des investissements sont répertoriés à l'annexe IV du document de l'OMC G/SCM/N/186/TUR.

⁵⁰ Jusqu'à la fin de 2010, les sociétés spécialisées dans la production de textiles et de vêtements ou de cuir et d'articles en cuir pouvaient également recevoir une aide si elles déplaçaient leurs activités des régions I et II vers la région IV, à condition qu'elles emploient au moins 50 personnes après leur transfert.

⁵¹ Des bonifications d'intérêts peuvent être accordées pour une durée maximale de cinq ans, et la subvention maximale ou le taux d'intérêt subventionné dépendent de la région, du type d'investissement et de la monnaie dans laquelle le prêt est accordé (livre turque ou devise).

⁵² Modifiée par la Loi n° 5350 du 12 mai 2005 et la Loi n° 5615 du 28 mars 2007.

⁵³ On trouvera la liste de ces provinces à l'annexe V du document de l'OMC G/SCM/N/186/TUR.

⁵⁴ Le taux de base de la subvention, qui correspond à 20% des dépenses d'électricité, peut être augmenté en fonction du nombre total d'employés ou de nouvelles recrues, sans toutefois dépasser 50% des dépenses d'électricité s'il s'agit d'entreprises implantées dans des zones industrielles organisées ou d'autres zones industrielles, ou 40% de ces dépenses s'il s'agit d'entreprises situées en dehors de ces zones.

Tableau III.17
Principales caractéristiques des programmes d'aide publique, 2011

Programme	Objectifs et bénéficiaires	Nature de l'aide	Institutions responsables
Aide publique aux projets de recherche-développement	Appui aux entreprises qui mènent des activités de R-D, quelle que soit leur taille; toutes les entreprises industrielles et les sociétés qui produisent des logiciels	Prêt libéral pour le renforcement des capacités de production (remboursable en \$EU avec un taux d'intérêt supérieur au Libor) sur une période de deux ans - Programme de soutien aux projets de PME - Programme de soutien à la R-D, à l'innovation et l'activité industrielle	Fondation turque pour le développement technologique KOSGEB
Aide publique aux activités de protection de l'environnement	Prise en charge d'une partie des dépenses des PME liées à la certification de la qualité, aux systèmes de gestion de l'environnement et au marquage CE; toutes les PME du secteur manufacturier et les entreprises de production de logiciels	50% des dépenses de certification pertinentes - Programme de soutien aux projets thématiques	Union des exportateurs KOSGEB
Aide publique à la participation à des foires et expositions internationales	Accroître la participation aux foires étrangères; sociétés, sociétés de commerce extérieur, organisations de producteurs et d'entreprises manufacturières	50% des frais de participation (si l'entreprise participante représente la Turquie); ou 50% du coût de location du stand vide, et 50% des frais de transport (dans le cas d'une participation à titre individuel) - Soutien au rapprochement d'entreprises	Union des exportateurs KOSGEB
Aide publique à l'organisation de foires nationales à participation internationale ^a	Encourager l'organisation de foires internationales en Turquie et la participation d'entreprises étrangères; entreprises qui organisent ces manifestations en Turquie	50% des activités de promotion; 50% des frais de déplacement des représentants de sociétés étrangères; et 50% des dépenses liées aux activités durant la manifestation - Soutien aux voyages d'affaires à l'étranger - Soutien au rapprochement d'entreprises	Union des exportateurs KOSGEB
Aide publique aux projets d'études de marché	Mieux faire connaître les nouveaux marchés aux entreprises; sociétés, sociétés de commerce extérieur, organisations de producteurs et d'entreprises manufacturières	Achat de projets, de rapports et de statistiques d'études de marché; aide financière aux sociétés qui participent à des missions commerciales à l'étranger, et pour qu'elles s'inscrivent sur les sites Web interentreprises afin de commercialiser leurs produits à l'étranger - Soutien aux voyages d'affaires à l'étranger - Soutien au rapprochement d'entreprises	Centre de promotion des exportations KOSGEB
Aide publique à l'exploitation de magasins à l'étranger	Encourager les sociétés qui exploitent des magasins à l'étranger; sociétés et sociétés de commerce extérieur	50% des dépenses afférentes à la publicité, à la location des locaux, aux équipements de bureau et à la décoration des entreprises qui exploitent des magasins à l'étranger	Union des exportateurs
Aide publique à la promotion de l'emploi dans les sociétés de commerce extérieur sectorielles	Promouvoir l'emploi; sociétés de commerce extérieur sectorielles	75% du salaire avant impôt d'un directeur et de deux membres du personnel possédant une expérience professionnelle, pendant un an	Ministère de l'économie

Programme	Objectifs et bénéficiaires	Nature de l'aide	Institutions responsables
Aide publique à la compétitivité	Soutien à des activités communes autour de projets menés dans le cadre de partenariats (Union des exportateurs, chambre de commerce, zones industrielles organisées, associations sectorielles, sociétés de commerce extérieur sectorielles)	Analyse, analyse par secteur ayant pour but de créer une vision à long terme commune, document d'orientation pour les membres concernés par un projet donné; Activités de formation, de conseil et de consultation destinées aux sociétés; Activités en matière de marketing et de commercialisation au niveau international; Recrutement d'un coordonnateur/gestionnaire (chargé de gérer le projet et d'organiser des activités communes autour de projets); 75% des dépenses de formation sur une durée pouvant aller jusqu'à six mois 75% du coût des services consultatifs pendant un an au maximum	Centre de promotion des exportations
Aide publique aux créateurs	Promouvoir les activités des sociétés de création à l'étranger	50% des dépenses afférentes aux activités de consultation, à la location de locaux, à la publicité et à la certification, et des redevances d'enregistrement de marques	Union des exportateurs et Ministère de l'économie
Aide publique aux activités de conseil technique à l'étranger	Encourager les bureaux de conseil technique à développer leur activités à l'étranger	Au moins 50% des dépenses afférentes à la location de locaux, à la publicité, aux études de marché, à la participation aux foires et aux conférences, à la réalisation d'études de faisabilité et à la conclusion d'accords	Ministère de l'économie
Aide publique à la promotion des marques turques et à l'amélioration de l'image des produits turcs	Soutenir la création de marques et les activités de positionnement; sociétés et sociétés de commerce extérieur	50% des dépenses de consultants, des frais de location, de publicité, de certification, et des redevances d'enregistrement de marques	Union des exportateurs et Ministère de l'économie

^a La manifestation doit être organisée au moins trois ans à l'avance et mobiliser au minimum 100 sociétés (dont 25 doivent être des sociétés étrangères), sachant qu'une aide ne peut être accordée plus de deux fois pour la même manifestation.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

73. Les zones industrielles organisées bénéficient de parcelles subventionnées; d'infrastructures, notamment de transport et de communication; et de crédits bonifiés. Depuis le lancement de ce programme en 1962, quelque 93 zones industrielles organisées ont été créées et le montant total des crédits accordés entre 2006 et 2010 s'est élevé à 268,5 millions de dollars EU. Les zones industrielles sont établies par le Conseil des ministres en vertu de la Loi sur les zones industrielles.⁵⁵ Le Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie élabore des propositions en vue de la création de zones industrielles et finance l'acquisition de terrains et la mise en place d'infrastructures. Le régime des parcs industriels de petite taille, qui existe depuis 1965, fournit des crédits pour la construction d'ateliers modernes munis d'installations sanitaires appropriées. Les principales activités exercées dans ces parcs sont: la réparation automobile, le travail des métaux et la transformation du bois. Entre 2006 et 2010, la Turquie a créé 35 zones industrielles organisées et 47 parcs de petite taille.

74. La KOSGEB, qui a pour objet de promouvoir le développement des PME, offre des services liés à la production, à la commercialisation et au contrôle de la qualité et propose des programmes de soutien comme le Projet de soutien aux PME ou le Projet thématique, ainsi que des projets concernant la coopération-collaboration, la recherche-développement, l'innovation et l'activité industrielle, l'esprit d'entreprise et les PME évoluant sur le marché général et les marchés émergents. Les zones de

⁵⁵ Loi n° 4737 sur les zones industrielles, publiée au Journal officiel du 19 janvier 2002.

développement technologique ont pour vocation de promouvoir la mise au point de technologies ou de logiciels et d'offrir les moyens de recherche-développement nécessaires grâce à la coopération entre les universités, les instituts de recherche et le secteur privé.⁵⁶ Des aides financières sont accordées notamment pour l'achat de terrains, la création d'infrastructures, la construction d'immeubles administratifs, etc. La loi accorde un moratoire des impôts sur les bénéfices et sur les revenus jusqu'à la fin de 2023. Les chercheurs, les programmeurs et le personnel de recherche-développement qui travaillent dans ces zones sont exonérés de tous types d'impôt jusqu'à la fin de 2013. La Turquie a créé 43 zones de développement technologique.

75. La Loi sur le suivi et la supervision des aides publiques, qui est entrée en vigueur le 23 octobre 2010, définit les modalités permettant de garantir que les aides publiques sont bien compatibles avec les dispositions pertinentes des accords conclus et des décisions adoptées entre la Turquie et l'UE. Le Conseil de surveillance et de supervision des aides publiques est chargé du suivi, de la supervision et de l'évaluation de la compatibilité. Ce conseil adresse, s'il y a lieu, des notifications à la Commission européenne et à d'autres autorités compétentes, une fois qu'il a reçu des renseignements pertinents des autorités chargées d'octroyer les aides. La Direction générale des aides publiques tient lieu de secrétariat du Conseil.

ii) Obstacles techniques au commerce, normes et certification

76. La Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie, qui établit l'union douanière entre la Turquie et les CE, engage également la Turquie à adopter les instruments de l'UE nécessaires pour éliminer l'ensemble des obstacles techniques au commerce en ce qui concerne certains produits.⁵⁷ En conséquence, la Turquie a adopté, en 2002, la Loi n° 4703 sur l'élaboration et l'application des règlements techniques visant les produits ainsi que quatre règlements d'application.⁵⁸ Les autorités turques envisagent de modifier cette loi-cadre et ses règlements d'application pour tenir compte des changements apportés en 2008 et 2010 à la législation horizontale de l'UE.

77. C'est le Ministère de l'économie qui est responsable de la bonne application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce au niveau national.⁵⁹ La Turquie a créé deux points d'information nationaux pour les OTC: la Direction générale de la sécurité et de l'inspection des produits (placée sous la tutelle du Ministère de l'économie), en ce qui concerne les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité; et l'Institut turc de normalisation (TSE), pour ce qui est des normes. La Direction générale tient à jour un site Web qui permet d'accéder plus

⁵⁶ La Loi n° 4691 sur les zones de développement technologique a été approuvée par la Grande Assemblée nationale turque le 26 juin 2001.

⁵⁷ Adresse consultée: [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21996D0213\(01\):EN:HTML](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21996D0213(01):EN:HTML).

⁵⁸ La Loi n° 4703 a été publiée au Journal officiel n° 24459 du 11 juillet 2001. Ses règlements d'application sont les suivants: i) le Règlement sur la notification des lois concernant les règlements techniques et les normes entre la Turquie et les CE (Journal officiel n° 24715 du 3 avril 2002); ii) le Règlement sur l'apposition et l'emploi de la marque de conformité CE sur les produits; iii) le Règlement sur les organismes d'évaluation de la conformité et les organismes notifiés; et iv) le Règlement sur la surveillance du marché et l'inspection des produits. Les trois derniers règlements ont été publiés au Journal officiel n° 24643 du 17 janvier 2002 et sont entrés en vigueur le 11 janvier 2002. On trouvera un descriptif des principales dispositions de la législation de 2002 dans OMC (2003).

⁵⁹ La Turquie a notifié les mesures qu'elle a prises en vue de mettre en œuvre et d'administrer l'Accord OTC en 1997 (document de l'OMC G/TBT/2/Add.33). Le Règlement sur l'exécution des notifications prévues par l'Accord OTC, qui constitue également le cadre juridique pour la création des points d'information nationaux, a été publié au Journal officiel n° 22965 du 15 avril 1997.

facilement aux notifications des OTC et d'obtenir les avis des parties prenantes au sujet de l'application des mesures et des difficultés d'accès aux marchés.⁶⁰

a) Normes

78. Le TSE élabore et applique les normes visant tous les types de matériel et de produits fabriqués ou importés en Turquie depuis 1960. Il est membre de plein droit de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI). À l'échelon communautaire, il est membre associé du Comité européen de normalisation (CEN) et du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC).⁶¹ La Turquie est également membre de l'Union internationale des télécommunications (UIT), mais cette participation relève du Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications.

79. Le TSE a accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes en 1995.⁶² Il publie par ailleurs un programme de travail annuel.⁶³ Un délai (minimum) de deux mois est prévu pour la présentation d'observations en ce qui concerne les projets de normes, selon la teneur et les spécificités du texte. Jusqu'à présent, la Turquie a adopté 33 097 normes, facultatives par définition. D'après les informations communiquées par les autorités turques, le TSE a incorporé près de 99% des normes CEN et CENELEC dans les normes nationales. On présume que les fabricants qui appliquent les normes turques harmonisées avec les normes de produit européennes se conforment aux prescriptions des Directives connexes des CE et aux règlements techniques turcs équivalents.

b) Règlements techniques

80. Le Régime des règlements techniques et des normes applicables au commerce extérieur, entré en vigueur en 1995 et modifié par le Décret n° 9454/2005, constitue le dispositif national se rapportant aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité de la Turquie.⁶⁴ Il est provisoire et révisé chaque année en fonction des progrès de la transposition de la législation européenne dans le système juridique turc. Les règlements techniques imposent des prescriptions et des spécifications sur les produits fabriqués dans le pays ou importés, y compris des normes concernant la santé et la sécurité, l'environnement et l'étiquetage.

81. D'après les autorités nationales, la Turquie a transposé environ 82% des directives sectorielles de l'UE dans sa réglementation technique, dont 222 règlements techniques et 24 directives relevant de la "nouvelle approche", qui visent des produits tels que les équipements terminaux de radio et de télécommunications, les piles et les accumulateurs, les jouets, les équipements de protection individuelle, les produits de construction, les appareils médicaux, les appareils à gaz, les explosifs à usage civil et les ascenseurs. Les directives transposées couvrent environ 70% des produits manufacturés importés par la Turquie et imposent diverses prescriptions et spécifications techniques.⁶⁵ Les contrôles ayant pour objet d'évaluer la conformité de ces produits sont réalisés dans le cadre de

⁶⁰ Adresse consultée: <http://www.teknikengel.gov.tr>.

⁶¹ Le TSE a demandé, en 2010, à devenir membre de plein droit du CEN et du CENELEC et il espère que les démarches à cet effet seront achevées d'ici à la fin de 2011.

⁶² Se reporter au document de l'OMC G/TBT/CS/N/35 du 15 avril 1996.

⁶³ Adresses consultées: http://www.standardsinfo.net/info/docs_wto/SCD_Update_FR.pdf; et <http://www.tse.org.tr/TSEIntWeb/Standard/Versiyon/IsProgrami.aspx?Durum=EN>.

⁶⁴ Le régime est posé par le Décret n° 96/7794 et des communiqués.

⁶⁵ Renseignements affichés par le US Commercial Service, "Doing Business in Turkey: 2011 Country Commercial Guide for US Companies". Adresse à consulter: <http://export.gov/turkey/doingbusinessinturkey/index.asp>.

communiqués annuels.⁶⁶ D'autres communiqués concernent des groupes de produits régis par d'autres textes de loi ou soumis à des règles ou prohibitions à l'importation, comme par exemple les déchets contrôlés ou prohibés, les stupéfiants, les produits chimiques, les combustibles solides, les produits pharmaceutiques et les déchets de métaux contrôlés ou prohibés.⁶⁷

82. Les règlements techniques sont élaborés par les ministères et/ou par d'autres autorités compétentes et sont publiés au Journal officiel. Le Ministère de l'économie supervise ce processus. Il est chargé d'harmoniser les règlements techniques turcs horizontaux avec la législation technique de l'UE et fait office de point de contact pour la notification à la Commission européenne des projets de règlements techniques nationaux incorporant la législation communautaire.⁶⁸ Après la tenue de consultations et l'apport de modifications, la législation turque confirmée est publiée au Journal officiel.⁶⁹

83. Tous les règlements techniques et toutes les procédures d'évaluation de la conformité établis et mis en œuvre par les Ministères et d'autres autorités compétentes sont publiés au Journal officiel, qui peut être consulté gratuitement sur Internet. La Turquie ne publie pas d'avis concernant les projets de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité; elle n'a pas notifié à l'OMC les projets de règlements techniques qui font actuellement l'objet d'une harmonisation avec la législation de l'UE car cette dernière aurait déjà été notifiée. Toutefois, étant donné qu'il faut faire preuve d'une transparence toujours plus grande à l'échelon international, la Turquie est en train de revoir sa position, et le point d'information national pour les OTC engage vivement les ministères et les autres institutions publiques à notifier leurs règlements techniques. Elle fournira, sur demande, le texte intégral des projets de mesures (en anglais si possible, sinon en turc). Elle prévoit en général un délai de 60 jours pour la présentation des observations.

84. Les Communiqués sur les normes applicables au commerce extérieur sont révisés chaque année de manière à tenir compte des questions découlant du processus de mise en œuvre ou des propositions et avis recueillis auprès des secteurs public et privé. En cas d'urgence, un communiqué peut également être modifié dans le courant de l'année. Les modifications apportées au régime peuvent comprendre la suppression de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité.⁷⁰

85. Le cadre législatif turc concernant le marquage, l'étiquetage et l'emballage, qui a très peu évolué depuis 2007, repose essentiellement sur trois règlements techniques: la norme TS 4331 sur le marquage, l'étiquetage et l'emballage des matériaux et produits vendus conditionnés; la norme TS 1418 sur l'étiquetage des textiles; et la norme TS 6429 sur le marquage au moyen de couleurs ou

⁶⁶ Communiqués sur la normalisation pour le commerce extérieur n° 2011/8, n° 2011/9, n° 2011/14, n° 2011/16, n° 2011/29 et n° 2011/39.

⁶⁷ Communiqués sur la normalisation pour le commerce extérieur n° 2011/1 à 7, n° 2011/20 et n° 2011/23.

⁶⁸ La Turquie participe à un système de notification des règlements techniques à l'échelle de l'Union européenne, en vertu de la Directive 98/34/CE. Elle a intégré ce système en 2002 et communiqué sa première notification en 2004; elle a jusqu'à présent notifié 36 règlements techniques nationaux.

⁶⁹ Dans le cadre de la législation reposant sur une "nouvelle approche", la Commission européenne et la Turquie signent une déclaration attestant que le règlement technique turc concerné est pleinement compatible avec la directive pertinente de l'UE.

⁷⁰ Depuis 2007, la Turquie a annulé des communiqués concernant les importations de combustibles liquides, de cosmétiques et de détergents; a remanié un communiqué sur les importations de déchets potentiellement dangereux et de déchets de métaux (à l'exception des contrôles douaniers destinés à établir une contamination radioactive); et a considérablement réduit le nombre de produits soumis à des inspections en douane (se reporter en particulier aux Communiqués n° 2011/1 et n° 2011/9).

de caractères alphanumériques à des fins électrotechniques. Des étiquettes clairement visibles et lisibles indiquant le prix, le lieu de production et les caractéristiques principales doivent être apposées sur les marchandises vendues au détail ou sur leur emballage ou récipient.⁷¹ Lorsqu'il n'est pas possible d'apposer ces étiquettes sur une marchandise, il faut établir et afficher des listes aisément accessibles contenant les informations requises. Les prescriptions en matière de marquage, d'étiquetage et d'emballage sont identiques pour les produits d'origine nationale et les produits importés.

86. Le marquage, l'emballage et l'étiquetage des produits pharmaceutiques sont régis par le Décret sur l'étiquetage et l'emballage, qui renvoie à la Loi n° 1262; et le marquage, l'emballage et l'étiquetage des cosmétiques sont régis par le Décret renvoyant à la Loi n° 3977. Les produits du tabac et les boissons alcooliques doivent porter une vignette fiscale adhésive avec marquage de sécurité de manière à garantir le paiement des taxes, en application du Communiqué n° 1 sur le système de suivi et de traçage des produits du tabac et des boissons alcooliques conformément à l'article 257(*bis*) de la Loi sur la procédure fiscale n° 213.

c) Procédures d'évaluation de la conformité

87. Les procédures d'évaluation de la conformité de la Turquie varient selon que le produit relève ou non de directives transposées de l'UE et en fonction du niveau de risque. Tous les produits visés par les directives de la nouvelle approche de l'UE doivent porter la marque "CE". Pour certains produits, la marque "CE" est obtenue par le biais d'organes désignés par les autorités publiques compétentes et notifiée à la Commission européenne par le Ministère de l'économie.⁷² D'autres sont accompagnés d'une déclaration de conformité (avec les prescriptions de la marque "CE") émanant du fournisseur. Les produits qui n'entrent pas dans le cadre des directives de la nouvelle approche doivent remplir les conditions fixées par les règlements techniques pertinents de la Turquie en matière d'accès au marché.

88. Les produits à haut risque ainsi que d'autres produits énumérés dans les annexes des communiqués sur la normalisation du commerce extérieur doivent faire l'objet de contrôles supplémentaires. Les procédures de certification et d'évaluation de la conformité relèvent du Ministère de l'environnement et de l'urbanisation pour les produits liés à l'environnement comme les déchets dangereux, les combustibles solides et les déchets de métaux, et du Ministère de la santé pour les produits médicaux, les produits pharmaceutiques et les stupéfiants. Pour plusieurs produits importés, le Ministère de la santé, le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage ou le Ministère de l'environnement et de l'urbanisation délivrent également des "certificats de contrôle".⁷³

⁷¹ Sauf dans le cas de quelques produits, le mode d'emploi et les instructions d'entretien doivent être rédigés en turc et accompagner tous les produits industriels. Lorsque des biens ou services offerts aux consommateurs peuvent menacer leur santé physique ou mentale ou l'environnement, il est obligatoire d'inscrire sur le produit ou dans le mode d'emploi des renseignements et une mise en garde de façon clairement visible et lisible.

⁷² En tout, 18 organes de certification et d'évaluation de la conformité ont été désignés pour appliquer les procédures d'évaluation de la conformité en prévision des prescriptions de 13 directives de la nouvelle approche de l'UE.

⁷³ Voir les Communiqués sur la normalisation du commerce extérieur n° 2011/5, 2011/6, 2011/17 et 2011/20. Les certificats de contrôle sont délivrés pour des produits comme les produits pharmaceutiques, certains médicaments, les substances chimiques organiques, les vaccins, les produits chimiques, les matériaux issus de la sylviculture, les produits alimentaires, les plantes et les animaux vivants, les graines et semences végétales, les produits du règne animal, les produits vétérinaires et les hormones. Le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage applique des méthodes d'analyse des risques pour contrôler,

Le Ministère de l'économie a chargé l'Institut turc de normalisation (TSE) de procéder aux évaluations de la conformité sur des produits industriels importés comme les machines, les produits relevant de la Directive sur la basse tension (LVD) ou de la Directive sur la compatibilité électromagnétique (EMC), les accessoires et les segments de piston.⁷⁴ Le TSE supervise également les services de métrologie et d'étalonnage industriel ainsi que des laboratoires aux fins de l'évaluation de la conformité et la certification.⁷⁵ Alors que les produits à haut risque en provenance de l'UE qui portent la marque CE en sont dispensés, les importations de pays tiers doivent remplir les conditions en matière d'inspection et de documentation fixées dans les communiqués sur la normalisation du commerce extérieur.⁷⁶ Les contrôles à l'importation de produits relevant d'autres directives de l'EU sont effectués par des inspecteurs des bureaux provinciaux du Ministère de l'économie. Un nouveau système turc de sécurité des produits a été mis en place à la fin de l'année 2010 pour faciliter les contrôles électroniques fondés sur le risque de produits à l'exportation et à l'importation.

89. Le TSE assure les services de certification pour les normes TS-EN-ISO 9001:2000, TS-EN-ISO 14001, TS 13001 (HACCP) et TS 18001 (OHSAS).⁷⁷ En août 2007, le TSE avait délivré plus de 52 000 certificats de produits/services.⁷⁸ Le TSE s'occupe également de la certification de la qualité et des systèmes et est chargé de former et de certifier le personnel dans les domaines de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Les procédures d'essai sont reconnues en vertu d'accords de réciprocité conclus entre la Turquie et les États membres des CE. En 1998, le TSE est devenu membre du système CEI d'essais de conformité aux normes de sécurité de l'équipement électrique (connu sous le nom de "Système IEC-EE-CB"), dans le but d'obtenir la reconnaissance mutuelle des résultats des essais de conformité aux normes CEI concernant la sécurité des appareils électriques et, en 1999, il a signé plusieurs arrangements de reconnaissance mutuelle dans le cadre de la Directive LVD.

90. La Direction turque de l'accréditation (TURKAK) a été mise en place en 2000. Elle est responsable de l'agrément des organismes nationaux et étrangers d'évaluation de la conformité et doit veiller à ce que leurs services d'essai, de certification et d'inspection soient conformes aux normes nationales et internationales.⁷⁹ La TURKAK est membre de plein droit de la Coopération européenne

notamment, les animaux, les plantes, les produits alimentaires, les semences et les produits vétérinaires importés.

⁷⁴ Voir les Communiqués sur la normalisation du commerce extérieur n° 2011/1 et 2011/9.

⁷⁵ La portée des services d'inspection et le mode exact de fonctionnement du TSE sont définis chaque année dans une législation publiée par l'UFT; actuellement, il s'agit du Communiqué n° 2011/1.

⁷⁶ Informations en ligne du service commercial des États-Unis. Adresse consultée: <http://export.gov/turkey/doingbusinessinturkey/index.asp>.

⁷⁷ L'analyse des dangers – points critiques pour leur maîtrise est une méthode préventive systématique permettant, notamment, d'identifier des dangers potentiels. Le système de gestion de la santé et de la sécurité au travail est une spécification internationale dans ce domaine. Des certificats de conformité aux normes TS-EN-ISO 9000 et TS-EN-ISO 14001 ont été accordés à 3 091 et 303 entreprises, respectivement.

⁷⁸ Les importations effectuées par des producteurs certifiés pour leurs propres besoins sont exemptes d'inspection, tout comme les matières importées employées dans la fabrication de produits manufacturés certifiés par le TSE.

⁷⁹ La Turquie compte près de 5 000 laboratoires publics et privés et 120 organismes de certification. Au 30 septembre 2011, la TURKAK avait accrédité 357 laboratoires d'essai, 67 laboratoires d'étalonnage, trois laboratoires médicaux, 72 organismes d'inspection, 53 organismes de certification des systèmes de gestion de la qualité, 39 organismes de certification des systèmes de gestion de l'environnement, 16 organismes de certification des systèmes de gestion de la sécurité des aliments, cinq organismes de certification des systèmes de gestion des dispositifs médicaux, des organismes de certification des systèmes de gestion de la sécurité de l'information, 27 organismes de certification de produits et 16 organismes de certification des systèmes de gestion du personnel.

en matière d'accréditation, du Forum international de l'accréditation (IAF) et de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC). L'Association pour l'évaluation de la conformité (UDDer), établie en 2006, réunit 65 parties prenantes turques et vise à encourager le développement d'activités d'évaluation de la conformité en Turquie, y compris leur reconnaissance aux niveaux national et international. En vertu de la Loi n° 1705, la Direction générale des mesures et des normes du Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie est aussi responsable des systèmes de contrôle qualité concernant la métrologie légale, des systèmes d'étalonnage des laboratoires d'essai et de la supervision du fonctionnement des laboratoires privés conformément à la Loi n° 3516 de 1989 sur les mesures et l'étalonnage.

91. Tous les produits, qu'ils soient importés ou fabriqués au niveau national, sont soumis aux activités de surveillance des marchés exercées par dix administrations publiques.⁸⁰ Le Ministère de l'économie assure la coordination entre ces administrations par le biais du Comité de coordination de la surveillance du marché. Le Ministère établit des rapports annuels qui comprennent des informations et des statistiques sur les activités de surveillance du marché.

92. Depuis 2007, la Turquie a présenté six notifications de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité concernant des mesures relatives à des produits de construction, des engrais, de l'huile d'olive, des produits alimentaires et des aliments pour animaux. Par ailleurs, l'Ukraine a notifié à l'OMC un Mémorandum d'intention entre l'Ukraine et la Turquie relatif à la coopération dans les domaines de la réglementation technique, de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de la protection des consommateurs.⁸¹ La Turquie a également conclu plusieurs autres accords de coopération, par exemple avec la Chine, les États membres de l'AELE, Israël, la Bulgarie, l'Iran et le Liban, en matière de normalisation, de métrologie et d'évaluation de la conformité.

93. Depuis 2007, quatre préoccupations commerciales spécifiques ont été exprimées à l'encontre de la Turquie au Comité des obstacles techniques au commerce.⁸² Ces préoccupations font état d'un manque de transparence dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des mesures, de notifications à l'OMC incomplètes et inopportunes et du délai insuffisant octroyé pour s'adapter aux prescriptions pertinentes.⁸³

⁸⁰ Les organes de surveillance des marchés sont les suivants: le Ministère des sciences, de l'industrie et de la technologie; le Ministère des douanes et du commerce; le Ministère du travail et de la sécurité sociale; le Ministère de la santé; le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage; et le Ministère de l'environnement et de l'urbanisation; le Sous-secrétariat du premier ministre aux affaires maritimes; l'Autorité de réglementation du marché de l'énergie; l'Agence de réglementation des marchés du tabac, des produits de tabac et des boissons alcoolisées; et l'Office des technologies de l'information et des communications.

⁸¹ Document de l'OMC G/TBT/10.7/N/89 du 1^{er} octobre 2008.

⁸² Ces préoccupations sont relatives au système turc de suivi employé pour les produits du tabac et les boissons alcooliques, aux inspections de l'équipement médical importé, aux exigences en matière de documentation pour les dispositifs médicaux et au système turc d'inspection des bonnes pratiques de fabrication des produits pharmaceutiques.

⁸³ Voir les documents de l'OMC G/TBT/M/42, 43, 47, 50, 51, 52 et 53. Dans le même temps, la Turquie a soulevé des préoccupations commerciales spécifiques concernant trois mesures et a exercé ses droits en participant en tant que tierce partie à deux différends relatifs à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (produits du thon et cigarettes aux clous de girofle).

iii) Mesures sanitaires et phytosanitaires

94. La Turquie est membre de plein droit de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et de la Commission du Codex Alimentarius, et elle est en train d'harmoniser sa réglementation avec les normes internationales fixées par ces institutions.⁸⁴ La législation SPS de la Turquie se fonde sur plusieurs lois: la Loi n° 5996 sur les services vétérinaires, la santé des plantes, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (2010), qui regroupe plusieurs lois antérieures dans ce secteur; la Loi sanitaire n° 1593 de 1930; la Loi n° 1380 sur les pêches, telle que modifiée par la Loi n° 3288 de 1986; le Règlement turc sur le Codex des produits alimentaires (1997), actuellement en cours de révision; et la Loi sur la quarantaine agricole.⁸⁵ En 2010, la Turquie a adopté une Loi sur la biosécurité et une réglementation connexe sur les OGM qui couvrent tous les aspects de la biotechnologie agricole en Turquie et exigent que les produits d'alimentation humaine ou animale qui contiennent des OGM soient étiquetés en tant que tels.⁸⁶ La Turquie continue également à transposer l'acquis de l'UE dans sa législation relative au domaine alimentaire.

95. La Turquie n'opère aucune distinction entre les produits d'origine nationale et les produits importés en matière de contrôles sanitaires. Pour importer des produits agricoles et alimentaires, il faut un certificat de contrôle délivré par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.⁸⁷ Le Ministère de la santé délivre des certificats de contrôle pour l'importation de produits pharmaceutiques, des drogues, certains produits médicaux consommables, des produits cosmétiques et des détergents. Pour l'importation des produits de la sylviculture, le certificat de contrôle est délivré par le Ministère de l'environnement et de l'urbanisation, en coordination avec le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.⁸⁸ Des listes de produits soumis à des certificats de contrôle sont publiées chaque année. Le communiqué connexe est rédigé en coordination par les deux ministères susmentionnés.

96. Selon le type de produit, le certificat de contrôle délivré par le ministère concerné doit être accompagné d'une facture pro forma, d'un certificat sanitaire, d'un certificat d'analyse, d'une formule ou d'une liste des ingrédients, d'un certificat de pedigree et d'un rapport de mesure des radiations. Tous les documents doivent être délivrés et/ou approuvés par les autorités compétentes du pays producteur, dans la langue originale avec une traduction en turc.⁸⁹ En ce qui concerne les animaux vivants et certains produits du règne animal, l'importateur ou les personnes chargées de l'expédition doivent obtenir une autorisation préalable (c'est-à-dire avant l'importation) de l'autorité compétente. Les certificats et autres documents pertinents doivent être présentés durant les contrôles au point d'entrée ou sur le territoire douanier où l'importation a lieu. Les contrôles vétérinaires comprennent une vérification des documents, des contrôles d'identité et des contrôles physiques. Il n'est pas

⁸⁴ Pour un résumé complet des lois, réglementations et prescriptions turques, voir USDA Foreign Agriculture Service (2011).

⁸⁵ Selon la Loi sur la quarantaine agricole, les animaux vivants qui entrent sur le territoire turc doivent être mis en quarantaine pendant 21 jours et les contrôles vétérinaires effectués dans le pays exportateur peuvent être renouvelés en Turquie.

⁸⁶ Par suite d'une proposition de la Commission de la biosécurité, le seuil d'OGM requis pour l'étiquetage a été fixé à 0,9% pour les gènes approuvés.

⁸⁷ L'annexe VI du Communiqué sur la normalisation du commerce extérieur contient une liste A pour les "produits nécessitant des certificats de contrôle" et une Liste B pour les "autres produits".

⁸⁸ Dans certains cas, il n'est pas obligatoire d'obtenir le certificat si l'importateur peut garantir aux autorités que les produits importés sont destinés à des fins précises ou à son propre usage.

⁸⁹ Dans le cas de produits alimentaires et de matériaux pour contact alimentaire, seul un certificat sanitaire doit être obtenu auprès des autorités compétentes du pays producteur et/ou être approuvé par elles.

nécessaire de présenter aux autorités douanières les documents de contrôle relatifs aux aliments pour animaux et aux denrées alimentaires d'origine non animale au cours de l'importation.⁹⁰ Les certificats de contrôle ont une durée de validité allant de quatre à 12 mois selon le produit.

97. La Turquie a signé des accords de coopération pour empêcher la propagation de maladies animales par le commerce et le transit d'animaux vivants et de produits du règne animal, de médicaments vétérinaires, d'aliments pour animaux et d'autres produits qui peuvent avoir des effets sur la santé des animaux.⁹¹ En outre, elle a signé avec l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, la France, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des accords bilatéraux visant l'emploi de certificats sanitaires et phytosanitaires.

98. Un foyer de grippe aviaire est apparu pour la première fois en Turquie en octobre 2005, et de nouveaux foyers se sont ensuite déclarés en 2006, entraînant l'abattage de 2,5 millions d'oiseaux. Aucun cas de grippe aviaire chez l'homme ou l'animal en Turquie n'a été rapporté depuis avril 2008. Des campagnes de vaccination ont été lancées contre de nouvelles souches du virus de la fièvre aphteuse, et la vaccination s'est poursuivie contre d'autres maladies telles que la brucellose, la peste des petits ruminants, la maladie du charbon, la clavelée et la variole caprine, la fièvre catarrhale du mouton, la maladie de Newcastle et la rage.

99. Concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires, le point d'information national et l'autorité chargée des notifications de la Turquie est la Direction générale de l'alimentation et du contrôle du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.⁹² La Turquie notifie à l'OMC les nouvelles mesures sanitaires et phytosanitaires affectant le commerce et une période de six mois est prévue avant l'entrée en vigueur des règlements concernés.

100. Depuis son précédent examen en 2007, la Turquie a présenté à l'OMC 23 notifications liées aux mesures SPS, qu'il s'agisse de notifications périodiques ou d'addenda ou de corrigenda à des notifications précédentes.⁹³ Une préoccupation commerciale spécifique a été exprimée au Comité SPS concernant la nouvelle législation de la Turquie en matière de biosécurité.⁹⁴ La Turquie a exercé ses droits en participant en tant que tierce partie à un différend récent relatif à l'Accord SPS.⁹⁵

⁹⁰ À la place, le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage envoie des lettres officielles au bureau de douane concerné en précisant si les importations sont conformes ou non.

⁹¹ La Turquie a signé des accords de coopération avec l'Algérie, l'Allemagne, la Bulgarie, l'Iran, les Pays-Bas, la Syrie et la Tunisie. Elle est en négociation avec l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Croatie, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Koweït, l'ERYM, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine.

⁹² Il s'agissait auparavant de la Direction générale de la protection et du contrôle du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'élevage.

⁹³ La Turquie a également publié des avis de mesures SPS dans son Journal officiel, et toutes les mesures SPS en vigueur en Turquie sont disponibles sur le site Internet de la Direction générale de la protection et du contrôle (<http://www.gkgm.gov.tr/>).

⁹⁴ Voir les documents de l'OMC G/SPS/R/59, paragraphes 30 à 33; G/SPS/R/61, paragraphes 34 à 36; et G/SPS/R/62, paragraphes 59 à 61. Auparavant, plusieurs préoccupations avaient été exprimées au sujet d'une interdiction des importations d'animaux sur pied (1998), d'une interdiction des importations d'aliments pour animaux de compagnie en raison du risque de transmission de l'encéphalopathie spongiforme (2000) et de certificats de contrôle pour les importations de bananes (2001).

⁹⁵ Document de l'OMC DS392; "États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine".

iv) Zones franches, zones économiques spéciales

101. La Loi n° 3218 du 15 juin 1985 sur les zones franches et le Règlement de 1993 sur les zones franches définissent le cadre juridique de base des activités des 19 zones franches de Turquie. La réglementation est conçue, entre autres, pour promouvoir l'investissement étranger direct et les coentreprises dans des activités à vocation exportatrice, pour faciliter l'accès aux matières premières et équipements importés à des conditions favorables, et pour créer des emplois. Les zones franches ont aussi pour objectif de promouvoir le développement régional. La création et l'exploitation des zones franches se font généralement dans le cadre d'entités mixtes (souvent avec un contrat de construction-exploitation-transfert, comme dans les zones franches de la mer Égée, de Kocaeli, d'Adana-Yumurtalik et de Samsun). Les investisseurs peuvent construire leurs propres locaux dans les zones franches, bien que celles-ci disposent de bureaux, d'ateliers ou d'entrepôts qui peuvent être loués. Les licences sont délivrées pour une durée de 15 ans dans le cas des locataires (30 ans pour ceux qui construisent leurs propres locaux). S'il s'agit d'une licence pour une activité de production, sa durée est prolongée à 20 et 45 ans pour les locataires et les investisseurs, respectivement.

102. Des avantages financiers sont accordés dans les zones franches, notamment l'exemption des droits de douane et redevances, l'exonération des impôts sur les bénéfices, les revenus et la valeur ajoutée, le rapatriement gratuit des gains, le rapatriement de l'intégralité des capitaux sans autorisation préalable et l'absence de restrictions sur les opérations de change. Des nouveaux aménagements au régime d'incitations fiscales ont été apportés dans les zones franches en vertu de la Loi n° 5084 du 29 janvier 2004 sur la promotion de l'investissement et de l'emploi. Conformément à cette loi, toutes les exonérations, à l'exception de celles qui sont accordées à des entreprises déjà établies, devaient être supprimées au 31 décembre 2008. Cependant, en vertu de la Loi n° 5810 du 12 novembre 2008 (modifiant la Loi n° 3218), seuls les usagers des zones franches titulaires d'une licence de production bénéficient de l'exonération de l'impôt sur le revenu et les bénéfices. Cette exonération s'applique jusqu'à la fin de la période fiscale de l'année où la Turquie deviendra membre de plein droit de l'UE.⁹⁶

103. Les entreprises établies dans les zones franches opèrent dans un très large éventail d'activités, notamment les industries de haute technologie, le travail du cuir et l'entreposage. Toutes les activités industrielles, commerciales ou de service peuvent être conduites dans les zones franches sous réserve de l'agrément du Haut Comité de la planification (SPB), en vertu de l'article 10 du Règlement sur les zones franches. Les services de banque et d'assurance de nature extranationale ne sont pas autorisés. Le courtage en douane peut être exercé par l'acquisition d'une licence d'activité ou d'un document de visa d'entrée.⁹⁷ L'introduction d'armes à feu et de munitions, de substances radioactives et de déchets dangereux et toxiques est prohibée (par l'article 32 du Règlement). Les produits inflammables, les explosifs, les combustibles, les substances comburantes et les matières présentant un danger pour d'autres substances ne peuvent être introduites qu'aux termes d'un arrangement spécial ou sous réserve de l'existence de locaux conçus à cet effet. Le mouvement des substances narcotiques, des substances psychotropes et des substances chimiques connexes, ainsi que les préparations auxquelles elles donnent lieu, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone, sont assujettis aux dispositions nationales et internationales dont l'application relève du Ministère de la santé.

⁹⁶ Les usagers des zones franches titulaires d'une licence autre qu'une licence pour une activité de production après le 6 février 2004 n'ont pas droit aux exonérations de l'impôt sur le revenu et sur les bénéfices. Pour ceux qui sont titulaires d'une licence d'exploitation à la date susmentionnée, l'exonération de l'impôt sur les bénéfices reste applicable pendant toute la durée de validité de la licence, alors que l'impôt sur le revenu doit être payé à partir de 2009.

⁹⁷ En vertu de l'article 50 du Règlement sur la mise en place de zones franches, modifié le 22 avril 2010.

104. Bien que les investisseurs étrangers bénéficient des mêmes incitations que les investisseurs turcs, et que la part de capitaux étrangers dans les investissements effectués dans les zones franches ne soit pas limitée, la plupart des entreprises établies dans ces zones sont d'origine turque. À la fin de 2010, les zones franches comptaient 2 532 entreprises, dont 470 étaient des entreprises étrangères.⁹⁸ Les ventes des zones franches vers le marché turc sont supérieures aux ventes vers d'autres pays (tableau III.18). Les ventes au sein du territoire douanier national sont soumises au régime d'importation NPF de la Turquie, y compris le paiement de droits et taxes à l'importation.⁹⁹ Les livraisons du marché intérieur vers les zones franches représentent environ un quart de la valeur "d'importation" des zones. Les fournisseurs nationaux n'ont pas droit aux incitations applicables dans les zones franches.

Tableau III.18

Activité commerciale des zones franches, 2007-2010

(Millions de \$EU et %)

	2007		2008		2009		2010	
	\$EU	%	\$EU	%	\$EU	%	\$EU	%
Des zones franches vers le marché intérieur	7 917	32,22	7 262	29,55	5 174	29,14	5 291	28,49
Du marché intérieur vers les zones franches	3 045	12,39	3 195	13	2 177	12,26	2 295	12,36
Des autres pays vers les zones franches	8 300	33,78	8 248	33,56	5 493	30,93	6 626	35,67
Des zones franches vers les autres pays	5 311	21,61	5 873	23,90	4 914	27,67	4 361	23,47
Total	24 573	100	24 578	100	17 757	100	18 572	100

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

v) Transit

105. Les dispositions de base relatives aux formalités douanières pour les marchandises en transit sont définies aux articles 84 à 92 de la Loi douanière. De façon générale, les marchandises en transit ne sont pas examinées par l'administration douanière au point d'entrée. Si nécessaire, les cargaisons peuvent être scellées ou escortées par des fonctionnaires de douane. En cas de suspicion ou de dénonciation, les marchandises en transit peuvent être inspectées; si le responsable le souhaite, lui-même, son représentant ou le transporteur peut être présent. Le Ministère des douanes et du commerce peut adopter des règlements concernant l'examen des marchandises en transit et les délais de transit, les trajets, et les points de contrôle ou de halte pour les marchandises transportées par voie terrestre. Les délais, les trajets et les points de contrôle ou de halte sont réglementés par la Convention TIR. Les directions régionales compétentes du Ministère de l'économie peuvent autoriser le transit de marchandises assujetties à une prohibition à l'importation. Les marchandises en transit font l'objet de redevances douanières pour les services fournis par les douanes (par exemple, pour charger, décharger, sceller ou entreposer).

⁹⁸ Le nombre correspondant de licences d'exploitation était de 3 235 et 598, respectivement.

⁹⁹ Les titulaires de licences d'exploitation délivrées avant le 6 février 2004 payent également une taxe comprise entre 0,1% (valeur c.a.f.) et 0,9% (valeur f.a.b.) sur les produits apportés dans la zone depuis l'étranger et/ou vendus de la zone vers la Turquie. Ce droit ne s'applique pas aux licences d'exploitation délivrées actuellement.

vi) Commerce de compensation et troc

106. La Turquie ne dispose pas de règlement précis sur le commerce de compensation et le troc, le "Communiqué n° 4/2006 concernant les exportations effectuées au moyen du troc" ayant été supprimé par le Communiqué n° 10/2008. Ces pratiques relèvent donc du Règlement sur les exportations.

107. Les achats civils de contrepartie sont administrés par le Ministère de l'économie et réglementés par le Communiqué n° 6/2007. Deux programmes d'achats de contrepartie dans le domaine de l'aéronautique civile ont débuté en 1998 et 2000 et se sont achevés en 2008 et 2010, respectivement.

vii) Marchés publics

108. La législation de base de la Turquie en matière de marchés publics, qui se compose de la Loi n° 4734 de 2002 sur les marchés publics et de la Loi n° 4735 de 2002 sur les contrats de marchés publics, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003. Ces lois ont été complétées par i) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les services; ii) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les marchandises; iii) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les travaux; iv) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les services de conseil; v) le Règlement sur la passation électronique des marchés publics; et vi) le Règlement sur les demandes d'examen administratif concernant les marchés publics.

109. La Loi sur les marchés publics a été modifiée à plusieurs reprises, en particulier en décembre 2008 par le biais de la Loi n° 5812, afin d'harmoniser la législation turque relative aux pouvoirs publics avec l'acquis de l'UE. Conçue sur le modèle des directives de l'UE, la Loi n° 5812 adopte de nouveaux instruments comme l'avis préalable, la possibilité d'accords-cadres pour toutes les autorités adjudicatrices, un délai de suspension (entre la décision d'attribution d'un marché public et la conclusion d'un contrat), des dispositions sur la passation électronique des marchés publics (y compris concernant les enchères électroniques, le raccourcissement des délais pour la publication électronique des avis d'appels d'offres, la mise à disposition électronique des documents relatifs aux appels d'offres et des avis d'appels d'offres et la création d'une plate-forme de passation électronique des marchés publics), des procédures simplifiées avec des délais plus courts, une réduction des charges administratives pour les fournisseurs potentiels et des procédures d'examen plus strictes.¹⁰⁰

110. Les procédures de passation des marchés définies dans la Loi sur les marchés publics sont les suivantes: i) la procédure des appels d'offres ouverts, par laquelle tous les fournisseurs peuvent soumissionner. Les avis doivent être publiés au moins 40 jours avant l'ouverture du processus de soumissionnement; ii) la procédure des appels d'offres restreints, par laquelle l'entité contractante suit un processus de préqualification ouvert avant d'inviter des soumissionnaires sélectionnés à présenter une offre¹⁰¹; et iii) les marchés de gré à gré, une procédure applicable sous certaines conditions.¹⁰² Il

¹⁰⁰ Depuis le 1^{er} janvier 2007, les avis relatifs aux appels d'offres couverts par la Loi sur les marchés publics ne sont plus publiés sur papier mais diffusés dans le Bulletin électronique des marchés publics, où les entités contractantes publient également leurs décisions d'adjudication des marchés après signature du contrat. Les avis d'appels d'offres, les documents relatifs aux appels d'offres et les décisions d'adjudication des marchés peuvent être consultés par les personnes concernées sur la Plateforme de passation électronique des marchés publics. Au 1^{er} août 2011, la Plateforme comptait plus de 260 000 utilisateurs enregistrés, dont plus de 22 000 entités contractantes et environ 17 000 soumissionnaires.

¹⁰¹ Les avis de préqualification sont publiés au moins 14 jours avant le délai de dépôt des demandes de préqualification et une lettre d'invitation à soumissionner est envoyée à tous les candidats préqualifiés au moins 40 jours avant la date limite de remise des soumissions.

est parfois possible de passer des marchés directs, par exemple lorsqu'il n'existe qu'un fournisseur ou que la valeur du marché ne dépasse pas 38 144 livres dans le cas d'entités contractantes faisant partie des municipalités et 12 709 pour les autres entités contractantes.¹⁰³

111. Le responsable du marché doit notifier les résultats de l'évaluation à tous les soumissionnaires. Si le premier soumissionnaire choisi refuse le contrat, le marché est passé avec le soumissionnaire classé deuxième. En outre, la Loi sur les contrats de marchés publics définit les principes et modalités de la conclusion et de l'exécution des contrats passés en vertu de la Loi sur les marchés publics, y compris la teneur du contrat, la restriction des reports et les règles de résiliation.

112. Conformément à la Loi sur les marchés publics (article 53), la Direction des marchés publics a été établie afin de veiller à la bonne application de la loi et des règles et modalités de passation des marchés. Tout en étant rattaché au Ministère des finances, la Direction jouit d'une autonomie administrative et financière. Elle se compose d'une présidence, d'un Comité des marchés publics et de différents services.¹⁰⁴ Le Comité des marchés publics est son principal organe décisionnel: il examine les plaintes et, si nécessaire, prends des mesures correctives, y compris des sanctions, l'annulation d'adjudication ou la suspension d'un processus de passation de marché.¹⁰⁵ La Direction des marchés publics a modifié son organisation interne le 16 juillet 2008 pour séparer clairement ses fonctions consultatives de celles relatives aux examens, afin de réduire les risques de conflits d'intérêts.

113. Le champ d'application de la Loi sur les marchés publics s'étend à la plupart des entités et institutions publiques régies par le droit public, contrôlées par l'État ou employant des fonds publics (articles 1^{er} et 2). Une section séparée (article 48 à 52) vise la passation de marchés pour des services de conseil. Les marchés publics non régis par cette loi sont les suivants: achat de biens et de services de certaines institutions publiques (telles que les entités opérant dans les sous-secteurs des télécommunications, du transport, de l'énergie et de l'eau¹⁰⁶); marchés liés à la défense nationale, à la sécurité et au renseignement; marchés financés par des bailleurs de fonds étrangers en vertu d'accords internationaux; achats de biens et de services destinés à des projets de recherche-développement; marchés liés à l'agriculture et à l'élevage; achats de l'Office national des approvisionnements (DMO)¹⁰⁷; et marchés passés par des entités publiques établies à l'étranger, telles que les ambassades

¹⁰² Les marchés de gré à gré se réalisent en deux étapes: des propositions initiales sont demandées pour préciser des aspects tels que les spécifications techniques et les méthodes employées pour répondre aux exigences du marché. Puis les offres définitives sont présentées, y compris le prix. Cette procédure est utilisée, par exemple, lorsque les appels d'offres ouverts ou restreints n'ont pas eu de résultats (aucune offre) ou lorsqu'il est impossible de définir les paramètres techniques ou financiers.

¹⁰³ Pour la passation de marchés directs, la publication d'un avis d'appel d'offres n'est pas requise.

¹⁰⁴ Les dix membres du Comité des marchés publics sont nommés par le Conseil des ministres pour un mandat unique de cinq ans, non renouvelable.

¹⁰⁵ Pour les marchés publics passés dans le cadre de la Loi n° 4734, les plaintes sont adressées aux entités contractantes et les appels sont transmis au Comité des marchés publics. Les plaintes et les appels sont des recours administratifs obligatoires qui doivent être épuisés avant qu'une action en justice soit engagée.

¹⁰⁶ Pour les banques publiques, les marchés de construction entrent dans le cadre de la Loi sur les marchés publics alors que d'autres marchés peuvent relever de la Loi n° 4603 sur les banques.

¹⁰⁷ Les marchés passés par l'Office national des approvisionnements relèvent de la Loi sur les marchés publics. Avant la promulgation de la Loi n° 4734, l'Office national des approvisionnements était une entité contractante qui revendait ensuite les marchandises à d'autres entités publiques. Toutes les entités publiques relevant de la Loi sur les marchés publics doivent acheter à l'Office national des approvisionnements des produits comme les papiers et cartons, les fournitures de bureau, les machines et outils de bureau, les meubles, les appareils d'éclairage et de chauffage, les appareils de nettoyage, les véhicules et leurs accessoires et divers

et les consulats. Les seuils et les plafonds monétaires indiqués dans la loi sont actualisés chaque année par la Direction des marchés publics selon l'évolution de l'indice des prix de gros.¹⁰⁸

114. En vertu de l'article 63 de la Loi sur les marchés publics, les soumissionnaires turcs bénéficient d'une préférence de prix de 15 pour cent. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux coentreprises entre des sociétés turques et étrangères.¹⁰⁹ Pour pouvoir profiter de cette marge de préférence, les soumissionnaires doivent présenter un certificat d'origine délivré par la chambre de commerce de la région où les marchandises ont été produites.¹¹⁰

115. Bien que les procédures d'appels d'offres ouverts et restreints soient les plus utilisées, des préoccupations ont été exprimées car les politiques en matière de marchés publics de la Turquie sont affaiblies par le recours à des exceptions au cadre réglementaire.¹¹¹ En 2010, 27% des marchés publics, représentant 13% de la valeur totale des contrats, ne relevaient pas de procédures d'appels d'offres indiquées dans la Loi sur les marchés publics. De plus, la clause de préférence des prix a été appliquée à 22% de la valeur totale des contrats (ce qui est supérieur au seuil indiqué par la Loi sur les marchés publics).

116. La Turquie participe en tant qu'observateur au Comité des marchés publics de l'OMC depuis juin 1996.¹¹² En cette qualité, elle a suivi les négociations sur la révision de l'Accord sur les marchés publics.

viii) Commerce d'État, entreprises d'État et privatisation

117. Le programme turc de privatisation, qui a commencé en 1984, réduit l'influence du secteur public sur l'économie du pays. Cependant, l'État reste propriétaire de nombreuses banques, sociétés de transport, services publics, entreprises des secteurs énergétique et minier ainsi que d'entreprises de transformation de certains produits agricoles de base (tableau III.19). Beaucoup travaillent dans des conditions de monopoles ou détiennent des droits exclusifs, et leurs déficits entraînent des transferts budgétaires.

autres articles employés dans les administrations. L'Office national des approvisionnements publie la liste des produits disponibles au début de chaque année.

¹⁰⁸ En se fondant sur l'indice de l'année précédente, les nouvelles valeurs entrent en vigueur le 1^{er} février de chaque année. En 2011, les seuils au-dessus desquels les soumissionnaires étrangers pouvaient participer aux appels d'offres étaient de 699 277 livres turques pour les achats de biens et de services d'entités financées par le budget général ou son annexe (1 165 451 livres turques pour les achats de biens et de services des autres entités visées par la Loi sur les marchés publics) et 25,64021 millions pour les constructions destinées aux administrations visées par la Loi sur les marchés publics. En cas d'urgence, les seuils peuvent être mis à jour sur proposition du Comité des marchés publics et après autorisation du Conseil des ministres.

¹⁰⁹ Les entreprises étrangères constituées en sociétés en vertu de la loi turque peuvent prétendre au statut de soumissionnaires nationaux.

¹¹⁰ La chambre de commerce demandera certains documents comme le certificat d'enregistrement délivré par le Ministère de l'industrie et du commerce ou, dans le cas de produits alimentaires, un certificat d'enregistrement délivré par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.

¹¹¹ EU (2010) et USTR (2011). Selon la Commission européenne, la Turquie devra modifier sa législation afin de réduire l'utilisation fréquente d'autres procédures de passation des marchés.

¹¹² Document de l'OMC GPA/M/2 du 23 juillet 1996.

Tableau III.19
Aperçu des entreprises publiques, 2011

Nom de l'entreprise	Domaine d'activité	Part détenue par l'État (%)	Loi pertinente
Secteur manufacturier			
MKEK	Machines et produits chimiques	100,00	Décret-Loi n° 233
DMO	Fourniture de bureau	100,00	Décret-Loi n° 233
SUMER HOLDING	Textiles	100,00	Loi n° 4046
Industries extractives			
ETI MADEN ISLETMELERI	Industries extractives	100,00	Décret-Loi n° 233
TTK	Charbonnages	100,00	Décret-Loi n° 233
TKI	Extraction du lignite	100,00	Décret-Loi n° 233
KBI	Cuivre	100,00	Loi n° 4046
Électricité			
TEIAS	Transport d'électricité	100,00	Décret-Loi n° 233
EUAS	Production d'électricité	100,00	Décret-Loi n° 233
TETAS	Commerce en gros d'électricité	100,00	Décret-Loi n° 233
TEDAS	Distribution et vente au détail d'électricité	100,00	Loi n° 4046
TEMSAN	Équipement électromécanique	Participation subsidiaire	Décret-Loi n° 233
YENIKÖY ELEKTRİK ÜRETİM	Production d'électricité	100,00	Décret-Loi n° 233
KEMERKÖY ELEKTRİK ÜRETİM	Production d'électricité	100,00	Décret-Loi n° 233
Pétrole			
TPAO	Exploration et production de pétrole brut	100,00	Décret-Loi n° 233
BOTAS	Transport de pétrole brut et importation, transport, distribution et vente de gaz naturel	100,00	Décret-Loi n° 233
Agriculture			
TSFAS	Transformation du sucre	100,00	Loi n° 4046
TMO	Commerce de céréales et d'autres produits	100,00	Décret-Loi n° 233
CAYKUR	Transformation du thé	100,00	Décret-Loi n° 233
TTA	Feuilles de tabac, tabac et sel	100,00	Loi n° 4046
EBK	Transformation de la viande et du poisson	100,00	Décret-Loi n° 233
Transport			
TCDD	Services ferroviaires	100,00	Décret-Loi n° 233
TUDEMSAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-Loi n° 233
TULOMSAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-Loi n° 233
TUVASAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-Loi n° 233
DHMI	Administration des aéroports	100,00	Décret-Loi n° 233
KIYEM	Sécurité côtière	100,00	Décret-Loi n° 233
TDI	Administration des ports de mer	100,00	Loi n° 4046
THY	Compagnies aériennes	49,12	Loi n° 4046
Communication			
PTT	Poste et télégraphe	100,00	Décret-Loi n° 233
TURK TELEKOM	Télécommunications	31,68	Lois n° 4046 et 406
TURKSAT	Communication par satellite et télévision par câble	100,00	Loi n° 406
Banque			
TC ZIRAAT BANKASI	Banque (crédits bonifiés à l'agriculture)	100,00	Lois n° 4603 et 5411
T. HALKBANKASI A.S.	Banque	75,02	Lois n° 4603 et 5411
T. KALKINMA.BANKASI A.S.	Banque (développement)	99,08	Lois n° 4456 et 5411
T. IHRACAT KREDİ BANKASI A.S. (T. EXİMBANK)	Banque (crédit à l'exportation)	100,00	Lois n° 3332 et 5411
T. VAKIFLAR BANKASI T.A.O.	Banque	58,45	Lois n° 6219 et 5411

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

118. Le programme de privatisation se déroule conformément à la Loi n° 4046 sur la privatisation de novembre 1994, telle que modifiée. L'Administration de la privatisation (une organisation temporaire d'environ 250 fonctionnaires) en est l'organe exécutif et le Haut Conseil de la privatisation (quatre ministres nommés agissant sous la présidence du Premier Ministre), l'organe décisionnel. L'Administration de la privatisation peut travailler en collaboration avec d'autres ministères et autorités compétentes dans le cadre de la privatisation de certaines entreprises publiques. La Direction de la concurrence contrôle les privatisations et doit donner son autorisation pour certains types de transactions avant qu'elles ne prennent effet juridiquement.¹¹³

119. Les privatisations, qui impliquent souvent une restructuration préalable, sont réalisées par le biais de méthodes différentes, y compris i) la vente d'actifs ou de parts (vente en bloc et/ou offre de souscription publique; ii) la vente ou le transfert des droits d'exploitation; iii) le crédit-bail; iv) l'établissement de droits de propriété autre que la propriété pure et simple; et v) un système de partage des bénéfices et autres dispositifs juridiques, en fonction de la nature de l'entreprise.¹¹⁴ Les actifs sont évalués en appliquant au moins deux des différentes méthodes d'évaluation avant d'être soumis à un appel d'offres. La Commission des appels d'offres peut opter pour la vente aux enchères publique, l'appel d'offres restreint, l'appel d'offres restreint entre soumissionnaires désignés, ou la négociation.¹¹⁵ Une fois que le Haut Conseil de la privatisation a approuvé la transaction, l'Administration de la privatisation contacte le soumissionnaire choisi afin de finaliser le contrat, les conditions de paiement et le transfert des actifs. Le Haut Conseil de la privatisation a établi une "action privilégiée" pour cinq entreprises en raison de leur importance stratégique: Turkish Airlines (THY); Turk Telekom; PETKIM (produits pétrochimiques); ERDEMIR (fer et acier); et TUPRAS (raffinage de pétrole).

120. Depuis 1986, la Turquie a obtenu plus de 42 milliards de dollars EU grâce aux privatisations effectuées par l'Administration de la privatisation.¹¹⁶ Les transactions les plus importantes achevées depuis 2003 sont indiquées dans le tableau III.20.¹¹⁷ Le gouvernement a privatisé toutes ses entreprises de production de ciment; une chaîne de magasin d'alimentation (GIMA); des producteurs

¹¹³ Les dispositions de portée large relatives au contrôle des fusions de la Loi n° 4054 sur la protection de la concurrence s'appliquent également aux opérations de privatisation conduites par l'État. Pour plus de détails, voir OMC (2007).

¹¹⁴ Un partenariat public-privé est en train d'être établi au titre de modèle de financement pour les investissements futurs, par exemple pour la construction d'hôpitaux, d'autoroutes et de routes, de trains à grande vitesse et d'autres projets d'infrastructure.

¹¹⁵ Les offres/soumissionnaires sont évalués sur les engagements de prix et sur ceux non liés aux prix ainsi que sur d'autres critères comme la solidité financière ou l'expérience dans le secteur. Les appels d'offres peuvent être annulés si aucune offre n'est reçue. Le Conseil d'État a également annulé des appels d'offres au motif qu'ils n'étaient pas conformes aux lois et réglementations existantes.

¹¹⁶ Si on inclut les privatisations menées par d'autres institutions gouvernementales, le produit net provenant des privatisations s'élevait à 53,5 milliards de dollars EU à la fin juin 2011. Les recettes tirées des privatisations, les dividendes et autres revenus financiers provenant des entreprises du portefeuille de privatisation sont transférés au Fonds de privatisation. Les frais liés au processus de privatisation, à la restructuration, aux pertes d'exploitation, etc., sont prélevés du Fonds. La trésorerie excédentaire est transférée au Trésor en vertu de l'article 10 de la Loi n° 4046. En 2010, le transfert au Trésor s'est élevé à 1,714 million de dollars EU.

¹¹⁷ La privatisation de Türk Telekom représente la transaction la plus importante: 55% de la société a généré 6,55 milliards de dollars EU lors d'une vente en bloc à Oger Telekomünikasyon A.Ş (un consortium dirigé par Saud Oger et Telecom Italia) en 2005. 15% de parts supplémentaires ont été vendues au cours d'une offre de souscription publique à des investisseurs locaux et étrangers à la fin 2008, entraînant des recettes nettes de plus de 1,9 milliard de dollars EU. Aucune décision n'a encore été prise concernant la vente des parts restantes de l'État de 31,68%.

d'aliments pour animaux, de lait et de produits laitiers; la majorité des entreprises de transformation de la viande, du poisson et de la volaille; des entreprises de transformation du bois; plusieurs ports maritimes; tous les chantiers navals; les transports maritimes turcs; toutes les raffineries; une usine de transformation pétrochimique; l'industrie du fer et de l'acier; deux banques commerciales (Etibank et Sümerbank); et toutes les unités de fabrication de textile appartenant à Sümerbank. La privatisation de 19 entreprises de distribution d'électricité a commencé en 2008 et s'est poursuivie en 2010 et 2011. Neuf centrales électriques ont été vendues en 2008, et le transfert des droits d'exploitation de 52 centrales hydroélectriques de petite et moyenne taille a été réalisé en 2010. L'offre finale de 56,09% des parts dans DOĞUSAN A.Ş. (un fabricant de tuiles de perlite et ciment) a été achevée, d'un point de vue strictement juridique.¹¹⁸

Tableau III.20
Privatisation, 2003-2010

Entreprise privatisée	Secteur	Année	Méthode de privatisation	Montant (en million de \$EU)
BURSAGAZ	Distribution du gaz	2004	Vente en bloc	120
TEKEL (monopole d'État)	Boissons alcooliques	2004	Vente en bloc	292
TUGSAS-IGSAS	Distribution du gaz	2004	Vente en bloc	100,5
THY	Compagnie aérienne	2004	23% offre de souscription publique	191,2
ETİ ALUMINIUM	Industrie extractive	2005	100% vente en bloc	305
TURK TELEKOM	Télécommunications	2005	55% vente en bloc	6 550
HOTEL HILTON ISTANBUL	Tourisme	2005	Vente d'actifs	255
TUPRAS	Raffinage	2005	14% Bourse d'Istanbul	454
PETKIM	Produits pétrochimiques	2005	34% Bourse d'Istanbul	274
TUPRAS	Raffinage	2006	51% vente en bloc	4 140
ERDEMIR	Fer et acier	2006	46% vente en bloc	2 770
COMPAGNIE D'ASSURANCE BASAK	Assurance	2006	100% vente en bloc	268
HOTEL BUYUK EFES	Tourisme	2006	100% vente en bloc	121,5
BUYUK TARABYA	Tourisme	2006	100% vente en bloc	145,3
THY	Transport aérien	2006	28, 75% offre de souscription publique	207,8
HALKBANK	Banque	2007	25% introduction en bourse	1 839 ^a
PORT DE MERSIN	Exploitation des ports	2007	36 ans de concession	755 ^b
DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES D'ÉTAT (1 ^{er} groupe immobilier de Levent)	Immobilier	2007	Vente d'actifs	800
CENTRE D'INSPECTION AUTOMOBILE	Service	2007	20 ans (concession)	614 ^c
TURK TELEKOM	Télécommunications	2008	15% Bourse d'Istanbul	1 911
TABAC TURK TEKEL	Produits du tabac	2008	Vente d'actifs	1 720
PETKIM	Produits pétrochimiques	2008	51% vente en bloc	2 040
PRODUCTION ÉLECTRIQUE NATURELLE D'ANKARA	Production d'électricité	2008	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	510
TEDAS BASKENT	Distribution d'électricité	2009	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	1 200

¹¹⁸ DOĞUSAN A.Ş. est coté à la Bourse d'Istanbul, et les parts de la société (43,91%) y sont négociables.

Entreprise privatisée	Secteur	Année	Méthode de privatisation	Montant (en million de \$EU)
TEDAS SAKARYA	Distribution d'électricité	2009	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	600
TEDAS MERAM	Distribution d'électricité	2009	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	440
PORT DE SAMSUN	Exploitation des ports	2010	36 ans (concession)	125,2
PORT DE BANDIRMA	Exploitation des ports	2010	36 ans (concession)	175,5
TEDAŞ OSMANGAZİ	Distribution d'électricité	2010	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	485
TEDAŞ ÇAMLIBEL	Distribution d'électricité	2010	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	258,5
TEDAŞ ULUDAĞ	Distribution d'électricité	2010	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	940
TEDAŞ YESILIRMAK	Distribution d'électricité	2010	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	441,5
TEDAŞ FIRAT	Distribution d'électricité	2010	Ventes de parts basées sur le transfert des droits d'exploitation	230,2
Total des privatisations (1986-2010)				41 720

- a 1,2 milliard de dollars EU environ représentent la part allouée aux investisseurs étrangers à partir de la date de transaction.
b 40% du montant représente l'investissement étranger direct effectué par l'Autorité portuaire de Singapour à partir de la date de transaction.
c 30% du montant représente l'investissement étranger direct effectué par l'entreprise allemande TUV-SUD à partir de la date de transaction.

Source: Cabinet du Premier Ministre (2010), *Privatization Administration – Annual Report 2010*. Adresse consultée: www.oib.gov.tr/2011/dosyalar/oib_faaliyet%202010_ING.pdf.

121. L'Administration de la privatisation prévoit de privatiser 24 producteurs de sucre d'ici à 2014. Les entreprises ont été regroupées en six portefeuilles: les appels d'offres concernant trois d'entre eux devraient être publiés avant la fin de l'année 2011. Les préparatifs progressent en vue de la privatisation des deux ponts traversant le Bosphore, de sept autoroutes à péage, des routes périphériques d'Ankara et d'Izmir, et des unités de services exploitées par la Direction générale des autoroutes. Une première tentative de privatisation de la loterie nationale en 2009 s'est soldée par un échec. Des études techniques visant à lancer un nouvel appel d'offres sont en cours.

122. Le Croissant-Rouge turc est la seule entreprise commerciale d'État que la Turquie continue de notifier à l'OMC.¹¹⁹ Cette organisation humanitaire à but non lucratif détient des droits exclusifs pour importer certains produits pharmaceutiques utilisés pour lutter contre la malaria et la syphilis, à savoir l'écorce de quinquina, l'iodure de potassium, les alcaloïdes du quinquina et leurs dérivés (quinine), et la primaquine diphosphate. TEKEL, un ancien monopole d'État sur le tabac et l'alcool, s'est vu retirer ses droits d'importation exclusifs en 2001, avant d'être privatisé.¹²⁰

ix) Politique de la concurrence

123. La Loi n° 4054 sur la protection de la concurrence, promulguée en 1994 et modifiée pour la dernière fois en 2008, constitue l'essentiel du fondement juridique relatif à la promotion et au respect des conditions de concurrence sur les marchés de biens et de services.¹²¹ La Direction de la

¹¹⁹ La dernière notification a été distribuée sous la cote G/STR/N/13/TUR du 21 juin 2010.

¹²⁰ Voir OMC (2003) et OMC (2007).

¹²¹ La Loi a été modifiée en 2008 par la Loi n° 5728. Un projet de loi portant modification de la Loi, qui inclut notamment une règle *de minimis* et qui soumet les fusions et acquisitions à un critère "de diminution

concurrence, dirigée par le Conseil de la concurrence formé de sept membres, est chargée de la mise en œuvre et de la bonne application de la loi depuis 1997.¹²² Les textes d'application, qui se présentent essentiellement sous la forme de règlements, sont préparés par la Direction et publiés par le Conseil.¹²³

124. La législation turque en matière de concurrence porte sur trois points principaux: les accords anticoncurrentiels, les pratiques et décisions concertées; l'abus de position dominante; et les fusions et acquisitions qui faussent la structure concurrentielle du marché. Les accords qui faussent, restreignent ou empêchent la concurrence sont en principe interdits, sauf si le Conseil de la concurrence accorde une exemption (ou la bloque). Le Conseil peut également accorder une attestation négative, qui confirme que la décision, la pratique ou la fusion ou acquisition proposée n'est pas considérée comme contraire aux règles de la concurrence. Toute pratique qui porte préjudice au marché turc tombe sous le coup de la loi, y compris les accords conclus à l'étranger (doctrine des effets). Sauf pour ce qui est de certains types de fusion dans la banque qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, celle-ci s'applique à tous les secteurs.¹²⁴

125. En vertu des articles 27 g) et 30 f) de la loi, la Direction de la concurrence peut donner des avis sur les projets de loi et les pratiques administratives d'autres organes et institutions. Ainsi, en 2009, elle a fait des commentaires sur un projet d'amendement à l'Arrêté sur les prix des matières premières et du sucre, et, en 2010, sur des projets d'amendement à la Loi sur le marché de l'électricité, sur un projet d'arrêté préparé par l'Agence de réglementation des marchés du tabac, des produits du tabac et des boissons alcoolisées sur la vente et l'étalage des produits du tabac et des boissons alcooliques, et sur les spécifications du dossier d'appels d'offres de la Fédération turque de football.

126. En octobre 2009, la Direction de la concurrence a signé un protocole avec l'Agence des marchés publics afin d'établir un cadre de coopération entre les deux institutions, dans le but notamment de s'attaquer efficacement aux soumissions concertées et de rendre les appels d'offres plus compétitifs.¹²⁵ Des efforts sont actuellement déployés pour conclure des accords avec l'Autorité de réglementation du marché de l'énergie et l'Office des technologies de l'information et des communications. La Direction de la concurrence travaille également en étroite collaboration avec l'Administration de la privatisation sur la privatisation de nombreuses entreprises publiques.

127. Le nombre de dossiers réglés par la Direction de la concurrence a augmenté de façon régulière entre 2000 et 2008 (tableau III.21).

significative de la concurrence", a été proposé à la Grande Assemblée nationale de Turquie en juillet 2008. Ce projet n'ayant pas pu être adopté lors de la précédente législature, il est devenu caduc. Le gouvernement ou les membres de la Grande Assemblée nationale pourraient le proposer à nouveau. La Direction de la concurrence va essayer de retransmettre ce projet de loi pour qu'il soit adopté pendant la législature actuelle.

¹²² Le financement de la Direction de la concurrence provient d'une contribution de 0,04% sur le capital et les augmentations de capital de certaines entreprises, de transferts du budget du Ministère des douanes et du commerce et de recettes tirées notamment de ses publications.

¹²³ Par exemple, en 2010, le Conseil a publié des communiqués visant à préciser les principes et procédures des audiences, le droit d'accès aux dossiers et la protection des secrets commerciaux et à simplifier les règles de notification pour les fusions et acquisitions en prévoyant un seuil de chiffre d'affaires plutôt qu'un système fondé sur les seuils et les parts de marché. En 2011, le Conseil a publié des lignes directrices sur les fusions et acquisitions concernant les entreprises concernées, le chiffre d'affaires et les restrictions accessoires.

¹²⁴ La Loi ne s'applique pas aux fusions et acquisitions lorsque la part sectorielle du total des actifs des banques concernées est inférieure à 20%.

¹²⁵ La Direction de la concurrence a également signé un protocole avec l'Agence de coopération turcophone afin de fournir une assistance technique dans le cadre de l'aide au développement de la Turquie.

Tableau III.21
Affaires traitées par la Direction de la concurrence, 2000-2010

	2000-2010	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Infractions au droit de la concurrence							
Dossiers constitués	1 174	84	108	131	166	395	..
Dossiers réglés	1 193	97	108	148	132	178	252
Fusions/acquisitions							
Dossiers constitués	1 543	164	199	238	249	169	..
Dossiers réglés	1 782	170	186	232	255	146	276
Attestation négative/dérogation							
Dossiers constitués	403	45	36	34	65	40	..
Dossiers réglés	497	50	33	39	57	46	96
Total							
Dossiers constitués	3 120	293	343	403	480	604	..
Dossiers réglés	3 472	317	327	419	444	370	624

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

x) Contrôle des prix

128. En Turquie, les prix des biens et des services sont généralement déterminés librement par le marché. Cependant, les prix font l'objet de contrôles dans le domaine de l'électricité, du gaz naturel, des produits pharmaceutiques, des services de télécommunication et du transport (en particulier le transport ferroviaire). Le Conseil de l'Autorité de réglementation du marché de l'énergie approuve les tarifs applicables à la transmission et la distribution d'énergie, le prix de gros des entreprises d'État chargées de la vente en gros, et les ventes au détail aux consommateurs "non admissibles". Ce même Conseil approuve également les tarifs de distribution applicables à la vente au détail, la transmission, l'entreposage et la distribution urbaine du gaz naturel.

129. Quant aux produits pharmaceutiques, un système de prix de référence est appliqué pour contrôler les prix départ usine. Les réductions obligatoires appliquées sur les ventes de produits pharmaceutiques au système de santé public ont augmenté en décembre 2009. Un décret de décembre 2010 a fixé des réductions de prix de 9,5% pour 2011. En 2002, la Direction des télécommunications a introduit un mécanisme de plafonnement pour les services fournis par Turk Telekom.

xi) Aspects du régime de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce

130. Les principaux textes législatifs qui constituent le cadre juridique de la Turquie visant à protéger les droits de propriété intellectuelle sont les suivants: Loi n° 5846 sur les œuvres intellectuelles et artistiques, telle que modifiée; Loi n° 5224 sur l'évaluation et le classement des œuvres cinématographiques et sur l'aide à l'industrie cinématographique; Décret n° 556 relatif à la protection des marques; Décret n° 555 relatif à la protection des indications géographiques; Décret n° 554 sur la protection des dessins et modèles industriels; Décret n° 551 relatif à la protection des droits de brevet; Loi n° 5042 sur la protection des droits des obtenteurs de nouvelles variétés végétales; Loi n° 5553 sur les semences; Loi n° 5147 sur la protection des topographies de circuits intégrés; Loi portant modification du Décret sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et les marques (n° 4128); Loi n° 5194 portant modification des Décrets-lois sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et les

marques; Loi n° 5000 portant création de l'Institut turc des brevets et définissant ses fonctions; et Code pénal turc (articles 334/1 et 336/1), nouveau Code du commerce (articles 55/1 b-3) et d) et 56) et Règlement sur les licences de médicaments (article 28), pour assurer la protection des renseignements non divulgués. Le Conseil des ADPIC a examiné le régime turc de la propriété intellectuelle en novembre 2000.¹²⁶ La Turquie a signé plusieurs conventions et traités concernant les DPI (tableau III.22). La loi sur la propriété intellectuelle faisant partie des chapitres de négociation du processus d'accession à l'UE, un Groupe de travail UE-Turquie sur les droits de propriété intellectuelle a été créé.¹²⁷

Tableau III.22

Participation de la Turquie à des accords, conventions et traités internationaux, 2010

Nom	Date de la participation
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883)	10 octobre 1925
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886)	1 ^{er} janvier 1952
Convention portant création de l'OMPI (1967)	12 mai 1976
Convention de Rome sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961)	8 avril 2004
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques (1957)	1 ^{er} janvier 1996
Traité de coopération en matière de brevets (1970)	1 ^{er} janvier 1996
Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs de marques (1973)	1 ^{er} janvier 1996
Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets (1971)	1 ^{er} octobre 1996
Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977)	30 novembre 1998
Protocole relatif à l'Accord de Madrid (1996)	1 ^{er} janvier 1999
Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (1968)	30 novembre 1998
Traité sur le droit des brevets	2 juin 2000
Convention sur le brevet européen (1973)	1 ^{er} novembre 2000
Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels	1 ^{er} janvier 2005
Traité sur le droit des marques	1 ^{er} janvier 2005
Traité de Singapour sur le droit des marques	28 mars 2006
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	28 novembre 2008
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	28 novembre 2008

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

131. Les principales institutions compétentes en matière de propriété intellectuelle sont les suivantes: La Direction générale du droit d'auteur et du cinéma du Ministère de la culture et du tourisme pour les questions concernant le droit d'auteur et les droits connexes; l'Institut turc des brevets pour les questions relatives aux brevets, marques, indications géographiques, dessins et modèles industriels et topographies de circuits imprimés; le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage pour les droits des obtenteurs; la Direction générale des douanes du Ministère des douanes et du commerce pour les questions liées aux mesures à la frontière; et le

¹²⁶ Le document de l'OMC IP/Q4/TUR/1 du 12 avril 2001 contient la déclaration liminaire faite par la délégation turque, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données lors de l'examen. Pour une vue d'ensemble des dispositions principales de la législation turque sur les DPI, voir OMC (2003) et OMC (2007).

¹²⁷ Ce groupe de travail s'est réuni pour la première fois à Ankara le 18 mai 2011.

Ministère de la justice pour les procédures judiciaires visant à faire respecter les droits.¹²⁸ Le Conseil de coordination de la propriété intellectuelle et industrielle, créé en 2008, se réunit deux fois par an afin d'établir des stratégies visant à mettre en œuvre le régime des DPI et à améliorer la coordination entre les différentes institutions concernées.¹²⁹ Les organismes chargés de faire respecter les droits comprennent l'Académie de justice, les unités de police des DPI, et la Commission de lutte contre le piratage.

132. Depuis son précédent examen, la Turquie a modifié la Loi sur les œuvres intellectuelles et artistiques afin d'harmoniser ses dispositions avec le nouveau Code pénal et le Code de procédure pénale turcs (en 2008); elle a également lancé plusieurs études visant à modifier de nouveau la loi afin d'éliminer les dernières différences avec l'acquis de l'UE. Des réglementations ont été adoptées concernant l'établissement d'une base de données conjointe sur les DPI, modifiant le système de "banderole" existant et le système de certification pour la diffusion et la distribution des œuvres intellectuelles et artistiques des entreprises.¹³⁰ Une circulaire concernant l'utilisation de logiciels sous licence dans les institutions publiques a aussi été publiée.¹³¹

133. Concernant les mesures assurant le respect des lois, la Turquie dispose de 22 tribunaux spécialisés dans les DPI (onze tribunaux civils et onze tribunaux pénaux)¹³². En outre, les tribunaux civils et pénaux généraux ont compétence pour traiter des affaires de DPI dans les villes où il n'existe pas de tribunaux spécialisés dans ce domaine. En novembre 2008, la Direction générale des affaires pénales du Ministère de la justice a annoncé que les bureaux des procureurs chargés de mener plus de 500 enquêtes par an sur les DPI devraient créer un bureau spécial responsable de ces enquêtes. Ces bureaux ont déjà été établis dans sept villes (Adana, Bakirkoy, Beyoglu, Kadiköy, Kartal, Istanbul et Izmir). Dans 234 des 707 bureaux des procureurs que compte la Turquie, un ou plusieurs procureurs ont été nommés pour mener des enquêtes sur les DPI. Les tribunaux spécialisés dans les DPI sont reliés au réseau du Système turc d'information judiciaire.

¹²⁸ Voir OMC (1998).

¹²⁹ Le Conseil se compose de représentants de haut niveau venant du Ministère de la justice, du Ministère de l'intérieur, du Ministère de la santé, du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, du Ministère des douanes et du commerce, et du Ministère de l'économie; du Sous-Secrétaire adjoint du Ministère du développement; du Directeur général du droit d'auteur et de l'industrie de cinéma; du Président de l'Institut turc des brevets; du Conseil turc de recherche scientifique et technique; et du Secrétariat général de l'Union européenne.

¹³⁰ Règlement relatif à la base de données conjointe sur les DPI publié dans le Journal officiel du 6 novembre 2010; Règlement portant modification du règlement sur les procédures et principes concernant la mise en œuvre du système de banderoles (Journal officiel du 1^{er} novembre 2010); et Règlement portant modification du règlement sur les procédures et principes concernant la certification des entreprises qui procèdent à l'enregistrement, la copie, la vente ou la distribution du matériel contenant des œuvres intellectuelles et artistiques (Journal officiel du 4 mars 2011). Les banderoles sont vendues par les sociétés de gestion collective. Le 6 avril 2011, le Ministère de la culture et la Fédération des sociétés de gestion collective dans le domaine de la publication ont signé un protocole visant à mettre en œuvre la vente de banderoles sur les publications non périodiques par le biais de la Fédération.

¹³¹ Circulaire n° 2008/17 sur l'utilisation de logiciels sous licence dans les institutions publiques publiée dans le Journal officiel du 16 juillet 2008.

¹³² Après la création des premiers tribunaux spécialisés dans les DPI à Istanbul en 2001, leur nombre n'a cessé d'augmenter pour atteindre 23 en 2008. Le Tribunal de Beyoglu a fusionné avec celui d'Istanbul en juillet 2011. Les affaires au civil ont donc été transférées au quatrième tribunal civil spécialisé dans les DPI d'Istanbul et les affaires au pénal l'ont été au quatrième tribunal pénal spécialisé dans les DPI d'Istanbul, établi par la même décision du Conseil suprême des juges et des procureurs.

134. Un système d'automatisation des droits d'auteur (TEHAKSIS) a été mis en place afin de fournir un accès en ligne au Système d'automatisation de banderoles sur les publications non périodiques¹³³, au Système de certification, au Système de certificat des producteurs et au Système d'inscription facultative, afin de faciliter l'échange de renseignements entre les institutions concernées. Les (81) Directions culturelles de province et la Police nationale ont été habilitées à autoriser les accès en ligne afin d'accélérer les inspections menées par les Commissions provinciales de l'inspection. Par ailleurs, en décembre 2010, le Ministère de la justice et le Ministère de la culture et du tourisme ont signé un protocole visant à unifier le Système turc d'information judiciaire et le Système d'automatisation des droits d'auteur. Une fois ces systèmes unifiés, les procédures relatives à des affaires impliquant des droits de propriété intellectuelle devraient être moins longues.

135. En 2008, les tribunaux spécialisés dans les DPI ont jugé 7 762 affaires. Le temps moyen nécessaire à un jugement, de la réception du dossier jusqu'au prononcé de la décision, était de 500 jours. Les tribunaux spécialisés dans les DPI ont conclu 2 765 affaires en 2009, dont 1 279 étaient entièrement ou partiellement acceptées. La durée moyenne du procès était de 613 jours, allant de 286 jours au tribunal civil de Bakirköy à 1 137 jours au deuxième tribunal civil d'Istanbul. Chaque année, les autorités chargées de la répression mènent normalement entre 3 000 et 4 000 opérations impliquant une violation des droits de propriété intellectuelle. En 2009 et 2010, le volume de matériel piraté confisqué a été d'environ 24 à 25 millions de pièces.

136. Les mécanismes en faveur d'un système de gestion collective des droits ont été améliorés. Quatre sociétés de gestion collective dans le secteur de la musique ont signé à un accord de coopération en février 2007, avant de conclure des accords de gestion collective avec des associations professionnelles représentant les utilisateurs concernant le régime de licences des œuvres musicales dans les hôtels (mars 2008) et la radiodiffusion (novembre 2008). La Société de gestion collective des acteurs réunis (BIROY) a été créée en octobre 2009. Enfin, sept sociétés de gestion collective dans le domaine du cinéma ont fondé le Siège des sociétés de gestion collective du cinéma en janvier 2011.

137. Tenant compte des progrès accomplis par la Turquie dans la lutte contre les violations des droits de propriété intellectuelle, les États-Unis l'ont ôtée en 2008 de la liste des pays à surveiller en priorité au titre de l'article 301 spécial et l'ont inscrite sur celle des pays à surveiller. Cependant, la contrefaçon et le piratage restant des pratiques très répandues, la Turquie est fortement encouragée à déployer davantage d'efforts dans ce domaine.¹³⁴ La Commission européenne note qu'il faut encore travailler sur certains points, y compris sur l'adoption de modifications législatives afin de prévoir des sanctions pénales dissuasives, sur la création d'une loi sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle qui soit conforme à la directive de l'UE sur les moyens de faire appliquer les lois, et que les procédures civiles, pénales et administratives en matière de DPI, y compris les mesures d'office visant à combattre le piratage et la contrefaçon, doivent être renforcées.¹³⁵

¹³³ Une banderole est une bande de sécurité identique à celle que l'on trouve sur les bandes magnétiques des cassettes ou sur les paquets de cigarettes.

¹³⁴ USTR (2011).

¹³⁵ UE (2011).